JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉBATS PARLEMENTAIRES

ASSEMBLÉE NATIONALE

Abonnements à l'Édition des DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE : FRANCE ET OUTRE-MER : 22 NF ; ÉTRANGER : 40 NF

(Compte chèque postal : 9063.13 Paris.)

PRIÈRE DE JOINDRE LA DERNIÈRE BANDE
aux renouvellements et réclamations

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION
26, RUE DESAIX, PARIS 15^e

POUR LES CHANGEMENTS D'ADRESSE
AJOUTER 0,20 NF

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

1^{re} Législature

REUNION DE PLEIN DROIT DU PARLEMENT EN APPLICATION DE L'ARTICLE 16 DE LA CONSTITUTION

COMPTE RENDU INTEGRAL -- 53^e SEANCE

Séance du Mardi 12 Septembre 1961.

SOMMAIRE

1. — Hommage à M. le Président de la République (p. 2243).
2. — Convocation de l'Assemblée nationale (p. 2244).
3. — Retrait de l'ordre du jour de propositions de loi (p. 2244).
4. — Rappels au règlement (p. 2244).
MM. Léenhardt, Dorey, Bergasse, Faure, Portolano, Rochet.
M. Michel Debré, Premier ministre.
5. — Réunion du bureau (p. 2249).
M. le président.
Suspension et reprise de la séance.
MM. le président, Chandernagor.
Suspension et reprise de la séance.
6. — Questions orales avec débat (p. 2250).
M. Michel Debré, Premier ministre.
Rappel au règlement : MM. Schmittlein, le président.
Problèmes agricoles (questions de M. Laudrin, de M. Le Bault de La Morinière, de M. Voisin) : MM. Laudrin, Le Bault de La Morinière, Voisin.
Renvol de la suite du débat.

7. — Dépôt de projets de loi (p. 2256).
8. — Dépôt de propositions de loi (p. 2256).
9. — Dépôt d'un rapport (p. 2256).
10. — Retrait d'une proposition de loi (p. 2256).
11. — Ordre du jour (p. 2256).

PRESIDENCE DE M. JACQUES CHABAN-DELMAS

La séance est ouverte à quinze heures.

M. le président. La séance est ouverte.

— 1 —

HOMMAGE A M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

M. le président. Je suis certain de traduire le sentiment de l'Assemblée en exprimant à M. le Président de la République, après l'odieux attentat auquel il a, par bonheur, échappé, l'hommage de l'Assemblée, hommage qui s'accompagne à la fois d'une indignation profonde et d'une immense satisfaction. (Applaudissements.)

— 2 —

CONVOCAION DE L'ASSEMBLEE

M. le président. Par sa décision du 12 juillet et par application de l'article 16 de la Constitution, l'Assemblée avait laissé à son président le soin de la convoquer après la clôture de la deuxième session ordinaire, le 22 juillet.

La conférence des présidents qui s'est tenue le 29 août ayant émis l'avis qu'il y avait lieu de réunir l'Assemblée nationale pour la discussion des propositions de loi déposées par M. Boscarey-Monsservin et plusieurs de ses collègues et pour un débat sur des questions orales relatives aux problèmes agricoles, j'ai convoqué l'Assemblée avec cet ordre du jour.

— 3 —

RETRAIT DE L'ORDRE DU JOUR
DE PROPOSITIONS DE LOI

M. le président. L'ordre du jour appellerait la discussion des propositions de loi : 1° de M. Boscarey-Monsservin et plusieurs de ses collègues, tendant à déterminer les conditions suivant lesquelles seront fixés par décret les prochains prix d'objectifs de certains produits agricoles ; 2° de M. Boscarey-Monsservin et plusieurs de ses collègues, tendant à la parité agricole en matière sociale.

Mais M. le Premier ministre m'a fait parvenir la lettre suivante :

« Paris, le 4 septembre 1961.

« Monsieur le président,

« J'ai fait connaître à la conférence des présidents qu'il ne paraissait pas conforme à l'esprit de la Constitution que la réunion de plein droit de votre Assemblée, dans les conditions où elle se tient, puisse avoir un aboutissement législatif. Cet avis n'ayant pas été suivi par la conférence, j'ai l'honneur de vous faire savoir que je maintiens, officiellement, l'interprétation que j'avais formulée.

« J'observe, d'autre part, que les propositions de loi insérées à l'ordre du jour sont irrecevables en raison des dispositions de l'article 40 de la Constitution. En effet, la proposition de loi n° 1426 tendant à déterminer les conditions suivant lesquelles seront fixés par décret les prochains prix d'objectifs de certains produits agricoles prévoit la garantie de l'Etat pour les prix d'un certain nombre de produits agricoles en obligeant notamment l'Etat à se porter acquéreur des quantités de produits ne trouvant pas preneur aux prix officiels. Cette proposition comporte donc, notamment sur ce point, une aggravation des charges publiques.

« Le Gouvernement oppose également l'irrecevabilité tirée de l'article 40 de la Constitution à la proposition de loi n° 1427 tendant à la parité agricole en matière sociale. Cette proposition tend en effet à augmenter le nombre des bénéficiaires de la retraite vieillesse agricole et de ce fait prévoit donc une aggravation des charges publiques.

« Je vous prie de croire, monsieur le président, à l'assurance de ma haute considération.

« MICHEL DEBRÉ. »

Dès réception de cette lettre et conformément à l'article 92, alinéa 2, du règlement, j'ai saisi le bureau de la commission des finances qui m'a fait parvenir la lettre suivante :

« Paris, le 5 septembre 1961.

« Monsieur le président,

« Par lettre en date du 4 septembre 1961, vous m'avez transmis la correspondance que vous avait adressée M. le Premier ministre, en vue de voir opposer les dispositions de l'article 40 de la Constitution aux propositions de loi n° 1426 et 1427.

« J'ai l'honneur de vous faire connaître que le bureau de la commission des finances s'est réuni aujourd'hui 5 septembre 1961 et a décidé à la majorité que l'article 40 de la Constitution était opposable aux propositions susvisées.

« Je vous serais très obligé de bien vouloir faire connaître cette décision à M. le Premier ministre.

« Veuillez agréer, monsieur le président, l'expression de ma très haute considération.

« Le vice-président,
« Signé : A. DENVERS. »

En conséquence, la discussion des deux propositions de loi de M. Boscarey-Monsservin et plusieurs de ses collègues est retirée de l'ordre du jour.

— 4 —

RAPPELS AU REGLEMENT

M. Francis Leenhardt. Je demande la parole, pour un rappel au règlement.

M. Henri Dorey. Je demande également la parole pour un rappel au règlement.

M. le président. La parole est à M. Leenhardt, pour un rappel au règlement.

M. Francis Leenhardt. Mes chers collègues, j'invoque les articles 92 et 93 du règlement.

Le Gouvernement n'aurait sans doute pas besoin d'user de tant de moyens de procédure si les ordonnances budgétaires de décembre 1958 n'avaient pas amputé de plus de 10 p. 100 un revenu agricole qui était déjà anormalement bas.

Il en serait de même si le Gouvernement avait été plus attentif au grave avertissement que M. le président de l'Assemblée nationale lui a donné dans son discours du 6 juillet, lors de l'installation du nouveau bureau de l'Assemblée. Faisant état du malaise politique qui règne ici, de l'absence de dialogue, du déséquilibre entre l'exécutif et le législatif, M. le président a mis aussi en garde M. le Premier ministre contre le danger que représente l'abus des inscriptions prioritaires à l'ordre du jour. Il a fait observer que de telles décisions, dignes d'un autoérate, obligent finalement l'Assemblée à recourir à l'arme de l'obstruction, et à refuser de discuter les affaires inscrites à l'ordre du jour.

Si tout cela avait été entendu, nous ne serions pas dans la situation où nous sommes aujourd'hui.

Un Gouvernement ayant vraiment le respect du Parlement aurait pu cependant opter pour de nombreux autres moyens. Il aurait pu, d'abord, rechercher un accord sur une date un peu décalée où projet de loi et propositions de loi auraient pu être discutés conjointement. Il aurait pu également se servir des articles 92 et 93 du règlement, non pas pour opposer aux textes déposés une irrecevabilité globale, mais en demandant, en cours de discussion, qu'ils soient appliqués pour limiter l'irrecevabilité à certaines dispositions des propositions parlementaires. Enfin, le Gouvernement pouvait aussi poser la question de confiance en cours de discussion sur telle ou telle disposition qui lui eût paru contraire à l'intérêt général.

On ne peut tout de même pas dire, en effet, que notre Constitution a laissé le Gouvernement désarmé. Le Gouvernement est bardé d'armes. La Constitution a prévu des verrous nombreux. La majorité de cette Assemblée en a ajouté d'autres que nous avons contestés à l'époque. Le Conseil constitutionnel lui-même en a ajouté, en donnant raison bien souvent aux interprétations restrictives du Gouvernement.

Dans ces conditions, nous sommes surpris que le Gouvernement ait éprouvé le besoin de s'arc-bouter en quelque sorte sur l'article 16 et nous regrettons qu'il se soit fait appuyer par le chef de l'Etat qui précédemment d'ailleurs — l'année dernière — avait contesté le droit à la majorité des députés de demander une session extraordinaire. Vous vous souvenez que nous avions alors déposé, en conséquence, une motion de censure pour protester contre cette interprétation de la Constitution.

La conférence des présidents ayant passé outre aux objections du Gouvernement, le Gouvernement s'est appuyé sur l'article 40. La commission des finances du Sénat lui en a contesté le droit.

Le Gouvernement a alors invoqué l'article 41. Le président du Sénat lui en a contesté le droit.

Finalement, le Gouvernement a employé la totalité des moyens de procédure dont il pouvait disposer.

Pourquoi cet acharnement ?

Pourquoi cette accumulation d'obstacles contre la volonté de travail du Parlement ?

Sans doute en trouverait-on la raison dans l'étrange conception du Parlement que nourrit M. le Premier ministre. Je n'en veux pour preuve que les étonnantes déclarations qu'il a faites devant la conférence des présidents du 29 août. Je lui faisais observer que, le Gouvernement ayant, dans le cadre de l'article 16, jugé possible de procéder à un remaniement ministériel, il avait, par ce fait même, ouvert le droit à l'opposition de déposer une motion de censure pour apprécier la qualité de ce remaniement et je me suis entendu répondre : « Où irions-nous si le Parlement discutait du remaniement ! » (*Exclamations sur de nombreux bancs à l'extrême gauche, au centre gauche, sur certains bancs à gauche, au centre droit et à droite.*) C'est donc que, dans l'esprit du Premier ministre, les ministres sont responsables devant le Chef de l'Etat ; mais il oublie complètement que le Gouvernement est responsable devant la représentation nationale. (*Vifs applaudissements à l'extrême gauche, au centre gauche, sur certains bancs à gauche et au centre. — Applaudissements au centre droit et à droite.*)

Et M. le Premier ministre ajouta : « Où irions-nous aussi si, chaque fois qu'une organisation professionnelle demande la réunion du Parlement, celui-ci était convoqué à la requête de la majorité des députés ? » Comme s'il était si facile d'obtenir la majorité à la conférence des présidents et si facile aussi de grouper 276 signatures pour réunir le Parlement !

Et, après tout, quoi de plus normal que le souci des parlementaires de se réunir lorsqu'un trouble profond se répand dans le pays, ce qui était bien le cas l'année dernière et ce qui est encore le cas cette année ?

Je rappellerai ici une déclaration fort importante faite par M. le Président de la République dans le discours qu'il prononça place de la République le 4 septembre 1958 et qui constituait en quelque sorte une préface à la Constitution. Dans ce discours, M. le Président de la République définissait chacun des pouvoirs et concernant le pouvoir législatif il déclara : « Il faut qu'il existe un Parlement qui représente la volonté politique de la nation. »

Nous n'en demandons pas plus ! (Applaudissements sur les mêmes bancs.)

M. le Premier ministre paraît obsédé par le régime d'assemblée mais il oublie complètement que la nouvelle Constitution a accumulé les obstacles et a armé le Gouvernement jusqu'aux dents contre le risque de voir renaître le régime d'assemblée. M. le Premier ministre va jusqu'à nous contester un rôle qui est essentiellement le nôtre, celui d'intercesseur entre le pouvoir et l'opinion.

C'est ainsi, c'est par un tel glissement, que l'on passe de l'omnipotence à l'impuissance du Parlement. (Applaudissements à l'extrême gauche.)

Les conséquences, nous les avons sous les yeux. Quand les voies de la protestation légale sont fermées, il ne reste que le recours à l'action directe. Au cours de ces derniers mois, cette forme d'action a atteint des sommets et les concessions qui auraient dû normalement être faites devant la représentation nationale le sont finalement devant la violence et les manifestations de la rue.

Vous prétendez que, si l'on cédait à une demande de convocation du Parlement, on encouragerait d'autres organisations professionnelles à faire pression, elles aussi, sur la représentation nationale et, de ce fait, sur le Gouvernement. Mais combien plus grave est l'encouragement que vous donnez aux classes sociales à descendre dans la rue lorsque vous cédez après les manifestations, lorsque vous donnez une prime aux démonstrations de force, lorsque vous montrez que la violence paye. (Applaudissements à l'extrême gauche, au centre gauche, sur certains bancs à gauche et au centre. — Applaudissements au centre droit et à droite.)

C'est ainsi que nous avons vu les barrages que vous savez, les premiers barrages, l'au dernier, pour obtenir le vote de la loi d'orientation, d'autres cette année pour obtenir que cette loi d'orientation soit appliquée.

De telles erreurs sont difficilement explicables.

Il semble que vous trouviez dans l'intensité des mécontentements comme une preuve ou un témoignage que vous êtes dans la vérité et que vous servez l'intérêt général.

C'est une grave erreur. Le mécontentement est souvent la traduction d'une protestation contre des mesures qui n'étaient ni raisonnables, ni justes.

Il ne faut pas vous abandonner, monsieur le Premier ministre, à la culture austère de l'impopulairité. On dirait que vous prenez goût à je ne sais quelle sublimation du non qui vous exalte et qui vous grandit.

C'est une erreur profonde aussi de sous-estimer la représentativité du Parlement comme, nous en avons le sentiment, vous le faites tant de fois. Le Parlement est un interlocuteur valable et ce n'est pas en supprimant les votes que vous supprimerez les mécontentements. Nous sommes en régime d'opinion et, en régime d'opinion, vous pouvez chercher, vous ne trouverez pas de valeur plus grande que celle des élus de la nation. Le Parlement, en régime d'opinion, est une valeur irremplaçable.

Avec un tel état d'esprit, vous avez abouti, en trois ans, à des erreurs d'une dimension inaccoutumée. Je n'en ferai pas l'énumération. Nous avons tous en mémoire les dispositions prises au sujet des anciens combattants, de la sécurité sociale, au sujet des fonctionnaires et, maintenant, au sujet des paysans. Tout cela pour aboutir à des capitulations qui laissent l'Etat affaibli, l'autorité dégradée et qui augmentent le ressentiment dans des couches de la nation de jour en jour plus nombreuses. (Applaudissements à l'extrême gauche, au centre gauche, sur certains bancs à gauche et au centre. — Applaudissements au centre droit et à droite.)

On a pu dire — et cela est grave — que le moteur gouvernemental était un moteur à explosion. (Sourires.)

Eh bien, nous ne voulons pas que le Parlement fasse partie de ces destructions et de ces ruines des structures de l'Etat, qui ouvrent larges devant les factieux les avenues du pouvoir.

Rien n'est plus dangereux que le vide institutionnel qui s'est créé progressivement.

Nous sommes des élus du peuple et des élus du suffrage universel. Nous avons des devoirs. Nous ne serons pas les complices de la dégradation générale.

Libre à vous de laisser s'amenuiser les prérogatives gouvernementales. S'il n'y a pas de vrai gouvernement, c'est votre faute. S'il n'y avait pas de vrai Parlement, ce serait la nôtre, et nous n'acceptons pas d'en prendre la responsabilité. (Applaudissements à l'extrême gauche, au centre gauche, sur certains bancs à gauche, sur certains bancs au centre, au centre droit et à droite.)

On a le droit de nous dissoudre. On n'a pas le droit de nous humilier. (Applaudissements sur les mêmes bancs.)

Nous sommes décidés à refaire un Parlement, et nous le referons ! Et, pour protester, monsieur le Premier ministre, contre vos mauvais procédés, nous allons retirer nos questions orales et nous déposerons une motion de censure. (Applaudissements à l'extrême gauche, au centre gauche, sur certains bancs à gauche, sur certains bancs au centre, au centre droit et à droite.)

M. le président. La parole est à M. Dorey.

M. Henry Dorey. Monsieur le président, mes chers collègues, nous regrettons très vivement que le Gouvernement refuse d'entendre raison et veuille transformer notre session extraordinaire en une pure séance de discours.

Nous ne tomberons pas dans ce piège antiparlementaire en raison même des circonstances et de la situation grave que nous traversons, tant au plan intérieur qu'au plan extérieur où se trouve notre pays ; nous avons pensé très sincèrement qu'un geste d'apaisement à l'égard du monde rural aurait été fait.

Si ce monde rural, et plus spécialement cette jeunesse...

Une voix au centre. Et les vieux !

M. Henry Dorey. ... qui doit savoir de quoi sera fait son avenir, constate que le recours aux élus du peuple est inopérant et que les voies légales sont bouchées, les pouvoirs publics ne prennent-ils pas une responsabilité grave, très grave, en refusant systématiquement le dialogue avec le Parlement ?

Les discussions relatives à la loi d'orientation agricole, notamment à l'occasion de l'article 24, n'auront donc été qu'une illusion vite dissipée. L'avenir jugera !

Si le Gouvernement fait fi du Parlement, d'une assemblée où, sur tous les bancs, des hommes issus du monde agricole étaient prêts à l'aider, alors, mes chers collègues, qu'il en porte seul la responsabilité.

Ce deuxième remaniement ministériel — le dixième depuis 1959 ! (Exclamations à l'extrême gauche, au centre gauche, sur certains bancs à gauche, sur certains bancs au centre, au centre droit et à droite) — montre bien que rien n'est changé.

Nous ne pouvons, pour notre part, nous associer à un tel déni de justice, à une telle conception qui tourne le dos à la démocratie.

En conséquence, notre groupe retire les trois questions orales qui ont été déposées par M. Orvoën sur la politique générale, par M. Bernard Laurent sur la politique sociale agricole et par M. Paul Coste-Floret sur la politique viticole.

Nous souhaitons — je le dis avec gravité et solennellement — que le Gouvernement entende cet appel. L'avenir de la démocratie exige des changements dans les méthodes du Gouvernement. L'avenir de notre économie nécessite une nouvelle orientation de la politique économique et sociale. Nous souhaitons, dans l'intérêt supérieur du pays et de la paix sociale, que les responsables de notre politique ne le comprennent point trop tard. (Applaudissements au centre gauche, à l'extrême gauche, sur certains bancs à gauche, sur certains bancs au centre, au centre droit et à droite.)

M. le président. La parole est à M. Bergasse. (Applaudissements à droite.)

M. Henry Bergasse. Monsieur le Premier ministre, mesdames, messieurs, le 15 janvier 1959, dans le message qu'il adressait à l'Assemblée nationale à l'occasion de l'ouverture de la législature, M. le Président de la République s'exprimait en ces termes : « Délibérer avec dignité, élaborer de bonnes lois, dégager des choix politiques et les exprimer clairement, c'est là ce que le pays attend de ses représentants et qu'eux-mêmes ont l'intention de faire et qu'ils feront, j'en suis sûr ».

C'est en effet très exactement ce que, aujourd'hui encore, ils avaient la volonté de faire, conformément à leur mission et, donc, à leur devoir.

Le même jour, dans votre discours d'investiture, vous ajoutiez vous-même : « Pour le travail législatif, il n'y a pas de responsabilités séparées. Pour le bien commun, le travail se fait en commun, et le Gouvernement y a sa part ».

Nous espérons, nous, tout simplement y avoir la nôtre.

C'est pourquoi, pour éviter le rebondissement de mouvements sociaux comme ceux qui avaient marqué le début de l'été

dans les milieux agricoles, milieux ordinairement sages, calmes et — ne l'oublions jamais — qui forment le quart de la population française, nous avions pensé qu'il était bon, au cours d'une session séparée, à une époque où nous n'étions pas bousculés par les échéances budgétaires, d'élaborer ensemble avec le Gouvernement les lois agricoles susceptibles de faire entrer dans le concret, dans le réel, la loi d'orientation que nous avons votée l'année dernière...

M. Michel Habib-Deloncle. Qui l'a votée ?

M. Henry Bergasse. ...et, aussi de parer aux exigences immédiates qui se posent aux paysans de notre pays.

C'était la voie normale d'un travail législatif bien conçu ; elle donnait une soupape de sécurité à toute loi d'urgence qui aurait été improvisée et votée sous la menace des fourches et des tracteurs.

Il semblait même que le Gouvernement entrait dans cette voie puisque, à la conférence des président du 29 août, il était précisé que la date choisie serait, non pas le 5 septembre, mais le 12, d'une part pour permettre aux commissions intéressées d'étudier le texte des propositions émanant de l'Amicale agricole en liaison avec les organismes professionnels, d'autre part pour permettre au Gouvernement de déposer, le 10 septembre, un projet de loi dont nous aurions pu confronter les termes avec les propositions ci-dessus.

Voilà quel était le bon travail, le travail en commun dont vous parliez vous-même dans votre discours d'entrée, monsieur le Premier ministre.

Je reconnais très loyalement que vous avez fait preuve de franchise en déclarant qu'à toute proposition de loi qui tendrait à introduire des dépenses nouvelles vous opposeriez l'article 40 de notre Constitution, mais que le Gouvernement serait présent en tout état de cause — et il l'est.

Eh bien ! tout cela, tout ce climat d'entente a été détruit d'un seul coup, car le chef de l'Etat, détenteur des pouvoirs attribués par l'article 16, a donné de ces pouvoirs une interprétation personnelle qui stérilise les pouvoirs législatifs de notre Assemblée.

« Je ne fais pas obstacle, a-t-il dit, au principe de la convocation ni que les membres des Assemblées en prennent occasion pour s'exprimer au sujet de l'agriculture et que le Gouvernement les entende. Mais je tiendrai pour contraire à la Constitution que la réunion annoncée du Parlement ait un aboutissement législatif. » Ce sont les propres termes de la lettre que je viens d'entendre.

On se demande alors, mesdames, messieurs, très sincèrement à quoi se borne, en période de pleins pouvoirs, notre propre pouvoir législatif.

Et, afin de nous éviter la tentation d'avoir à délibérer et statuer sur un projet de loi émanant du Gouvernement, vous remettez à plus tard — en tout cas après le 10 septembre — le dépôt d'un projet de loi annoncé par M. le ministre de l'agriculture au Sénat et que vous avez eu la précaution de prénommer « loi-charte », un peu comme cette charte qui fut « octroyée », en l'an de grâce 1815, à une époque où seul le roi avait le droit de proposer à la Chambre des lois sur lesquelles elle n'avait ensuite qu'à voter. (Applaudissements à droite, au centre droit, à l'extrême gauche, au centre gauche, sur certains bancs à gauche et sur certains bancs au centre.)

Vous voilà donc satisfait. Nous sommes aujourd'hui réunis pour vous questionner, et M. le ministre de l'agriculture, qui vient de prendre son poste, et qui avait la franchise de reconnaître au Sénat qu'il avait encore besoin de s'informer, va sans doute dans un instant nous répondre.

Vidé de sa substance, dénué de tout aboutissement législatif, ce débat devient uniquement oratoire et, suivant le pléonasme d'un humoriste contemporain, uniquement composé « de paroles verbales ». (Sourires.)

Nous nous refusons, quant à nous, à jouer ce rôle d'un organe consultatif. L'aumône que vous nous consentez de discuter de questions orales sans conclusion ni sanction, nous ne l'acceptons pas. Libre à ceux qui le voudront de vous donner leur accord. Pour nous, nous ne vous le donnerons pas. (Applaudissements à droite, au centre droit, à l'extrême gauche, au centre gauche, sur certains bancs à gauche et sur certains bancs au centre.)

Nous ne nous résignerons pas, quant à nous, à remplir ce rôle inutile et à jouer pour le public ce simulacre de travail législatif. Accusés de bavardage oiseux alors que nous nous y trouvons contraints par le pouvoir exécutif, nous n'acceptons pas d'affronter ce ridicule et de mériter ce reproche. (Applaudissements sur les mêmes bancs.)

Je crois pourtant que, dans la période qu'il traverse, le Gouvernement eût eu intérêt à se serrer davantage sur les représentants légaux de la nation. Quant à nous, nous sommes obligés de conclure.

C'est en vain que nous avons multiplié les mises en garde contre le glissement ininterrompu des institutions et l'abandon du

régime de responsabilités politiques équilibrées tel qu'il est établi par la Constitution.

Malgré la confirmation tragique en tant de domaines que les faits apportent à nos alarmes, le Gouvernement persévère dans sa voie. Notre devoir est de lui dire : Assez ! Et, parce que la parodie de Parlement nous semble une équivoque, sans doute plus regrettable encore que l'absence du Parlement lui-même, nous nous refusons à siéger pour un brève du jour qui nous interdit de remplir notre tâche primordiale qui est de faire la loi.

En conséquence, le groupe des indépendants retire les questions orales que, par trois de ses membres, il avait déposées. (Applaudissements à droite, au centre droit, à l'extrême gauche, au centre gauche, sur certains bancs à gauche et sur certains bancs au centre.)

M. le président. La parole est à M. Maurice Faure. (Applaudissements sur certains bancs à gauche.)

M. Maurice Faure. Monsieur le président, mes collègues du groupe de l'entente démocratique m'ont chargé de vous faire savoir qu'ils ne participeraient pas non plus au débat qui va s'instaurer devant notre assemblée, puisqu'il est d'ores et déjà assuré que ce sera un débat sans conclusion. Ils retirent, en conséquence, les questions orales qu'ils avaient déposées sur le bureau de l'Assemblée.

Lorsque, il y a quelques semaines, les organisations professionnelles agricoles de notre pays, devant la grave crise économique et sociale qui menace l'agriculture, se sont tournées vers le Parlement élu, elles ont eu une réaction parfaitement démocratique, car vers qui d'autre que leurs élus au suffrage universel pourraient-elles se tourner ? (Applaudissements sur certains bancs à gauche, sur certains bancs au centre, à l'extrême gauche, au centre droit et à droite.)

Et le fait que nous ayons appris, avant même que s'ouvre cette session, que notre réunion ne pourrait avoir aucun aboutissement législatif, lui enlève toute efficacité, c'est-à-dire — permettez-moi cette expression — toute décence.

Nous estimons, pour notre part, en effet, que nous étions réunis ici pour arrêter, d'accord avec le Gouvernement et selon les pouvoirs respectifs que la Constitution donne au législatif et à l'exécutif, un certain nombre de mesures qui auraient pu prévenir les troubles qui menacent notre pays et porter remède aux difficultés actuelles que traverse la paysannerie.

Mais il est affirmé, comme cela a été dit par mes trois collègues présidents de groupe qui viennent de prendre la parole avant moi et comme je le rappelais il y a un instant, il est désormais affirmé que nous ne pourrions prendre aucune décision.

Eh bien ! nous voulons nous élever contre ce système qui traite, en effet, le Parlement par le mépris, qui consiste de la part du Gouvernement à déposer ses projets au moment où nous serons séparés au lieu de les déposer à l'issue ou à l'orée même de notre session, qui consiste, par conséquent, je le répète, à supprimer l'essentiel du rôle qui devrait être le nôtre.

A tout propos on nous oppose l'irrecevabilité de l'article 40 de la Constitution. Or comment voulez-vous légiférer sans qu'une loi, quelle qu'elle soit, ait un minimum d'incidence financière, directement ou indirectement ?

On nous oppose à tout propos l'irrecevabilité de l'article 41. M. le Premier ministre nous l'oppose même sur la loi fixant les conditions de détermination des prix d'objectifs, alors que le Gouvernement a pris l'engagement de faire, en ce propre domaine, voter cette loi par le Parlement avant le 15 octobre prochain, c'est-à-dire avant un mois !

Une voix au centre. Nous n'y sommes pas encore !

M. Maurice Faure. Il est possible qu'on n'y soit pas encore. Il n'en reste pas moins que l'on ne saurait prétendre que le principe de l'irrecevabilité de l'article 41 joue dans ces conditions.

Ce qui est vrai, c'est que, de fil en aiguille, on en arrive à réduire à néant l'activité du Parlement.

Cependant, dans son message du 25 avril dernier, M. le Président de la République écrivait : « Dans les circonstances actuelles, je considère que la mise en œuvre de l'article 16 ne saurait modifier les activités du Parlement : exercice du pouvoir législatif et contrôle ».

Il y a une contradiction évidente, me semble-t-il, entre ce message et le fait de nous réunir aujourd'hui uniquement pour un débat de caractère académique.

Je sais que, dans la pensée de M. le Premier ministre, les questions orales sont la compétence essentielle qu'il réserve au Parlement. (Sourires.) Qu'il me permette de lui dire que nous ne saurions souscrire à ce point de vue et que, dans la mesure où le temps nous semble venu de le dire avec une certaine solennité et — pourquoi ne pas le dire ? — avec une certaine gravité dans les circonstances que nous traversons, nous n'y fallirons pas.

Méfiez-vous que la démocratie directe ne conduise à l'action directe et que la concentration excessive du pouvoir n'arrive à le rendre plus fragile ; plus précaire qu'il n'a jamais été depuis

quelque temps dans l'histoire de la République. (*Applaudissements sur certains bancs à gauche, au centre gauche, à l'extrême gauche, au centre droit et à droite.*)

M. le président. La parole est à M. Portolano. (*Applaudissements au centre droit et sur quelques bancs à droite.*)

M. Pierre Portolano. Monsieur le président, mesdames, messieurs, le groupe de l'unité de la République, que j'ai l'honneur de représenter, avait également demandé l'an dernier, dans sa très grande majorité, la convocation de l'Assemblée en session extraordinaire pour discuter des problèmes agricoles. Fidèle à lui-même, le 22 août dernier, il avait donné mandat à son représentant de soutenir à la conférence des présidents la demande de réunion de l'Assemblée.

Cette constance de vues était l'expression raisonnée et réfléchie du sentiment qu'il ne peut y avoir de prospérité française sans prospérité agricole, l'affirmation aussi que les élus doivent être associés à l'examen des grandes questions d'intérêt national et à l'élaboration des décisions qui les concernent.

Il s'agit bien d'abord, en effet, d'une question fondamentale, celle des droits du Parlement. Oui, il nous faut défendre d'abord les droits du Parlement pour faire respecter la mission qui lui est impartie à la fois par la Constitution et le suffrage populaire.

En d'autres circonstances, à cette même tribune, ont été dénoncés ces simulacres de débats, tels les derniers débats sur l'Algérie des 7 décembre et 20 juillet dernier, sans vote et sans texte, enrobés dans des affirmations vite démenties par les faits ou abandonnées par la suite.

Ce soir, alors que la grande majorité de l'Assemblée a demandé la discussion de textes législatifs et l'examen au fond de questions dont les rapports de vos préfets ont dû vous montrer l'importance, l'acuité et l'urgence, ce soir, rejoignant les protestations qui viennent d'être élevées, nous vous disons que nous ne voulons pas nous laisser enfermer dans le cadre stérile et dérisoire de la question orale.

Voilà pourquoi nous n'admettons pas d'abdiquer, fût-ce momentanément, la prérogative fondamentale des membres du Parlement. Voilà pourquoi nous n'admettons pas de renoncer, même dans une session extraordinaire, au pouvoir législatif de l'Assemblée et nous ne voulons pas nous plier à des interprétations systématiquement unilatérales, restrictives et contradictoires de la Constitution.

Je dis « contradictoires », car, si je me souviens bien — et j'en appelle à mes collègues présidents de groupe — il nous avait été dit, en avril dernier, que le Parlement réuni de plein droit pouvait délibérer de toutes les questions, sauf de celles qui ont trait à l'article 16 de la Constitution. Par la suite, on nous a dit tout le contraire, à savoir que le Parlement ne pouvait délibérer d'aucune question dans une session non ordinaire, sauf, précisément, des matières relevant de l'article 16 de la Constitution.

Quoi qu'il en soit — et pour en venir à ce débat sur l'Algérie dont j'ai demandé l'inscription à l'ordre du jour — lorsque, à la dernière conférence des présidents, j'ai demandé à M. le Premier ministre de bien vouloir tirer la conclusion logique de cette interprétation, à savoir que l'Assemblée pourrait discuter de l'Algérie dans un vrai débat, je ne erois pas qu'il m'ait été répondu de façon précise. En tout cas, il est toujours temps de répondre.

Mes chers collègues, vous connaissez l'état dans lequel se trouvent les populations que je représente ici. Lors des deux conférences des présidents qui ont eu lieu cet été, j'ai demandé, tirant, pour ma part la conclusion logique de l'interprétation qui nous était donnée, que soit instauré un débat sur l'Algérie et, dans mon esprit, étant donné la situation actuelle, ce débat devait être sanctionné par un vote.

Mes chers collègues, on peut ironiser, douter, critiquer. Je vous parle du fond du cœur : moi qui, personnellement, ne possède aucun bien notable en Algérie et ai tout mon métier dans ma tête, je suis sans doute de ceux qu'il serait le plus facile de « dégager ». Mais il y en a d'autres qui n'ont pas admis le dégage- ment, ce dégage- ment qui, contrairement à tous les usages, a été explicité sans démenti par l'ambassadeur d'une puissance alliée certes, mais tout de même étrangère. (*Interruption au centre droit.*)

M. Georges Bidault. C'est une infamie !

M. Pierre Portolano. Sans aborder la question au fond, je vous dis simplement et solennellement : Nous représentons ici ceux qui ne veulent pas être déga- gés ; même si, au prix d'un reniement, nous voulions accepter ce dégage- ment, eux ne l'accepteraient pas, car ils veulent rester Français sans être obligés de quitter leur terre natale. Ils ne veulent pas l'accepter et nous n'y pouvons rien. Je le répète : même si nous pouvions nous renier, nous ne pourrions pas le leur faire admettre.

Monsieur le Premier ministre, je vous en supplie, acceptez un débat, un débat avec vote. Ainsi chacun pourra prendre ses responsabilités à propos de ce dégage- ment qui ne pourrait consti-

tuer, s'il se réalisait réellement, qu'un génocide. (*Applaudissements au centre droit et à droite.*)

M. le président. Monsieur Portolano la question orale posée par le groupe de l'unité de la République est-elle maintenue ?

M. Pierre Portolano. Notre groupe se rallie à la position des autres présidents de groupes : il a décidé de ne pas maintenir sa question.

M. le président. La parole est à M. Waldeck Rochet.

M. Waldeck Rochet. Mesdames, messieurs, plusieurs membres de cette Assemblée ont déjà souligné les conditions inadmissibles que le Gouvernement a fixées pour le déroulement de cette session extraordinaire du Parlement ! Après avoir fait connaître qu'il déclarerait irrecevable la motion de censure, il accepte, certes, que les députés discutent des questions agricoles, mais à la condition qu'ils ne décident de rien, qu'ils n'émettent aucun vote.

Ainsi faisant, le pouvoir ne peut exprimer plus ouvertement son mépris tant à l'égard du Parlement que des revendications de la paysannerie. C'est pourquoi j'élève à mon tour, au nom du groupe communiste, une vigoureuse protestation contre cet étouffement des droits parlementaires. (*Exclamations et rires sur de nombreux bancs. — Applaudissements sur certains bancs à l'extrême gauche.*)

Désormais les méthodes du pouvoir personnel sont telles que les diverses couches sociales, les ouvriers, les paysans, les classes moyennes des villes n'ont plus aucune possibilité de présenter avec quelque chance de succès leurs revendications devant un Parlement qui n'a aucun pouvoir.

Plusieurs collègues ont dit que le pouvoir gaulliste interprétait sa propre Constitution, de septembre 1958, à sa guise et en la violant, ce qui est le cas avec le recours prolongé à l'article 16.

On sait que, depuis longtemps déjà, toutes les questions essentielles — la politique extérieure, l'Algérie, la défense nationale — relèvent de la compétence exclusive du chef de l'Etat et que, depuis l'application de l'article 16, pratiquement tous les problèmes sont réglés de la même manière et échappent de toute façon au Parlement. C'est là, croyons-nous, une situation anormale et dangereuse qui ne peut pas durer, car l'expérience montre que le régime qui repose sur un seul homme... (*Rires et interruptions sur de nombreux bancs.*)

Voix diverses sur divers bancs. Khrouchtchev !

M. Waldeck Rochet. ... est un pouvoir précaire qui favorise l'aventure fasciste.

M. le président. Monsieur Waldeck Rochet, tenez-vous-en au rappel au règlement.

M. Waldeck Rochet. Si l'inquiétude existe, si le mécontentement se développe dans tout le pays, ce n'est pas par hasard : c'est parce que le pouvoir gaulliste s'est révélé incapable de résoudre les grands problèmes qui se posent devant le pays.

Non, il n'est pas vrai que l'on sauve la liberté et la démocratie en les étouffant (*Exclamations et rires sur divers bancs*) au profit d'un régime autoritaire dans lequel un seul homme pense, conçoit et décide de tout. (*Interruptions sur de nombreux bancs.*) Au contraire, nous disons que c'est en appelant le peuple aux responsabilités et aux initiatives, que c'est en tenant compte des revendications légitimes des travailleurs et en associant les élus de la nation à la gestion des affaires publiques...

Plusieurs voix au centre. En Pologne ! Berlin-Est !

M. Waldeck Rochet. ... c'est seulement ainsi que l'on peut avoir un Gouvernement à la fois démocratique et fort de la confiance du peuple.

Nous sommes contre l'application de l'article 16 de la Constitution parce qu'il ne vise que le peuple. S'il s'agit de mettre les factieux hors d'état de nuire, s'il s'agit de faire la paix en Algérie — ce que nous n'avons cessé de réclamer — le Gouvernement dispose de tous les moyens. Malheureusement, jusqu'à maintenant, il ne les a pas utilisés contre les factieux ; il a fait montre, au contraire, de la plus grande complaisance à leur égard et il a continué à faire la guerre en Algérie.

Dans le journal *Le Populaire* d'hier, on écrivait :

« Croit-on que le silence et l'abdication devant le train-train antisocial et antidémocratique du pouvoir sont le plus sûr moyen d'éviter le renouvellement des putschs et des tentatives d'assassinat ? Bien au contraire. La leçon qu'il faut tirer est claire : un changement de politique complet est nécessaire et les démocrates doivent s'unir pour l'imposer. »

Eh bien, oui, changer complètement de politique et réaliser l'union dans l'action de tous les travailleurs, de tous les républicains et de tous les démocrates, voilà la leçon qu'il faut enfin tirer. C'est pourquoi le parti communiste continuera à travailler, comme il l'a toujours fait, à la réalisation de l'union de tous les républicains et de tous les démocrates pour rétablir en France...

M. Henri Duillard. En Russie !

M. Waldeck Rochet. ... un régime de véritables libertés démocratiques. (*Exclamations sur de nombreux bancs.*)

M. le président. MM. Leenhardt, Dorey, Bergasse, Maurice Faure et Portolano, chacun au nom du groupe qu'il préside, et M. Waldeck Rochet, au nom de ses collègues communistes, viennent de faire une série de rappels au règlement qui n'appellent de la part de la présidence ni observation, ni réponse particulière.

Mais M. le Premier ministre me fait signe qu'il désire parler. Je lui donne la parole. (*Applaudissements au centre et à gauche.*)

M. Michel Debré, Premier ministre. Mesdames et messieurs les députés, je ne peux pas dire que le tour pris par ce débat ait surpris le Gouvernement. (*Rires.*)

Je ne pense pas davantage que ma réponse puisse le moins du monde vous surprendre. (*Sourires.*) Elle vous surprendra d'autant moins qu'aura été plus fidèle le compte rendu que sans doute vos représentants vous ont fait de ce que je leur ai dit à la conférence des présidents.

Je veux croire que chacun d'eux aura été un commentateur aussi fidèle que M. Leenhardt l'a été auprès des membres du groupe socialiste.

Qu'ai-je déclaré, en effet, à la conférence des présidents ? Il n'y a aucune violation de secret professionnel à le dire.

En premier lieu, j'ai fait observer — et ce n'était de ma part, je l'ai dit, qu'une simple observation, qu'un avis, mais j'ai également fait observer que cet avis pouvait avoir une certaine importance pour d'autres gouvernements éventuels (*Mouvements divers. — Exclamations et rires à droite.*) qu'il ne me semblait pas que, dans son esprit, l'article 16 pût être invoqué pour obtenir des réunions de plein droit du Parlement sur des objets qui n'étaient pas liés à l'existence dudit article 16 et de son fonctionnement.

M. Portolano a repris ici une question qu'il avait posée à la conférence des présidents ; rappelant qu'il semblait qu'une lettre ait interdit au Parlement de discuter des faits se rapportant à l'article 16, il en concluait, qu'à son avis, la réunion de plein droit du Parlement n'eût jamais aucun sens.

Ma réponse — et je regrette de n'avoir pas convaincu M. Portolano ou qu'il n'en ait pas gardé le souvenir — était très claire.

La lettre par laquelle le Président de la République a fait connaître qu'il entendait appliquer l'article 16 déclarait — nul n'en doute — que les mesures prises en fonction de l'article 16 ne pouvaient pas faire l'objet d'une délibération. Mais il n'a été en aucune façon question de refuser au Parlement de discuter des événements de toute nature dont l'existence ou le maintien pouvait justifier l'application de l'article 16.

M. Georges Bidault. La discussion. Mais le vote ?

M. le Premier ministre. Telle est l'explication : il n'est point normal de se servir des dispositions de l'article 16 pour des faits ou pour des événements qui ne sont pas visés par cet article 16 et qui n'ont pas eu, ou qui n'ont pas, d'incidence, soit sur le fait qu'il ait été employé, soit sur le fait qu'il ait été maintenu.

Comme je l'ai dit à la conférence des présidents, je ne suis, en cette matière, qu'un observateur, et éventuellement un donneur d'avis, quand on veut bien m'en demander. (*Interruptions sur divers bancs.*)

J'ai déclaré cependant qu'il y avait un point qui était du ressort du Gouvernement, et j'ai dit de la manière la plus nette que le Gouvernement ne déposerait pas de projet de loi à de telles réunions, qu'au surplus il considérerait qu'il n'était pas normal, qu'il n'était pas constitutionnel que des réunions de plein droit puissent aboutir à des débats avec vote sur des textes de loi.

On m'a alors posé la question — et j'en arrive à ce qui est en tête de cet ordre du jour — de deux propositions. Je tiens, au sujet de ces deux propositions, à développer les idées fondamentales qui ont orienté la position du Gouvernement.

On demandait, en premier lieu, la discussion d'une proposition sur la fixation des prix d'objectifs et, en second lieu, le vote d'une proposition augmentant d'une manière sensible les dépenses sociales.

Ma réponse a été la suivante : en ce qui concerne le premier point, la fixation des prix d'objectifs, le Gouvernement est tenu de déposer un projet de loi en vertu de l'article 31 de la loi d'orientation agricole qui, je le dis en passant, est un bel exemple de collaboration entre le Parlement et le Gouvernement. (*Applaudissements à gauche et au centre. — Interruptions à droite.*)

Je tiens à dire à M. Maurice Faure que sa lecture de l'article 31 de la loi d'orientation agricole a été insuffisante ou que ses souvenirs ne sont pas très précis. Le Gouvernement n'était tenu de faire voter, avant le 15 octobre, ce projet de loi que dans une seule hypothèse : dans le cas où la politique agricole commune serait devenue une réalité. Or comme, en vertu même

de cet article, le Gouvernement a dû constater au 1^{er} juillet que la politique agricole commune n'était pas une réalité — tout en demeurant une nécessité — il se reporte à l'autre paragraphe qui lui fait obligation de déposer un projet devant déterminer les conditions suivant lesquelles seront fixés les prix d'objectif ; mais, je le répète, la date même du vote de ce projet n'est pas fixée par l'article 31 de la loi.

Au cours des délibérations gouvernementales, M. le ministre de l'Agriculture a fait prévaloir — et nous nous sommes rendus à son point de vue — qu'il était normal d'envisager très vite le vote de ce texte ; mais la date du 15 octobre n'a pas le caractère impératif auquel vous vous référez.

Cela dit, nous avons donc préparé et nous sommes en train de mettre au point un texte. J'ajoute — car tout doit être dit et il est bon de le dire — que la détermination des prix d'objectif en matière agricole appartient au domaine réglementaire. Cela était vrai avant 1958 ; cela demeure vrai depuis 1958. Mais il a été convenu — et c'était une forme de collaboration entre les deux assemblées et le Gouvernement — que le Gouvernement accepterait la discussion sur les conditions selon lesquelles il entendait, lui et éventuellement les gouvernements à venir, fixer les prix d'objectif et les prix indicatifs dans le courant des quatre années suivant l'année 1961.

Dès lors, j'ai été mis en présence d'une proposition de loi qui, en premier lieu, n'était pas conforme à l'article 31 de la loi d'orientation — lequel exige un projet de loi — et qui, en second lieu, présentait deux caractéristiques : la première est qu'elle comportait, comme cela a été fort bien rappelé tout à l'heure, du fait de la garantie de l'Etat et en raison d'autres dispositions, un recours aux finances publiques dont je me hâte de dire qu'aucun gouvernement, fût-il de droite, de gauche ou du centre, ne pourrait jamais l'accepter dans les termes où il a été proposé, à moins de décider une fois pour toutes que la politique financière est désormais une question privée de sens ; d'autre part, ce texte exprimait, comme vous avez pu le constater, une préoccupation parfaitement claire de l'entrée dans le domaine législatif de dispositions appartenant au domaine réglementaire, et l'on peut être, je vous assure, mesdames et messieurs les députés, vraiment démocrate tout en considérant que la fixation du prix de la viande de porc ne constitue pas une attribution du Parlement. (*Applaudissements à gauche et au centre.*)

Dans ces conditions, qu'il s'agisse de l'une ou de l'autre disposition, la proposition ne pouvait pas venir en discussion.

En second lieu, nous avons été saisis d'une proposition tendant à augmenter les charges sociales, et je voudrais là évoquer un instant d'histoire — j'oserai dire : un instant d'histoire politique. Je voudrais que l'on compte ici ceux qui ont voté, en 1960 les premières lois permettant de créer une législation sociale agricole. (*Applaudissements sur les mêmes bancs.*)

On nous reproche l'existence d'une franchise maladie pour cette assurance ! Je vous prie de m'excuser, mais avant 1960 il n'y avait pas d'assurance maladie en agriculture ! (*Applaudissements sur les mêmes bancs. — Interruptions à droite.*)

M. Roland Boscary-Monsservin. Dès 1951, nous avons institué la retraite vieillesse agricole.

M. le Premier ministre. Monsieur Boscary-Monsservin, n'ayez pas honte d'avoir voté cette loi !

M. Roland Boscary-Monsservin. Je rappelle, monsieur le Premier ministre, qu'en 1951, le Parlement avait institué la retraite vieillesse agricole... dont le taux est resté le même.

M. Jean Legendre. Très bien !

M. le Premier ministre. Quand il s'agit de développer une législation sociale le progrès doit être mesuré s'il doit être constant.

Des lois existaient avant 1960. Grâce à la majorité de cette Assemblée d'autres lois ont été votées qui ont réalisé des progrès considérables. On souhaite maintenant accomplir d'autres progrès et le Gouvernement vous en suggère tant en ce qui concerne l'assurance-maladie qu'en ce qui concerne la retraite.

Il est donc dans son droit quand il affirme, lui qui a consacré un part considérable du budget à la législation agricole (*Protestations à droite*), son obligation de fixer des bornes.

Encore une fois, il peut arriver que les exigences d'une politique financière l'emportent sur ce que M. Leenhardt appellerait le souci de la popularité...

M. Georges Juskiewski. Sur le dos des paysans. (*Protestations à gauche et au centre.*)

Une voix à gauche. Qui demandent la parité maintenant.

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre ; il est convenable de l'écouter.

M. le Premier ministre. Le Gouvernement a-t-il été négatif... Sur de nombreux bancs à l'extrême droite et au centre gauche. Oui !

M. le Premier ministre. Le Gouvernement a-t-il été négatif devant la conférence des présidents ? (*Mêmes mouvements sur les mêmes bancs.*)

Messieurs, vous n'y étiez pas ! (Rires et applaudissements à gauche et au centre.)

M. Fernand Darchicourt. Ce n'est pas un argument de Premier ministre !

M. Raymond Schmittlein. Les complexes de l'impuissance !

M. le Premier ministre. Le Gouvernement a proposé une ligne de conduite à laquelle il se tiendra.

A l'extrême droite. Ce serait bien la première fois ! (Rires sur de nombreux bancs. — Protestations au centre et à gauche.)

M. Michel Habib-Deloncle. Plastiqueurs !

M. le président. Je demande à l'Assemblée d'accorder à M. le Premier ministre la même audience que celle qu'elle a consentie aux orateurs précédents. (Applaudissements à gauche et au centre et sur quelques bancs à droite.)

M. Marcel Roclore. Que M. le Premier ministre tienne au moins des propos sérieux !

M. le Premier ministre. J'ai, tout d'abord, annoncé à la conférence des présidents que la session ordinaire commencerait par un grand débat économique et social et qu'il ne pouvait en être autrement.

Lorsqu'on présente — et c'est le premier point — un budget qui comprendra un grand nombre de dépenses nouvelles, notamment dans le domaine social, au profit des services publics ou de l'agriculture, et des dépenses d'ordre économique non moins importantes, notamment en matière agricole, il est capital d'établir un bilan d'ensemble de cette politique, bilan d'autant plus nécessaire du point de vue de la stricte honnêteté intellectuelle... (Protestations sur certains bancs à gauche.)

N'apprécieriez-vous point l'honnêteté intellectuelle ?

Ce bilan est d'autant plus nécessaire, qu'à la même époque, sera déposé devant vous le quatrième plan d'investissement. Il est capital de peser ce que doit comporter, pour une durée de quatre ans, le partage des dépenses d'équipement et de modernisation et — pour reprendre l'expression de M. Leenhardt — des dépenses de consommation et il est important pour les représentants élus de la nation d'apprécier un budget qui, au moins dans cette mesure-là, sera l'un des premiers à avoir cherché dans ses dispositions financières à s'inspirer étroitement des conclusions du quatrième plan dès sa première année d'exécution.

M. Roger Dusseau. C'est la première fois qu'un Gouvernement dépose un plan de modernisation et d'équipement devant l'Assemblée. Il serait juste de le noter. (Applaudissements à gauche et au centre.)

M. Marcel Roclore. Ce n'est pas l'objet de la réunion d'aujourd'hui. Nous en discuterons au mois d'octobre. Tenons-nous-en à l'ordre du jour présent.

M. le Premier ministre. Quand il s'agit de discuter aussi bien des prix d'objectifs qui ont des conséquences sur le niveau de vie et les salaires ; quand il s'agit de discuter des charges sociales qui ont des conséquences immédiates, ne serait-ce que sur la fiscalité ; quand il s'agit d'envisager l'augmentation de dépenses de consommation qu'on ne peut pas mesurer si l'on ne considère pas en même temps ce que deviennent les dépenses d'investissement et la charge fiscale, un gouvernement, soucieux du bien public, doit présenter l'ensemble du dossier et se garder de placer les pouvoirs publics, Parlement et Gouvernement, dans le cas où trop d'organisations professionnelles voudraient le mettre, à savoir d'accepter d'abord dans un grand geste d'enthousiasme l'augmentation de toutes les dépenses de consommation et de réclamer ensuite la diminution des dépenses d'équipement ou l'aggravation de la fiscalité !

Il est honnête pour les pouvoirs publics que le choix vous soit présenté et qu'il le soit en une seule fois. (Applaudissements à gauche et au centre.)

Le deuxième point a trait au projet de loi capital sur les prix d'objectifs. C'est un point précis et c'est la seconde directive que le Gouvernement s'est fixée à lui-même : à savoir que ce projet soit préparé de telle façon que les commissions compétentes puissent l'examiner et le rapporter au début de la session parlementaire.

En même temps, M. le ministre de l'agriculture a mis au point d'autres projets demandés soit par des organisations professionnelles agricoles, soit par des parlementaires et qui nous ont paru dignes de retenir et notre attention et la vôtre.

Ces projets seront également mis au point de telle façon que les commissions compétentes de cette Assemblée ou de l'autre puissent les étudier et, le cas échéant, se trouver prêtes à les rapporter dès le début de la session ordinaire.

M. Félix Kir. Sans succès !

M. le Premier ministre. Quant un gouvernement offre un débat général pour le premier jour de la session ordinaire, quand il offre, par ailleurs, de déposer les projets avant cette session, pour que les commissions soient en mesure de les connaître

et de les rapporter, on peut — mais alors on fait partie de l'opposition — prétendre que le Gouvernement ne collabore pas avec le Parlement.

Mais seule l'opposition peut le dire ! (Applaudissements à gauche et au centre.)

M. Georges Lombard. Tous les parlementaires !

M. le Premier ministre. J'indiquerai en terminant que s'il est une préoccupation — parmi d'autres — que le Gouvernement a retenue depuis bien longtemps, c'est celle de sa politique agricole. (Exclamations à droite.)

J'invite tous ceux qui, ici, se représenteront un jour devant les électeurs...

M. François Var. Allez-y, devant les électeurs !

M. le Premier ministre. ... à considérer le travail accompli par cette Assemblée depuis 1959 et à penser que l'on reconnaîtra, par comparaison, que si d'autres législatures ont également voté beaucoup de lois...

M. Georges Juskiewski. L'indexation des prix agricoles.

M. Henri Cailhier. Qui a été supprimée.

M. Raymond Schmittlein. C'est cela, la démocratie !

M. le président. Laissez M. le Premier ministre conclure.

M. le Premier ministre. ... il faut bien reconnaître que, sur la voie des réformes, sur la voie de la modernisation, sur la voie d'une organisation économique sans laquelle tout progrès social est impossible, a été accompli par cette législature un effort qui sera jugé de la première importance.

Et, au-delà des récriminations, au-delà des vociférations, au-delà même de l'impopolarité, quelque chose sera retenu non seulement à l'actif du Gouvernement, mais à votre actif, et qui s'ajoutera — j'en suis sûr — à l'actif de la prochaine session : c'est d'avoir fait pour l'ensemble de l'agriculture nationale un effort qui comptera dans l'histoire économique de ce pays et aussi dans son histoire parlementaire. (Vifs applaudissements à gauche et au centre.)

— 5 —

REUNION DU BUREAU

M. le président. Mes chers collègues, au point où nous en sommes... (Souffles et exclamations sur de nombreux bancs.)

M. Eugène-Claudius Petit. Au point de suspension !

M. le président. trois questions orales avec débat restent seulement posées, les autres ayant été retirées.

J'ai reçu par ailleurs une motion de censure revêtue des signatures réglementaires. Le débat sur cette motion de censure, sous l'empire de l'article 16, créera un précédent constitutionnel et réglementaire sur lequel — au moins pour son aspect réglementaire — je désire consulter le bureau de l'Assemblée nationale.

Dans ces conditions, je crois qu'il est de meilleure méthode d'en finir...

M. François Var. Avec la procédure !

M. le président. avec ces problèmes de procédure, de règlement et de Constitution, avant de traiter éventuellement des questions orales qui demeurent inscrites, si celles-ci sont maintenues.

Je vais donc suspendre la séance en demandant aux membres du bureau de l'Assemblée de bien vouloir se réunir immédiatement.

La séance est suspendue.

(La séance, suspendue à seize heures quinze minutes, est reprise à dix-sept heures cinquante minutes.)

M. le président. La séance est reprise.

La réunion du bureau de l'Assemblée a permis de constater qu'en matière de recevabilité d'une motion de censure, lorsqu'on se trouve dans une situation constitutionnelle entièrement nouvelle comme celle dans laquelle nous nous trouvons du fait de l'application de l'article 16 et, de surcroît, en session de plein droit, la compétence appartient au président de l'Assemblée.

Etant donné que deux thèses irréductibles, l'une pour la recevabilité, l'autre pour l'irrecevabilité, s'opposent l'une à l'autre à l'aide d'arguments, visiblement empreints de bonne foi de part et d'autre — je n'ai pas besoin de le dire — (Mouvements divers) mais tels que leur prise en considération s'impose à l'attention du président de l'Assemblée, celui-ci a le devoir de s'entourer d'avis constitutionnels. (Exclamations à l'extrême gauche, au centre gauche, sur certains bancs au centre, à droite et à l'extrême droite.)

Il lui est apparu qu'il était de son devoir, en une matière aussi complexe et pour une décision qui non seulement engage le présent, mais qui peut engager beaucoup pour l'avenir, de saisir le Conseil constitutionnel pour avis. (Exclamations sur les mêmes bancs.)

M. Georges Bidault. La parole est aux esclaves !

M. le président. C'est donc ainsi que je procéderai.

M. André Chandernagor. Je demande la parole pour un rappel au règlement.

M. le président. La parole est à M. Chandernagor, pour un rappel au règlement.

M. André Chandernagor. Mesdames, messieurs, nous arrivons au terme de ce débat...

Une voix au centre. Agricole.

M. André Chandernagor. ... où tous les arguments de procédure possibles et imaginables auront été utilisés pour empêcher le Parlement de s'exprimer.

Je veux faire très rapidement justice d'un certain nombre de ces arguments.

M. le Premier ministre a utilisé la barrière des articles 34 et 40 de la Constitution. C'est vrai qu'il avait pour lui la lettre des textes. Mais j'observe que ces articles ne lui interdisaient nullement de faire preuve de souplesse ou de compréhension.

Ils ne vous faisaient pas obligation, monsieur le Premier ministre, de refuser le dialogue et le deuxième alinéa de l'article 37 qui n'exclut pas l'intervention de textes législatifs dans le domaine réglementaire est significatif à cet égard.

En vérité, si ce dialogue a été rompu avant même d'avoir été entamé, c'est de votre propre volonté ou plus exactement de celle de M. le Président de la République.

Il y a beau temps en effet que votre Gouvernement n'a plus de pensée propre (*Applaudissements à l'extrême gauche, au centre gauche et sur certains bancs au centre, à droite et à l'extrême droite.*) et qu'il se borne à recueillir et à traduire avec plus ou moins de bonheur la pensée du Chef de l'Etat.

Alors, pour discuter valablement, mieux vaudrait, n'est-ce pas, remonter directement aux sources, c'est-à-dire, en l'espèce, à la lettre que M. le Président de la République vous a adressée le 31 août. Je n'ai pas l'intention de le faire ici, encore que cette lettre justifierait un examen complet et qui, par certains de ses éléments, serait savoureux.

Je noterais simplement en passant qu'elle s'appuie sur la distinction entre sessions ordinaires et sessions de plein droit. Or je me suis référé au *Journal officiel* et je me suis aperçu qu'à la date du 25 avril nous avions bien ouvert une session de plein droit, mais que jamais, pendant trois mois, nous n'avions ouvert la moindre session ordinaire. Mais par un phénomène assez inexplicable, le 22 juillet, on a clos une session ordinaire qui n'avait jamais été ouverte. (*Applaudissements à l'extrême gauche, au centre gauche et sur certains bancs au centre, à droite et à l'extrême droite.*)

Mais je laisse pour l'avenir le soin de trancher les différents problèmes que pose sur le plan juridique la lettre de M. le Président de la République.

Ce que je tiens à dire, c'est que nous n'acceptons ni le fond, ni la forme de cette lettre et que, le moment venu — car le pouvoir a l'habitude de se faire à lui-même sa propre jurisprudence, ce qui n'a pas été nécessaire aujourd'hui pouvant le devenir demain — nous ouvrirons le débat constitutionnel qui s'impose sur ce point.

Le troisième argument réside, je ne dirai pas dans l'irrecevabilité opposée à la motion de censure, mais dans le fait qu'on s'interroge sur le point de savoir si elle est recevable ou irrecevable.

En réalité, mesdames, messieurs, le bureau s'est déclaré incompétent et je le conçois, car j'ai lu soigneusement le règlement.

Les articles 81, alinéa 3, et 93, alinéa 3, donnent au bureau le soin d'apprécier la recevabilité des propositions législatives. Mais le règlement est muet sur ce point pour ce qui est de la motion de censure.

J'ai le regret de dire à M. le président de l'Assemblée nationale que je ne pense pas, non plus, que le Conseil constitutionnel soit compétent en la matière.

L'article 54 de la Constitution dispose bien que le Conseil constitutionnel statue sur la concordance des traités et des engagements internationaux avec la Constitution. L'article 58 fait de ce Conseil le juge de la régularité de l'élection de M. le Président de la République. L'article 60 le fait juge du référendum. L'article 61 lui laisse apprécier la constitutionnalité des lois organiques et des lois ordinaires. Mais rien, absolument rien ne concerne la recevabilité de la motion de censure.

En réalité, je crois qu'une application convenable des textes que nous avons à notre disposition aurait voulu que, conformément à l'article 151 de notre règlement, la conférence des présidents fixât tout simplement la date à laquelle viendrait en discussion cette motion de censure.

Mais trêve, mesdames, messieurs, d'arguments juridiques ! Le problème qui se pose, à cette heure, à la conscience des députés est avant tout politique. Il s'agit de savoir si, devant la montée des périls, le Parlement va se laisser imposer silence et assister,

en spectateur impuissant, à la dégradation de l'Etat. (*Applaudissements à l'extrême gauche, au centre gauche et sur certains bancs au centre, à droite et à l'extrême droite.*)

Quelque part dans sa lettre, M. le Président de la République évoque « l'absence scandaleuse » qui fut celle du Parlement de juin 1940. Dois-je vous rappeler, mes chers collègues, que la carence de ce Parlement de juin 1940 consista précisément à s'en remettre à un homme seul du soin de sauver l'Etat ? (*Applaudissements sur les mêmes bancs. — Exclamations à gauche et au centre.*)

Si nous ne voulons pas encourir devant l'Histoire le même reproche d'avoir été scandalement absents, il est temps, il est grand temps que nous manifestations notre volonté, en disant clairement que nous ne pouvons cautionner l'évolution du régime dans un sens de plus en plus personnaliste et qu'un gouvernement qui se prête à cette évolution, qui la sert, ne peut plus prétendre à la confiance des élus de la nation. (*Protestations au centre et à gauche.*)

J'entends les protestations de certains. Ces jours derniers ont révélé de pressants périls : gardons-nous d'ajouter, disent-ils, par des initiatives intempestives, aux difficultés du pouvoir.

A ceux-là je répondrai que, mes amis et moi, nous n'avons jamais marchandé notre appui, dans les circonstances tragiques, à qui avait la responsabilité du pouvoir.

Cela nous confère quelque droit, nous semble-t-il, à formuler bien haut deux observations qui nous paraissent essentielles : la première, c'est que l'Etat qu'il s'agit en effet de défendre est d'autant plus vulnérable et, par conséquent, d'autant plus faible, qu'il ne repose que sur un seul homme ; la seconde c'est que nous ne saurions admettre que cet homme, si grand fût-il, en même temps qu'il défend la République contre les factieux, fasse payer aux républicains le prix de son concours en dénaturant la République. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

Il est vrai que si les fauteurs de troubles réussissaient dans leur folle entreprise c'en serait fait de la démocratie ; voilà pourquoi, contre eux, vous comptez sur le concours des démocrates. Encore faut-il que les démocrates aient quelque chose à défendre ! (*Très bien ! très bien !*)

Je vous le dis avec gravité, monsieur le Premier ministre : si l'évolution du régime devait se poursuivre dans le sens que je viens de dénoncer et si les démocrates de ce pays avaient un jour le sentiment qu'en vous soutenant aux heures difficiles ce n'est plus la démocratie qu'ils défendent mais le pouvoir pour lui-même, alors c'en serait fait peut-être, hélas ! de la démocratie et, à coup sûr, du régime.

Nous arrivons, mesdames, messieurs, au terme de ce débat. Maintenant va se dérouler la discussion des quelques questions orales qui ont été maintenues. Je pense qu'il ne serait pas digne de cette Assemblée, en tout cas des démocrates qui y siègent, de se prêter à cette comédie. Pour notre part, mes amis du groupe socialiste et moi quitterons la salle des séances pour marquer notre protestation à l'égard de l'attitude du pouvoir en cette journée et nous invitons tous les démocrates de cette Assemblée à nous suivre. (*Mouvements divers.*)

Monsieur le Premier ministre, vous pourrez rester à votre banc et dénombrer ainsi ceux qui, en cette journée, auront approuvé le pouvoir. (*Applaudissements à l'extrême gauche, au centre gauche et sur certains bancs au centre, à droite et à l'extrême droite. De nombreux députés siégeant sur ces travées quittent leurs bancs.*)

M. le président. La séance est suspendue pour quelques instants. (*Protestations à l'extrême gauche, au centre gauche et sur certains bancs au centre, à droite et à l'extrême droite.*)

(*La séance, suspendue à dix-huit heures, est reprise à dix-huit heures cinq minutes.*)

M. le président. La séance est reprise.

— 6 —

QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT

M. le président. L'ordre du jour appelle les trois questions orales avec débat qui demeurent à l'ordre du jour.

M. Michel Debré, Premier ministre. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. le Premier ministre. Les orateurs vont développer aujourd'hui leurs questions orales, mais je demande que la séance de demain après-midi soit fixée à dix-sept heures au plus tôt, car un conseil des ministres doit se réunir et M. le ministre de l'Agriculture ne pourra pas se rendre plus tôt devant l'Assemblée.

Je demande donc à M. le président de fixer à dix-sept heures la séance de demain après-midi. M. le ministre de l'Agriculture répondra aux orateurs en fin de séance, et je viendrai moi-même exposer aussitôt après devant l'Assemblée les problèmes

généraux qui l'intéressent. (Applaudissements à gauche et au centre.)

M. Raymond Schmittlein. Je demande la parole pour un rappel au règlement.

M. le président. La parole est à M. Schmittlein, pour un rappel au règlement.

M. Raymond Schmittlein. Monsieur le Premier ministre, mes chers collègues, tout à l'heure, la plupart de mes collègues présidents de groupe ont demandé la parole pour des rappels au règlement. Je le fais également, mais ce n'est pas de ma part un simple subterfuge, car quelques précisions me paraissent devoir être apportées à ce qui a été dit.

Lorsque, le 29 août, la conférence des présidents a décidé — ou accepté — à l'unanimité la convocation du Parlement pour le 12 septembre, elle a, tout de même été aidée dans sa décision par la position de M. le Premier ministre, qui a, non pas acquiescé, puisqu'il a manifesté l'opinion opposée, mais qui a dit très clairement que si elle maintenait son avis, le Gouvernement serait malgré tout présent au débat.

Le premier point de l'ordre du jour établi comprenait deux propositions de loi, c'est-à-dire deux textes d'origine parlementaire. Mais aussitôt, de divers côtés — et je ne crois pas trahir un secret d'Etat en disant que celui qui rapportait à la conférence n'était pas un membre de l'U. N. R. — on nous fit clairement entendre que, selon toute vraisemblance, ces deux propositions de loi tomberaient sous le coup des articles 40 et 41 de la Constitution et, par conséquent, ne pourraient venir en discussion.

On proposa alors d'ajouter aux deux propositions de loi la discussion de questions orales, afin que, en tout état de cause, un débat puisse s'instaurer sur les problèmes agricoles.

Dès lors, quand on nous dit que nous ne respectons plus la démocratie, je vous demande, mes chers collègues, ce que cela veut dire.

La conférence des présidents a décidé d'inscrire ces questions orales pour le cas où les propositions de loi ne pourraient être discutées, et ceux qui aujourd'hui retirent leurs questions orales prétendent que nous avons voulu violer la Constitution ! (Applaudissements à gauche et au centre.)

Je ne vous étonnerai donc pas en disant que mon groupe a décidé de maintenir ses questions, ne voulant pas participer à une opération politique, comme il semble bien que cela ait été le cas pour différents autres groupes. Il veut étudier à fond le problème agricole, en discuter dans son ensemble et dans toute son ampleur, et écouter les réponses que M. le ministre de l'agriculture puis M. le Premier ministre apporteront à nos demandes justifiées.

Ce faisant, nous défendons sérieusement et sans arrière-pensées la cause de l'agriculture et nous n'utilisons pas la cause de l'agriculture pour des arrière-pensées politiques (Applaudissements à gauche et au centre), pour une opération politique qui mène dans les mêmes rangs une opposition de droite et une opposition de gauche, des gens qui se disent démocrates et ceux qui sont les supports de l'O. A. S. (Applaudissements sur les mêmes bancs.)

On a osé faire allusion au 18 juin 1940 et à l'attitude du Parlement de Vichy au mois suivant.

Il n'est pas besoin de remonter si loin, et je crois que, le 22 avril dernier, l'orateur lui-même et ses amis ne comptaient, pour sauver la République, que sur un seul homme. (Applaudissements à gauche et au centre.)

Enfin, nous en avons assez d'entendre parler de cette impuissance du Parlement.

C'est tout de même par le Parlement que la loi d'orientation agricole a été votée. Et nous en revendiquons justement la paternité, puisqu'elle a été votée par le groupe de l'U. N. R. et quelque cinquante autres députés.

Or ce sont ceux qui ont voté contre qui prétendent aujourd'hui que nous ne l'appliquons pas ! (Applaudissements à gauche et au centre.)

Impuissance du Parlement ? Non, mesdames, messieurs. S'il y a une impuissance, c'est celle de l'opposition, qui a été incapable de briser la majorité et la fidélité gaulliste de l'U. N. R. Et c'est le ressentiment de cette impuissance qui s'exprime aujourd'hui.

Eh bien ! laissons l'opposition à son impuissance : nous discuterons seuls des problèmes agricoles. (Applaudissements à gauche et au centre.)

M. le président. Mesdames, messieurs, pour concilier les horaires et appliquer le règlement — ce que votre président a pour devoir de faire — nous allons procéder de la manière suivante. Les trois auteurs de questions vont parler maintenant. Ils disposent d'un temps de parole variant entre quinze et trente minutes. Cela doit être suffisant.

Demain, à dix-sept heures trente, nous entendrons les réponses de M. le ministre de l'agriculture, puis les orateurs inscrits ; enfin, M. le Premier ministre pourra, soit en fin d'après-midi,

soit au cours d'une séance d'après-dîner, prendre à son tour la parole.

Voilà comment les choses doivent réglementairement se passer et comment, par conséquent, elles se passeront.

Nous arrivons aux questions orales.

PROBLÈMES AGRICOLES

M. le président. M. Laudrin demande à M. le ministre de l'agriculture quelles mesures il compte prendre pour que la parité soit établie dans le domaine social entre l'agriculture et les autres secteurs économiques.

M. Le Bault de La Morinière demande à M. le ministre de l'agriculture quelles mesures il compte prendre pour permettre l'application de la loi d'orientation agricole en matière de prix à la production.

M. Voisin demande à M. le ministre de l'agriculture quelles mesures il compte prendre pour faciliter l'écoulement de la production laitière dans son ensemble.

La parole est à M. Laudrin, auteur de la première question. (Applaudissements à gauche et au centre.)

M. Hervé Laudrin. Monsieur le ministre, monsieur le président, mes chers collègues, vous me permettez une constatation très sympathique : nous sommes aujourd'hui, pour la discussion de questions orales, plus nombreux que nous ne le sommes en général le vendredi après-midi. (Sourires et applaudissements à gauche et au centre.)

Nous n'étions pas particulièrement partisans de cette réunion anticipée car nous savions qu'elle allait à un échec sur le plan législatif, mais puisque cette Assemblée a été convoquée, nous mènerons son travail jusqu'au bout, et ce sera l'honneur de notre mandat de députés de l'Union pour la Nouvelle République. (Applaudissements à gauche et au centre.) Ce n'est pas la première fois après tout que nous prenons des initiatives en matière agricole.

Les paysans, vous le savez, attendent aujourd'hui des décisions immédiates. Il ne faudrait pas que, sous le couvert de leurs revendications syndicales, on vienne ici donner libre cours à des combats politiques.

Des événements ou des déclarations, que nous pourrions rappeler, nous permettent en effet de nous demander si des mécontentements très divers ne se groupent point derrière les manifestations paysannes pour s'en servir comme d'un levier contre le Gouvernement. (Très bien ! très bien ! à gauche et au centre.)

La paysannerie, en toutes nos provinces, se doit de garder son unité, son indépendance et la forme légale de son action.

Il n'est pas dans son intérêt ni dans les intentions des leaders agricoles de base, que nous rencontrons dans nos cantons ces jours-ci, de prendre parti dans la querelle qui oppose à cette heure le Parlement et le Gouvernement. Peu importe, après tout, si les initiatives viennent de l'une ou de l'autre des autorités en cause. L'essentiel, pour eux, c'est que les mesures attendues soient décidées.

C'est pourquoi mes amis du groupe de l'Union pour la Nouvelle République et moi-même, remettant à d'autres heures les discussions byzantines de l'hémicycle, nous tenons à collaborer — dans les formes restrictives que nous laissent la Constitution ou les lois — avec le nouveau ministre de l'agriculture. C'est le moyen dont nous disposons pour lui traduire efficacement notre volonté de compléter le statut de l'agriculture.

Votre clarté d'esprit, monsieur le ministre, l'autorité de votre caractère, l'audace de vos conceptions nous permettent d'espérer qu'avant la fin de cette législature le Gouvernement de M. Michel Debré aura mis au point les nouvelles structures, économiques et sociales, dont a besoin le paysan de France.

Nulla autre période de notre histoire politique n'aura présentée, en ce domaine, un tel bilan positif et mérité plus d'hommages de la part de la paysannerie.

Mon propos se limite volontairement, à cette heure, à dresser un cahier des revendications sociales en agriculture, que le groupe de l'union pour la nouvelle République vient de rédiger et présente par ma voix au Gouvernement.

Deux de mes collègues retiendront l'attention de l'Assemblée sur le problème fondamental des prix, car il va de soi que nous nous trouverons toujours devant des inégalités, des misères et des révoltes tant que la rentabilité du travail paysan n'aura pas été réalisée. Les problèmes sociaux trouvent une large part de leur solution dans les mesures d'ordre économique.

Mais, à cause même de cette semi-pauvreté endémique du monde de la terre, nous jugeons indispensable qu'une part accrue du revenu national y soit immédiatement transférée par la création ou la réforme d'institutions sociales.

Talleyrand — que je lis, non pour l'exemple, mais pour l'histoire (Sourires) — écrit, dans ses mémoires, cette phrase que je livre à votre attention, monsieur le ministre : « Il ne

restait qu'un seul parti raisonnable à prendre, c'était de céder avant d'y être contraint et quand on pouvait encore s'en faire un mérite ».

Je voudrais présenter ce cahier de revendications en deux chapitres : La sécurité et l'humanisation. Il n'est rien dans mes propos qui soit à vrai dire original, car ces problèmes sont connus et exposés dans la presse. Ils ont reçu même quelquefois un commencement de solution. Mais il est utile, à mon sens, de les grouper pour une vue exhaustive.

Je rappellerai en tête de ce cahier les principes inscrits dans la loi d'orientation et qui doivent guider Gouvernement, Parlement et paysans eux-mêmes, puisque c'est la loi.

Il faut : établir la parité entre l'agriculture et les autres activités économiques, nous dit l'article 1^{er} ; permettre aux exploitants et aux salariés d'assurer d'une façon efficace leur protection sociale, promouvoir et favoriser une structure d'exploitations de type familial, précise l'article 2.

En matière de sécurité, la parité que nous cherchons ouvre deux chapitres distincts : l'un, que je voudrais envisager sous l'angle général de la nation, l'autre, qui est propre au monde paysan à cause même de son retard.

Deux réformes s'imposent sur le plan national : la retraite des vieux et les allocations familiales.

Nous savons tous que le Gouvernement envisage une réforme générale des régimes d'assistance vicillesse.

Un peuple comme le nôtre a, dans ses traditions, dans son honneur et dans ses ressources, le devoir et les moyens de lutter contre la misère du troisième âge. Il ne peut y avoir en ce domaine — au nom de la parité — aucune distinction entre les vieux d'où qu'ils viennent.

Nos paysans doivent être assimilés aux autres catégories sociales. En attendant cette loi, nous ne pouvons accepter la misérable retraite de base jusqu'ici accordée aux vieux agriculteurs. Nous demandons, en conséquence, les mesures immédiates, et qui sont promises, qui permettraient la revalorisation des pensions et des rentes, afin d'atteindre le niveau actuel du régime général de la sécurité sociale. (Applaudissements à gauche et au centre.)

Il faut, en outre, autoriser — comme le demande la proposition de loi de M. Boscardy-Monsservin — l'intégration de ceux qui n'ont pas cotisé pendant cinq ans. Le coût, dit-on, serait de 2 milliards de francs.

Une autre réforme doit être envisagée sous l'angle général : celle des allocations familiales. Nous savons que l'attention du Gouvernement s'est orientée vers les réajustements nécessaires. L'un de nos collègues, M. Devèze, a déposé une proposition de loi tendant à la suppression des abattements de zone.

C'est là que réside la cause des inégalités choquantes dont souffrent nos familles paysannes.

L'Association régionale d'économie rurale de l'Ouest vient d'établir, au terme d'une enquête, que 95 p. 100 des pères de familles agricoles se trouvent dans la zone d'abattement maximum, tant du point de vue salaires que du point de vue allocations familiales.

Or l'abattement de zone a perdu, pour une large part, sa signification. Il est facile d'établir que, pour les vêtements, l'alimentation même, les frais de scolarité et de santé, la vie est plus chère à la campagne. Et il n'est pas inutile de noter que l'attrait des salaires et des allocations supérieures attire chaque année 50.000 provinciaux vers la capitale.

Voulez-vous, monsieur le ministre, annoncer officiellement à cette Assemblée ce que vous comptez faire dans l'immédiat au bénéfice de nos campagnes et en combien d'étapes vous espérez réaliser la parité dans le domaine des allocations familiales ?

Mais il est des problèmes propres au monde paysan. Il lui faut en effet combler un retard scandaleux dans l'organisation de sa sécurité.

J'ouvrirai brièvement quatre chapitres : la franchise dans l'assurance maladie-chirurgie ; la possibilité pour les vieux agriculteurs de bénéficier de cette assurance ; la couverture des accidents ; la prévention contre les calamités.

J'ai des raisons personnelles de connaître l'histoire de cet abattement de 200 nouveaux francs voté à la faveur d'un amendement du groupe de l'U. N. R. le 12 juillet 1960. Les membres de la majorité qui participèrent aux travaux de la table ronde et aux débats dans l'hémicycle ne peuvent pas me démentir si j'affirme qu'ils donnèrent leur accord complet à ce texte, accepté au surplus par la mutualité agricole et voté à une très large majorité par l'Assemblée. (Applaudissements au centre et à gauche.)

C'était le moyen nécessaire et indispensable d'appliquer sans délai une mesure sociale qui est l'une des plus grandes conquêtes du monde paysan.

Mais il était compris dans l'intention des auteurs de l'amendement et dans les promesses du Gouvernement que cette franchise pourrait être révisée dès lors que la situation budgétaire le permettrait.

La fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles demande aujourd'hui sa suppression totale à partir du 1^{er} janvier 1962. Le coût de cette mesure serait, nous dit-on, de 18 à 20 milliards d'anciens francs.

Le Gouvernement a laissé entendre — j'aimerais obtenir des précisions sur ce point, monsieur le ministre — qu'il en acceptait la réduction de moitié au 1^{er} janvier prochain et la suppression définitive un an après, soit dans quinze mois. Nous voudrions que cette déclaration fût faite officiellement à cette tribune. S'il en était ainsi, mes amis seraient sans doute d'accord pour accepter cette suppression en double étape, à la condition formelle que les vieux cultivateurs qui n'ont pas pu cotiser pendant cinq ans puissent être inscrits dans le cadre de cette assurance.

En effet, 400.000 paysans âgés se sont trouvés dans l'impossibilité matérielle de bénéficier de cette mesure récente. L'extension qu'ils réclament, contre versement des cotisations à racheter, coûterait — précise-t-on — cinq milliards d'anciens francs. C'est une dépense qu'il est indispensable de consentir. En effet, dans nos campagnes, des vieillards sont à la charge des jeunes foyers qui se font un honneur de les entourer ; mais la pauvreté des revenus les contraint parfois à solliciter le secours humiliant de l'aide sociale. C'est donc une opération humaine et en définitive peu onéreuse que nous vous demandons instamment de réaliser, monsieur le ministre. (Applaudissements à gauche et au centre.)

On nous objectera la parité avec le régime général qui ne permet pas le rachat des cotisations ; mais les paysans ont acquis leur assurance trente ans après les ouvriers. C'est une juste réparation, qui ne porte atteinte aux droits de quiconque, que de leur permettre aujourd'hui de rattraper un peu leur retard.

Nous pensons, monsieur le ministre, qu'un refus sur ce point précis constituerait une grave erreur et une injustice.

Nous attendons que vienne prochainement en discussion devant notre assemblée le projet de loi déposé devant le Sénat et instituant l'assurance contre les accidents et les maladies professionnelles dans l'agriculture, ce qui nous permettra de compléter l'effort que nous avons réalisé l'an dernier.

Enfin, nous aimerions savoir dans quel délai vous acceptez de mettre à l'étude les propositions de loi qui tendent à organiser la garantie des agriculteurs contre les calamités, propositions déposées le 3 novembre par M. de Montesquiou et, le 1^{er} décembre 1960, par notre ami, M. Bégue.

Cet ensemble de mesures sociales devrait être pris avant la fin de cette législature, si nous voulons honorer notre mandat et mettre au service des paysans de France des institutions qui leur apporteront en toute occasion le moyen d'échapper à la misère.

Mais je connais vos préoccupations humanitaires, monsieur le ministre. Il ne suffit pas d'investir plus d'argent dans la terre et d'assurer les paysans contre l'insécurité. Il faut rendre leur vie acceptable et heureuse, sous peine de voir l'exode rural amener vers les villes, vers ses lumières, ses attraits et ses avantages, le meilleur de notre jeunesse.

Le paysan perd son âme à cette heure, parce qu'il compare et se sent retardé, parce qu'il juge et se sent condamné. Il ne lui arrive même plus d'apprécier ni la grandeur de son travail, ni l'incomparable liberté de son destin. Humaniser la vie paysanne est la tâche qui doit s'inscrire dans nos préoccupations sociales.

Je ne citerai que quelques têtes de chapitres.

L'habitat d'abord. Permettez à un député breton d'affirmer que, compte tenu de ce qu'il connaît dans l'Ouest, le mode de vie familial est insupportable au jeune paysan évolué et surtout à la jeune fille.

Il faudrait, dans mon département, transformer 35.000 fermes sur 50.000, tant il y a de retard, dans l'adduction d'eau, l'aménagement des étables, de la cuisine, des chambres, quand il y en a plusieurs.

Le taudis, je me demande si, toutes proportions gardées, il ne sévit pas davantage dans le monde agricole : de la pauvre maison que l'on ne quitte ni le dimanche ni pour le travail, ni pour les vacances, on n'a d'autre ressource, parfois, que de s'évader artificiellement.

Je sais, monsieur le ministre, que les propositions du quatrième plan prévoient, à partir du 1^{er} janvier, que les constructions passeront de 50.000 à 100.000 en quatre ans, les modernisations de 20.000 à 60.000 dans les mêmes délais. Ce sont des prévisions.

Quelles sont vos intentions ? Quels seront vos engagements ? Acceptez-vous d'augmenter, au prochain budget, les crédits affectés à l'habitat ? Pouvez-vous, dans les deux départements reconnus par décret « zone spéciale d'action rurale », commencer sur ce point et sans retard une action qui montrerait votre volonté d'aboutir ?

J'appelle également votre attention sur le problème des bourses scolaires. Les paysans ne reçoivent pas la part des bourses qui

doit leur revenir. Ils n'ont pas autorité pour délibérer au sein des commissions d'attribution. On retient, pour éliminer leurs demandes, des critères qui, à l'heure actuelle, sont injustes et inexacts.

Le fait de posséder dix hectares de terre pauvre ou quelque bétail ne constitue pas un revenu. Le capital, en agriculture, n'est pas synonyme de ressources.

Je vous demande, monsieur le ministre, d'accorder un crédit supplémentaire de quelques milliards pour que nos jeunes gens bénéficient des possibilités d'épanouissement intellectuel et de préciser de nouveaux critères d'attribution.

Sur ce problème se greffe immédiatement l'angoissante question du ramassage scolaire. Il est inutile d'annoncer la création de centres techniques, de prolonger la scolarité obligatoire, de multiplier les bourses si l'on ne commence pas par faciliter le ramassage des écoliers dans nos villages et nos hameaux. Or nous sommes sûr ce point dans l'impasse, ce qui porte un très grave préjudice à nos campagnes. Le ministère de l'éducation nationale, responsable de ce service, octroie bien une subvention de 65 p. 100, que complètent le département et la commune, mais le bénéfice en est réservé aux élèves des écoles publiques et à ceux des seules écoles privées qui ont passé contrat d'association.

Or, dans nos campagnes, la quasi-totalité des écoles privées sont dotées du contrat simple, ce qui fait que leurs élèves sont exclus des avantages du ramassage. Il s'ensuit qu'à cause du manque d'argent à la maison, certains de nos garçons et de nos filles ne pourront prolonger leurs études et que des bambins continueront à braver, sur des kilomètres, les pires intempéries, cependant que le car de ramassage passera devant eux et refusera de les prendre. Il y a là, sur le plan humain, une injustice et une insulte.

Je sais que le ministère de l'éducation nationale est lié par des textes; mais l'enseignement agricole que vous organiserez sera concerné par ce ramassage.

Il est indispensable, si l'on ne veut pas laisser stupidement le ramassage scolaire sur le terrain de la querelle de l'école où il n'a rien à voir, qu'avec l'appui du ministre des paysans le Gouvernement modifie les dispositions concernant le ramassage et le confie, pour éviter toute querelle de mystique ou de philosophie, au ministère des travaux publics et des transports.

Enfin — et ce sera mon dernier propos — je vous demande de veiller, monsieur le ministre, à l'application de la loi de programme pour l'équipement sportif et culturel que nous venons de voter. Là aussi, vous devrez intervenir pour limiter certaines exigences des techniciens et pour orienter les efforts dispersés des divers ministères vers la création d'un type de foyer rural à la fois culturel et sportif dont nous attendons toujours une exacte définition.

Ce problème est à repenser si nous voulons permettre à nos campagnes les loisirs qui rendront la vie joyeuse et attrayante.

Il est, certes, possible, monsieur le ministre, d'allonger ce cahier de revendications. Elles constituent l'essentiel de nos exigences actuelles et nous attendons que vous preniez sur ces points précis vos premiers engagements.

Votre réponse, le monde agricole dans son entier la guette, car vous avez fait naître une espérance qu'il ne faut pas décevoir.

J'aimerais que vous placiez vos déclarations et vos solutions dans le cadre de deux respects fondamentaux : d'une part, il faut maintenir le cadre familial où évoluent grand nombre de nos paysans; ils sont attachés à la forme humaine et traditionnelle de leur entreprise que menacent les économistes à la mode russe ou américaine; toute réforme de structure doit maintenir la solidité du foyer paysan; d'autre part, il importe de respecter avant tout sa liberté; depuis des siècles, le paysan français s'est affranchi des servitudes. Il vous demande d'écartier la misère et de le laisser marcher, libre, dans ses horizons familiaux, avec ses rêves et avec ses sueurs.

Quiconque, pour des impératifs économiques ou politiques, voudrait l'enchaîner en des travaux collectifs, ferait se lever des colères incontrôlées et des refus dont l'histoire garde le tragique souvenir.

Monsieur le ministre, nous attendons de vous que vous compreniez et que vous aidiez le monde paysan. (Applaudissements à gauche et au centre.)

M. le président. La parole est à M. Le Bault de La Morinière. (Applaudissements à gauche et au centre.)

M. René Le Bault de La Morinière. Monsieur le ministre, mesdames, messieurs, la loi d'orientation agricole avait pour objet, ainsi qu'il est précisé dans son article 1^{er}, « d'établir la parité, dans le cadre de la politique économique et sociale, entre l'agriculture et les autres activités économiques ».

La politique agricole ainsi définie doit assurer aux agriculteurs les moyens indispensables pour parvenir à cette parité. C'est précisément l'objet des trente-sept articles de cette loi

que le Gouvernement nous avait proposée et que vous avez votée après en avoir longuement discuté et l'avoir profondément amendée.

Il est, certes, essentiel de donner aux exploitations une structure convenable, de donner aux exploitants une instruction meilleure, de mettre à leur disposition des vulgarisateurs qui leur expliqueront les méthodes modernes de production, d'organiser les marchés.

Mais si en fin de compte et quelle qu'en soit la raison, les prix — je parle non pas des prix nominaux, mais des prix réellement payés au producteur — ne sont pas rentables, c'est-à-dire ne permettent pas à ceux qui cultivent convenablement des exploitations aux structures normales de trouver la juste rémunération de leur travail et des capitaux investis, vous ne parviendrez jamais à cette parité et la loi d'orientation agricole restera lettre morte.

Je sais, monsieur le ministre, que votre tâche est difficile, car il ne peut y avoir de prix garantis sans garantie d'écoulement. Or nous sommes très souvent excédentaires; il faut exporter, et dans le cadre du marché commun, nos partenaires manifestent quelque réticence dans l'application de la politique agricole commune.

Nous savons aussi qu'en matière de commerce intérieur, la hausse des prix à la consommation entraîne un phénomène inflationniste dont nous voulons éviter le retour; mais les prix à la consommation sont sans commune mesure avec les prix à la production.

Nous avons le droit de vous demander, monsieur le ministre, si les milliards dont on nous répète volontiers qu'ils sont distribués à l'agriculture et qui, d'ailleurs, proviennent en grande partie de taxes sur les produits agricoles — notamment de la taxe sur la viande — profitent réellement aux producteurs et s'il ne s'en égare pas beaucoup en chemin (Applaudissements à gauche et au centre), car certaines opérations coûtent très cher.

Parmi les rapports qui vous sont présentés par des comités qui siègent autour de vous vous proposant certaines importations, certains échanges compensés ou certaines subventions, il n'est pas simple, je le sais, de discerner l'intérêt véritable qui a animé leurs auteurs. A titre d'exemple, les échanges compensés en matière de viande, les exportations de maïs, suivies, peu de jours après, par certaines importations de beurres étrangers auxquelles on a fait procéder votre prédécesseur en noircissant à dessein les conséquences de la sécheresse de 1960, sont-ils vraiment conformes à l'intérêt des producteurs?

C'est votre rôle de discerner ce qui est utile de ce qui ne l'est pas, car vous êtes le responsable. Vous avez, à juste titre, revendiqué cette responsabilité, en voulant que la politique agricole soit mise en œuvre avec la simple collaboration des organisations professionnelles, alors que certains auraient désiré, au contraire, que ce soient les organisations professionnelles elles-mêmes qui l'assurent. Je me souviens d'un amendement dans ce sens à la loi d'orientation.

Si l'interprofession vous donne de mauvais conseils, si elle sert parfois des intérêts autres que ceux qu'elle prétend défendre — un certain rapport de la Cour des comptes semble l'indiquer — il faudrait peut-être songer à prendre vos renseignements ailleurs. (Applaudissements à gauche et au centre.)

Les agriculteurs qui protestent aujourd'hui contre vous n'ont pas absolument tort, car ils n'ont pas à connaître les conseils que vous recevez, ils ont seulement à constater les résultats. Or, trop souvent, malgré vos efforts, les prix montent à la consommation et baissent encore à la production, notamment en matière de viande.

Leur découragement traduit l'impression qu'ils ont d'être le jouet d'intérêts puissants que vous n'avez pas le moyen de contrôler.

Il faut qu'il soit établi clairement que l'O. N. I. C., Interlait ou la S. I. B. E. V., sans parler d'autres organismes professionnels, sont au service exclusif des producteurs. Un doute existe à ce sujet dans notre esprit comme dans celui des agriculteurs que nous représentons.

J'avais le devoir de soulever la question des prix, sous cet aspect véritable à mon sens.

Pour nous, peu importe le prix nominal si le prix réellement payé au producteur ne le respecte pas. C'est ce prix réel qui assure la rentabilité de l'exploitation telle qu'elle est définie par la loi d'orientation agricole.

Nos collègues sénateurs, qui avaient sans doute leurs raisons de repousser trois fois la loi d'orientation, semblent avoir compris qu'elle est utile puisqu'ils en réclament aujourd'hui l'application! (Applaudissements à gauche et au centre.)

Nous regrettons seulement qu'ils n'envisagent pas la question des prix sous cet angle.

L'article 23 de cette loi vous faisait obligation, monsieur le ministre, de déposer avant le 1^{er} juillet 1961 un projet de loi définissant les principes d'un système contractuel liant pro-

ducteurs et transformateurs aux acheteurs de produits agricoles.

C'est un moyen, au moins pour certains produits, de sauvegarder les intérêts des producteurs en les obligeant à se grouper, en leur permettant d'obtenir des prix rentables pour la partie de la production qui correspond à des besoins exprimés, en obligeant l'acheteur à respecter des prix convenus d'avance, que rien n'empêche plus alors d'indexer, si on le désire, puisqu'ils portent sur une quantité, un prix et une durée déterminés et que le principe de l'indexation est couramment employé dans les marchés que passe l'Etat avec les collectivités, en matière de travaux publics notamment.

Mais, encore une fois, si cette indexation s'applique n'importe comment et seulement au prix théorique comme il vous est demandé, c'est un leurre.

Il est regrettable aussi que le projet de loi prévu à l'article 23 de la loi d'orientation n'ait pas encore été déposé. Ce projet, dont je viens de parler, est celui qui établit le système contractuel. Nous aimerions connaître vos intentions à ce sujet, ainsi d'ailleurs, qu'au sujet du projet portant réforme de l'O. N. I. C., prévu à l'article 24 de la loi d'orientation agricole.

Plus que d'autres, monsieur le ministre, nous sommes en droit de vous demander l'application rapide de la loi d'orientation agricole parce que, ainsi qu'il vous l'a été dit par M. le président Schmittlein, je vous rappelle que nous avons largement contribué à sa rédaction définitive et que nous avons apporté lors de son vote plus de 200 voix sur les 283 suffrages exprimés. (Applaudissements.)

M. le président. La parole est à M. Voisin. (Applaudissements.)

M. André Voisin. Monsieur le ministre, mesdames, messieurs, lors de la discussion du collectif, le 11 juillet, en réponse aux conclusions présentées par la commission spéciale traitant de la taxe de résorption, le Gouvernement a retiré son projet de taxe et a inscrit les crédits nécessaires au F. O. R. M. A.

D'autre part, dans sa réponse, M. le Premier ministre nous a déclaré accepter deux des conclusions du rapport : premièrement, la distribution de beurre aux économiquement faibles ; ensuite, l'apposition d'une marque spéciale sur la margarine.

Avant d'entrer dans le détail des autres mesures qu'il nous semble souhaitable d'envisager pour l'écoulement des produits laitiers, je souhaiterais, monsieur le ministre, quelques précisions sur la distribution de beurre aux économiquement faibles qui est envisagée par le Gouvernement.

A quelle date pensez-vous commencer cette distribution ?

Avez-vous envisagé une quantité mensuelle ?

Pouvez-vous nous donner quelques précisions ?

Dans mon propos, je m'en excuse, je serai, pour la clarté de l'exposé, obligé de citer quelques chiffres.

La quantité de beurre en stock a augmenté régulièrement depuis plus d'un an : au 1^{er} avril dernier, 29.400 tonnes, en mai 32.000 tonnes, en juin 41.500 tonnes, en juillet 50.500 tonnes et, à fin août, nous avons un stock global de 60.000 tonnes de beurre.

Il se pose donc avec gravité un problème d'écoulement des produits laitiers.

La production du lait, qui est en valeur la deuxième production agricole française, après la viande, et qui constitue le revenu essentiel de la grande majorité des exploitations petites et moyennes, a augmenté de 75 p. 100 dans les dix dernières années. Pour 1961, on évalue la production à 236 millions d'hectolitres. Les objectifs du troisième plan étaient de 240 millions d'hectolitres ; il n'y a donc pas d'excédent dans les prévisions.

Cette évolution résulte de diverses causes : l'augmentation du nombre des vaches laitières ; la motorisation qui a rendu disponibles des ressources fourragères importantes ; la productivité, qui s'est trouvée améliorée grâce à l'insémination artificielle. L'état sanitaire général est meilleur et, d'autre part, la quantité nécessaire à l'élevage, si elle a crû en fonction de l'augmentation des effectifs, n'a cependant pas augmenté proportionnellement à ses besoins.

A quantité égale de lait, on soutient actuellement un effectif de jeunes supérieur de plus de 25 p. 100 grâce à l'utilisation d'éléments de complément ce qui, à mon sens, est une erreur car la qualité s'en ressent profondément.

Le quatrième plan évalue la production de 1965 à 275 millions d'hectolitres mais, sur ce chiffre, 259 millions d'hectolitres seulement peuvent être utilisés pour les débouchés normaux. Il y aura donc un excédent d'environ 16 millions d'hectolitres à résorber par d'autres moyens que les procédés traditionnels. D'ailleurs, à ma connaissance, le plan n'a fait aucune suggestion à ce sujet.

L'augmentation de la consommation résultera de l'accroissement de la population, de l'accroissement du nombre des jeunes de quinze à dix-neuf ans et de l'accroissement de la consommation alimentaire. C'est compte tenu de ces divers éléments que le chiffre de consommation pour 1965 s'élève à 235 millions d'hectolitres.

Le commerce extérieur des produits laitiers a changé de sens à de nombreuses reprises dans le passé.

Le volume des importations, en particulier des beurres, fromages et poudres de lait, est demeuré très important, en dépit des années d'abondance. Bien que ces importations découlent d'accords commerciaux, il n'en reste pas moins qu'elles témoignent d'une incohérence certaine dans la qualité des échanges extérieurs de produits laitiers.

Toutefois, il est bon de signaler que les importations de beurres qui, en 1959, en raison de la sécheresse, avaient dépassé 22.000 tonnes, qui sont toujours en stock — il s'agit du beurre danois qui figure dans les stocks généraux dont j'ai parlé — et qui ont été évaluées à 15.700 tonnes en 1960, se sont réduites, cette année, à 152 tonnes pour les quatre premiers mois de 1961.

En revanche, les exportations de fromages augmentent chaque année : 28.000 tonnes en 1959, 31.000 tonnes en 1960. Pour 1961, on les évalue à environ 36.000 tonnes.

L'évolution de la production laitière vers l'abondance s'est accentuée depuis la fin de 1959. Elle a nécessité une politique de stockage, d'où le rôle très important du fonds d'organisation et de régularisation des marchés agricoles.

L'augmentation de la production par rapport à 1959 a atteint près de 20 p. 100.

La fin de campagne 1960-1961 s'est également placée sous le signe de l'abondance. Il était inévitable, dans ces conditions, que le mouvement de stockage dépasse son rythme habituel, d'autant plus que les fameuses importations de 1959 ont énormément alourdi le stock.

Ce programme d'importation trop allongé dans le temps et trop important en quantité prévue a fait subir son influence sur l'année 1960 et même jusqu'à ce jour. Les interventions de 1960 ont eu pour but de développer les exportations de produits laitiers vers l'Algérie, les pays de la zone franc et les pays étrangers, de faciliter le report des excédents de la production d'été jusqu'à la campagne d'hiver et de soutenir directement le cours de certains produits lorsque les prix étaient insuffisants. Cependant, malgré ces interventions, les prix réellement pratiqués sur le marché ont été inférieurs aux prix saisonniers et ils le sont encore en de nombreux endroits.

Depuis l'apport de crédits nouveaux au F. O. R. M. A., la situation s'est légèrement améliorée.

Il est bien évident que le soutien des prix des produits agricoles dépendra principalement de l'ensemble des crédits du F. O. R. M. A. D'autre part, la réforme récente relative à la transformation de cet organisme en établissement public doit faciliter une action plus rapide et plus efficace.

L'importance des sommes nécessaires au F. O. R. M. A. ne saurait surprendre si l'on veut bien se rappeler que la perte enregistrée au kilogramme par la société Interlait sur ses achats et ventes de beurre s'est élevée à 5,14 NF au cours de la campagne 1959-1960. Cette perte au kilo, encore accentuée en 1961 puisqu'elle va jusqu'à 6,50 NF, s'explique par la concurrence acharnée qui règne sur le marché mondial.

Le prix moyen de vente vers l'Angleterre est de 3,50 NF le kilogramme ; la subvention du F. O. R. M. A. est donc d'environ 4 à 5 NF par kilogramme.

S'il a été possible de développer de façon intéressante par rapport aux années antérieures l'effort d'exportation vers la Grande-Bretagne, la réussite n'a pas été sans susciter des réactions de la part d'autres exportateurs et aussi de l'Office britannique du lait qui accuse la France de certaines pratiques de dumping.

Malgré l'ampleur de l'effort financier accordé, cette politique d'interventions a malheureusement été impuissante à maintenir les cours de la production au niveau du prix indicatif et en particulier depuis octobre 1960 jusqu'à ce jour.

La situation est très variable selon les différentes régions, en fonction soit des conditions naturelles, soit du degré d'organisation de la profession. Il est certain que, dans ce domaine, la mauvaise coordination du ramassage existant dans quelques départements fait payer un lourd tribut à la production.

Par ailleurs, l'existence de laiteries trop petites ne peut que grever, si l'on considère les frais fixes et les frais généraux, le prix payé à la production.

Quels sont les remèdes à cette situation ?

Il y a lieu de rechercher les mesures susceptibles de régulariser et d'orienter le marché et d'accroître les débouchés.

La réussite d'une politique d'exportation en matière de produits laitiers suppose, en effet, établis un certain nombre de programmes de qualité et de prix. Elle exige un effort de stockage et de normalisation pour assurer la régularité des qualités offertes. Elle exige également un effort de propagande à l'étranger et là les attachés commerciaux doivent jouer un rôle très important que, dans l'ensemble, ils ont oublié.

Cette politique d'exportation ne peut aboutir à des résultats que si elle est continue et, surtout, si elle s'appuie sur une prospec-

tion permanente des marchés étrangers. Or, sur ce point, il y aurait beaucoup à reprocher à l'ensemble des intéressés, pouvoirs publics comme profession.

Nos professionnels n'ont pas pris suffisamment conscience des possibilités de vente à l'étranger, en Allemagne notamment, en ce qui concerne les fromages.

L'Italie, consciente de l'importance du marché allemand, entretient des centres de vente permanents où le client peut retrouver ce qu'il a apprécié lors d'une dégustation occasionnelle.

Il faut ajouter également que l'économie laitière italienne est, beaucoup plus que la nôtre, orientée vers la production de fromages. En 1958, sur une production totale de 100 millions d'hectolitres, l'Italie a fabriqué 350.000 tonnes de fromage alors que la France n'en produisait que 300.000 tonnes sur une production globale de près de 200 millions d'hectolitres.

L'extraordinaire variété et la qualité mondialement connue de nos fromages devraient inciter à une certaine reconversion de la production laitière vers la production fromagère jointe à un effort permanent de propagande à l'exportation.

D'autre part, un point important doit être signalé.

La communauté économique européenne n'a pas tenu les promesses qu'on avait fait miroiter au moment du traité de Rome. Le Marché commun pose un problème particulier à la production laitière française. On sait qu'en vertu du traité chaque Etat membre doit ouvrir un contingent qui vient d'être porté à 4,5. Nos partenaires ouvrent bien ce contingent à la production française mais celle-ci ne peut en profiter, d'une part en raison des cours internationaux anormalement bas et, d'autre part, il faut bien le reconnaître, du prix non compétitif de nos produits transformés.

S'il est certain que des débouchés importants peuvent exister pour nos fromages, la situation est moins favorable pour les autres produits. Il existe néanmoins une possibilité d'exportation vers les pays d'Afrique noire. De nombreuses populations des territoires sous-développés souffrent d'une carence en matière azotée et il a été démontré que la poudre de lait écrémé constitue le moyen le plus efficace de la combattre.

Cette solution ne devrait pas être négligée car elle permettrait d'écouler un tonnage très important de poudre de lait et il serait souhaitable de transformer une partie de notre concours financier en livraisons en nature.

Comme je viens de le dire, cette politique permanente d'exportation exige en tout état de cause une propagande intensive en faveur des produits français. Je reprends comme exemple l'Italie qui, avec une production deux fois moindre que celle de la France, en chiffre absolu, dispose d'un crédit de propagande cinq fois plus élevé. La comparaison avec le budget de publicité de la margarine et de l'huilerie montre l'extraordinaire faiblesse du budget de propagande des produits laitiers.

L'industrie des corps gras végétaux consacre 20 millions de nouveaux francs à la publicité pour un chiffre d'affaires de 1.700 millions de nouveaux francs; celle des produits laitiers ne dispose que d'un peu plus de deux millions de nouveaux francs pour un chiffre d'affaires de près de 5 milliards, mais la recherche des débouchés extérieurs, qui demeure un objectif essentiel, ne peut avoir que des effets à long ou à moyen terme.

Force nous est donc d'envisager une augmentation de la production intérieure.

La France consomme en moyenne de 100 à 125 kilogrammes de lait par habitant; certains pays scandinaves et la Suisse en consomment de 200 à 240 kilogrammes, mais il faut considérer un certain nombre d'habitudes qui tiennent, soit à l'existence d'autres besoins, soit au climat, soit au mode de vie, en raison desquelles nous n'atteindrons jamais le niveau de consommation de certaines autres nations.

Néanmoins, des mesures relativement simples permettraient d'augmenter la consommation et de dégager le marché d'une partie de ses excédents. Actuellement, le lait de consommation titre 34 grammes de matières grasses dans 42 départements et 30 grammes dans les 48 autres, qui représentent d'ailleurs la plus grande partie de la consommation. En périodes d'abondance, il est en effet inconcevable de réduire d'une façon aussi importante le taux de matières grasses du lait de consommation. La légère incidence de cette mesure sur le prix du lait au détail ne serait en réalité pas une augmentation puisque cette majoration correspond à une amélioration de la qualité.

On ne compare pas le prix du litre de vin à 8 degrés et le prix du litre de vin à 10 degrés. De même, il ne faut pas comparer le prix du litre de lait à 34 grammes et le prix du litre de lait à 30 grammes. (Applaudissements.)

L'adoption du taux de 34 grammes produirait un effet psychologique très favorable et permettrait de résorber un tonnage important.

Cette disposition très souhaitable est, je vous l'assure, monsieur le ministre, le premier avantage à accorder aux producteurs de lait.

N'invoquez pas l'alignement de la France sur le marché européen du lait. Là encore, nous sommes en-dessous du taux moyen de matière grasse et la France, sur le plan du Marché commun, a fait, me semble-t-il, beaucoup plus que ses partenaires.

Parmi les produits laitiers soulevés dans le cadre de l'organisation du marché laitier figure la poudre de lait écrémé. En 1960, la production française de lait écrémé a été de l'ordre de 65.000 tonnes. Il est vraisemblable que ce tonnage va être doublé à très bref délai.

Il faut donc encore rechercher des débouchés nouveaux.

Des essais ont été entrepris pour incorporer de la poudre de lait dans le pain. Ils ont été concluants. Mais l'addition de poudre de lait dans le pain le fait considérer comme pain de luxe et, en conséquence, sa vente est assujettie à la T. V. A. Il faudrait donc envisager l'exemption de cette taxe.

Le même problème se pose d'ailleurs pour la chocolaterie et nous assistons à ce phénomène anormal d'une exportation à perte de poudre de lait qui nous revient au prix fort dans les chocolats au lait importés.

En définitive, cette mesure aurait un double avantage. Elle permettrait de créer un débouché intérieur nouveau, tout en réalisant des économies.

Enfin, la mise en vente de crème légère devrait être autorisée. C'est une utilisation nouvelle pour la matière grasse qui existe depuis longtemps chez nos voisins.

En outre, le monde agricole considère que la concurrence exercée par la margarine est l'une des causes essentielles de l'engorgement du marché du beurre.

La margarine se vend au consommateur domestique dans la mesure où elle se déguise en beurre, imitant sa couleur et son arôme. Il suffirait, pour en diminuer la consommation, de mettre en application la législation existante: celle-ci, en effet, interdit l'introduction dans la margarine de matières aromatisantes et prévoit l'obligation d'apposer sur chaque paquet de margarine la composition du produit.

Un autre problème particulièrement irritant pour le monde agricole est celui des importations car, malgré la situation pléthorique de la production, notre pays importe des produits laitiers.

Ces importations résultent, je le sais, d'accords commerciaux prévoyant la compensation soit de produits industriels contre des produits agricoles, soit entre produits agricoles eux-mêmes. Par exemple, les importations danoises de produits laitiers sont compensées par des exportations viticoles. L'intérêt politique ou économique de ces importations n'échappe à personne. Néanmoins, leur réalisation pratique arrive bien souvent à de mauvais moments. Elle contribue à avilir les prix à la consommation. On peut, dès lors, se demander qui décide de ces importations et qui en profite financièrement car ni le producteur ni le consommateur n'en ont jamais profité.

Puisque ces importations sont pratiquement obligatoires, il serait particulièrement judicieux d'établir un calendrier précis, en accord avec nos partenaires étrangers et avec la profession française intérieure, afin de choisir les périodes les plus opportunes pour ces importations.

D'autre part, le traité de Rome ou les usages internationaux autorisent notre pays à se prémunir contre les distorsions de prix par l'application soit de prix minima, soit de prélèvements compensateurs. Ces mesures ont été demandées depuis longtemps par les professionnels mais il semble que l'administration n'ait jamais voulu se ranger à leurs arguments.

Ces mesures fragmentaires, mais dont l'ensemble permettrait un accroissement de consommation de l'ordre de 20.000 tonnes, semblent indispensables pour assainir le marché des produits laitiers.

Reste le problème du prix du lait. Il faudra, lui aussi, l'actualiser car, bien que le revenu global laitier augmente, le revenu individuel net des producteurs diminue. Si l'on veut appliquer les termes de la loi d'orientation, il faudra le comparer aux indices du P. I. N. E. A. et surtout il faut admettre que, si l'on considère l'augmentation du revenu brut, les charges et les frais ont eux aussi nettement augmenté par la sélection des animaux la qualité de la nourriture, le meilleur entretien sanitaire et les frais de personnel. Là aussi, on devrait établir la parité du prix du lait avec la moyenne des prix pratiqués dans les autres pays de la Communauté économique européenne.

Il faut, sur l'ensemble des problèmes laitiers, faire une politique cohérente car c'est un des points essentiels du problème agricole. Il touche la presque totalité des exploitations. C'est le revenu journalier mais c'est aussi un travail de chaque jour. Pas de fêtes, pas de dimanches pour la femme qui doit tirer le lait. Ne l'oubliez pas, monsieur le ministre, Gouvernement et profession doivent travailler ensemble à résoudre ce problème. Le monde agricole l'espère et attend avec impatience. (Applaudissements.)

— 7 —

DEPOT DE PROJETS DE LOI

M. le président. J'ai reçu de M. le ministre des finances un projet de loi portant ratification du décret n° 61-956 du 24 août 1961 modifiant le tarif des droits de douane d'importation.

Le projet de loi de la production sous le n° 1428, distribué et renvoyé à la commission de la production et des échanges, à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

J'ai reçu de M. le ministre délégué auprès du Premier ministre un projet de loi instituant un centre national d'études spatiales.

Le projet de loi sera imprimé sous le n° 1429, distribué et renvoyé à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

— 8 —

DEPOT DE PROPOSITIONS DE LOI

M. le président. J'ai reçu de M. Diligent une proposition de loi tendant à modifier le décret n° 60-1469 du 29 décembre 1960 relatif à la redevance pour droit d'usage des appareils récepteurs de radiodiffusion et de télévision.

La proposition de loi a été imprimée sous le n° 1423, distribuée et renvoyée à la commission des finances, de l'économie générale et du plan à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

J'ai reçu de M. Crucis une proposition de loi tendant à reporter au 1^{er} mai 1962 le délai de forclusion prévu par l'article 3 de l'arrêté du ministre de la construction en date du 10 novembre 1959.

La proposition de loi sera imprimée sous le n° 1424, distribuée et renvoyée à la commission de la production et des échanges, à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

J'ai reçu de M. Comte-Offenbach une proposition de loi tendant à assurer aux agriculteurs la réparation des dégâts causés aux cultures par le gibier.

La proposition de loi a été imprimée sous le n° 1425, distribuée et renvoyée à la commission de la production et des échanges, à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

J'ai reçu de M. Boscary-Monsservin et plusieurs de ses collègues une proposition de loi tendant à déterminer les conditions suivant lesquelles seront fixés par décret les prochains prix d'objectifs de certains produits agricoles.

La proposition de loi a été imprimée sous le n° 1426, distribuée et renvoyée à la commission de la production et des échanges, à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

J'ai reçu de M. Boscary-Monsservin et plusieurs de ses collègues une proposition de loi tendant à la parité agricole en matière sociale.

La proposition de loi a été imprimée sous le n° 1427, distribuée et renvoyée à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

— 9 —

DEPOT D'UN RAPPORT

M. le président. J'ai reçu de M. Mignot un rapport, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi relatif aux locations nouvelles de locaux à usage commercial ou artisanal et à la construction de tels locaux. (N° 1185.)

Le rapport sera imprimé sous le n° 1422 et distribué.

— 10 —

RETRAIT D'UNE PROPOSITION DE LOI

M. le président. J'ai reçu une lettre par laquelle M. Collomb déclare retirer la proposition de loi tendant à proroger les délais de maintien dans les lieux de certains clients et locataires des hôtels, pensions de famille et meublés, n° 1264, qu'il avait déposée dans la séance du 28 juin 1961.

Acte est donné de ce retrait.

— 11 —

ORDRE DU JOUR

M. le président. Mercredi 13 septembre, à dix-sept heures trente, séance publique :

Questions orales avec débat (suite) :

Question n° 11490. — M. Laudrin demande à M. le ministre de l'agriculture quelles mesures il compte prendre pour que la parité soit établie dans le domaine social entre l'agriculture et les autres secteurs économiques.

Question n° 11491. — M. Le Bault de La Morinière demande à M. le ministre de l'agriculture quelles mesures il compte prendre pour permettre l'application de la loi d'orientation agricole en matière de prix à la production.

Question n° 11493. — M. Voisin demande à M. le ministre de l'agriculture quelles mesures il compte prendre pour faciliter l'écoulement de la production laitière dans son ensemble.

La séance est levée.

(La séance est levée à dix-neuf heures.)

Le Chef du service de la sténographie
de l'Assemblée nationale,
RENÉ MASSON.

QUESTIONS

REMISES A LA PRESIDENCE DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

(Application des articles 133 à 138 du règlement.)

QUESTION ORALE AVEC DEBAT

11627. — 12 septembre 1961. — **M. Rossi** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur le problème du stockage des céréales, l'insuffisance des crédits qui lui sont consentis et leur répartition contestable. L'accroissement de la production fait prévoir un besoin nouveau de 10 millions de quintaux de silos immédiatement et 25 millions dans les cinq années à venir. D'une part, 1 milliard seulement serait affecté sur deux ans aux constructions de silos en face de 12 milliards de besoins. D'autre part, rien ne laisse prévoir un effort supplémentaire pour les organismes stockeurs de base, jusqu'ici défavorisés par rapport à l'équipement en ferme et à l'équipement des gros silos. Dans le but de rattraper ces différents retards, accrus par les formalités administratives d'agrément, il lui demande si le Gouvernement envisage la création d'un fonds spécial qui assurerait, dans les meilleures conditions de célérité, le prêt des sommes nécessaires aux coopératives, à long terme et à taux modéré. Dès lors, ces dernières, leurs projets agréés sur le plan technique, pourraient faire l'effort voulu dans les plus rapides délais.

QUESTION ORALE SANS DEBAT

11628. — 12 septembre 1961. — **M. Mazurier** rappelle à **M. le ministre de la construction** qu'au cours de son intervention du jeudi 13 juillet 1961 il avait attiré son attention sur certains scandales ayant trait à la construction, et en particulier sur les malfaçons dont étaient victimes de nombreux acquéreurs qui avaient accédé à la propriété par l'intermédiaire de sociétés immobilières. Il lui demande de lui faire connaître les décisions qu'il entend prendre son ministère pour mettre fin à la situation particulièrement douloureuse des copropriétaires de la « Résidence Villiers-le-Bel », où de graves malfaçons constatées depuis des années viennent de causer un accident, qui aurait pu entraîner de très graves conséquences allant jusqu'à la perte de vies humaines.

QUESTIONS ECRITES

Art. 138 du règlement :

« Les questions écrites... ne doivent contenir aucune imputation d'ordre personnel à l'égard de tiers nommément désignés.

« Les réponses des ministres doivent être publiées dans le mois suivant la publication des questions. Ce délai ne comporte aucune interruption. Dans ce délai, les ministres ont toutefois la faculté soit de déclarer par écrit que l'intérêt public ne leur permet pas de répondre, soit, à titre exceptionnel, de demander, pour rassembler les éléments de leur réponse, un délai supplémentaire qui ne peut excéder un mois. Lorsqu'une question écrite n'a pas obtenu de

réponse dans les délais susvisés, son auteur est invité par le président de l'Assemblée à lui faire connaître s'il entend ou non la convertir en question orale. Dans la négative, le ministre compétent dispose d'un délai supplémentaire de un mois. »

11429. — 12 septembre 1961. — M. Le Theuë demande à M. le ministre de l'agriculture quels sont les critères qui l'ont amené à prendre le 23 août 1961, un arrêté interdisant les sorties des animaux d'embouche, du département de la Sarthe. Cette décision touche un département où la vaccination anti-aptéuse a été obligatoire et où elle a été effectivement pratiquée, à la suite d'une décision du conseil général, la rendant presque gratuite. La Sarthe est donc un département qui a fait, dans ce domaine, un effort considérable. Cette interdiction le frappe à un moment où il connaît une sécheresse exceptionnelle et où les éleveurs ont un besoin impérieux de vendre à l'extérieur. Une telle mesure — si elle est maintenue — aggraverait d'une façon certaine, les difficultés que connaît le monde agricole sarthois et à n'en pas douter, en conséquence, le malaisé paysan. Il lui demande s'il compte réexaminer la décision prise le 23 août 1961.

11430. — 12 septembre 1961. — M. d'Allières expose à M. le ministre de l'agriculture que l'application de la loi du 25 janvier 1961, créant l'assurance maladie agricole, rencontre certaines difficultés qui ne semblent pas avoir été jusqu'à présent codifiées par des textes d'application. Il lui demande : 1° s'il ne lui paraît pas souhaitable d'imposer le plus rapidement possible, dans tous les départements, une même interprétation des textes en question ; 2° comment il entend régler le problème des cotisations pour les personnes déjà assujetties à un régime du chef de leur conjoint, mais vivant sur une petite exploitation. Certaines se voient actuellement réclamer des cotisations, alors qu'elles exploitent des surfaces très minimes (un ou deux hectares), qui ne leur procurent que peu ou pas de revenus. Quels critères seront retenus pour apprécier les ressources d'une telle exploitation, qui varieront beaucoup selon les régions ; 3° quelle est la situation d'un cultivateur exploitant, hospitalisé le 19 janvier 1961 et décédé le 4 mai. La veuve ayant demandé à la mutualité agricole la prise en charge de son mari à compter du 1^{er} avril (date d'entrée en vigueur de la loi), celle-ci lui a été refusée sous le prétexte que l'intéressé ne pouvait être considéré à cette date comme chef d'exploitation du fait de sa maladie. Une telle discrimination paraît inadmissible, alors que la loi prévoit la prise en charge de tous les cultivateurs au 1^{er} avril 1961, sans préciser s'ils sont malades ou non, et il paraîtrait équitable d'assurer, à partir du 1^{er} avril, les chefs d'exploitation dont l'arrêt de travail ne serait pas antérieur à un délai qui pourrait être de cinq semestres, correspondant à la période normale de prise en charge.

11431. — 12 septembre 1961. — M. Cerneau rappelle à M. le secrétaire d'Etat chargé du Sahara, des départements d'outre-mer et des territoires d'outre-mer que la loi de programme n° 60-776 du 30 juillet 1960 pour les départements d'outre-mer dispose, en son article 10, que chaque année, les places offertes dans les grands corps techniques de l'Etat pourront comprendre un contingent pour les candidats s'engageant à servir dans les départements d'outre-mer pendant au moins dix ans. Il lui demande si ces dispositions sont entrées en application.

11432. — 12 septembre 1961. — M. Anthonioz rappelle à M. le Premier ministre que par décret en date du 8 avril 1960, il a institué une commission d'études des problèmes de la vieillesse, dont la présidence a été confiée à un conseiller d'Etat. Cette commission a pour tâche d'étudier les conditions d'existence des personnes âgées et de proposer au Gouvernement des solutions à donner à ces problèmes. Il était prévu que le rapport de cette commission paraîtrait à la fin de l'année 1960. D'un rapport officiel exposé par son auteur, le 15 mai dernier, aux membres d'un groupe de travail du comité national de la vieillesse de France, il ressort que la commission considérée estime que son rôle est d'élaborer une politique à vues lointaines, axée sur le souci de définir la place que doivent avoir les personnes âgées dans la société de demain. S'il est nécessaire que ce problème s'inscrive en de telles perspectives, il est également indiscutable que la commission prévue se préoccupe des mesures propres à donner à nos vieux, dans les meilleurs délais, la sécurité dans la dignité. Il lui demande quelles sont les initiatives et mesures que le Gouvernement compte prendre pour permettre la promulgation de textes apportant à nos vieux, en tous domaines, les indispensables assurances que réclament des situations souvent très douloureuses.

11433. — 12 septembre 1961. — M. Doublet demande à M. le Premier ministre s'il entend dès maintenant tirer une conclusion pratique de la politique de « dégagement » poursuivie désormais par le Gouvernement en Algérie et s'il envisage, en conséquence de suspendre immédiatement le financement des investissements qui y sont en cours. L'objectif du Gouvernement n'étant pas de garder la responsabilité politique administrative et économique de l'Algérie, il paraît inconcevable d'imposer plus longtemps au Trésor public des dépenses considérables qui s'avèrent parfaitement inutiles, vaines et anachroniques.

11434. — 12 septembre 1961. — M. Doublet demande à M. le Premier ministre de lui indiquer le montant total des dépenses prévues pour l'implantation et la construction de la cité administrative du Rocher Noir, dans les environs d'Alger, et de lui préciser les raisons impérieuses qui ont décidé le Gouvernement à engager cette dépense.

11435. — 12 septembre 1961. — M. Liogler expose à M. le ministre de l'industrie qu'en réponse à une question écrite du 29 juillet 1961, posée par M. le sénateur Ribcyre et ayant trait à la crise du moulinage, M. le ministre de l'industrie a bien voulu faire connaître notamment : a) qu'il sera nécessaire d'envisager la reconversion d'usine de moulinage et tout particulièrement de moulinage à façon ; b) qu'il est fait application en faveur de l'Ardèche des dispositions du décret du 15 avril 1960 relatives à l'octroi de la prime spéciale d'équipement et qu'à ce titre le montant des primes s'est élevé à plus de 2 millions de nouveaux francs permettant de faciliter 25.880.000 nouveaux francs d'investissements et de concourir à la création d'un millier d'emploi. Il lui demande de lui faire connaître pour l'Ardèche, canton par canton, la répartition exacte des dites primes spéciales d'équipement (attribuées ou faisant l'objet d'une décision de principe favorable) et des nouveaux emplois susceptibles d'être créés corrélativement à leur octroi.

11436. — 12 septembre 1961. — M. Henri Colonna expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'il résulte des différentes enquêtes qui ont pu être faites que les titulaires de pensions de retraites de la caisse générale des retraites de l'Algérie ne peuvent obtenir de cet organisme le transfert de leur dossier de pension lorsqu'ils viennent se retirer en métropole et qu'ils ne peuvent même pas connaître les raisons de cette difficulté. Il lui demande : 1° les raisons du silence de cet organisme à chacune des demandes faites en ce sens ; 2° quels sont les textes en vigueur qui pourraient interdire ce transfert ; 3° quelles mesures il compte prendre afin que les dossiers des retraités de cet organisme puissent, comme les bénéficiaires de retraites militaires, obtenir un transfert à la paierie ou à la recette des finances la plus proche de son lieu de retraite.

11437. — 12 septembre 1961. — M. Just Evrard expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'une entreprise a acquis une crèche de dommages de guerre qu'elle a réinvestie dans la construction d'un immeuble ; que les indemnités reçues de l'Etat, inférieures aux dépenses engagées, ont été affectées à l'amortissement dudit immeuble ; que les amortissements normaux pratiqués ont été calculés sur la différence entre le prix d'acquisition augmenté du coût de la construction et la participation financière de l'Etat ; que, par la suite, cet immeuble est apporté à une société civile immobilière et que le chef d'entreprise a demandé à bénéficier des dispositions de l'article 40 du code général des impôts pour l'exonération de la plus-value résultant de cet apport ; que la condition essentielle à laquelle est subordonnée ladite exonération est le réinvestissement en immobilisations, dans l'entreprise, d'une somme égale au montant des plus-values augmentées du prix de revient des éléments cédés. Il lui demande si, dans le cas présent, pour déterminer le montant de la somme à réinvestir, le prix de revient de l'immeuble apporté doit être évalué ; au total formé par le prix d'acquisition de dommages de guerre et le coût de la construction ; ou seulement à la différence entre cette évaluation et les indemnités reçues de l'Etat ; cette différence représentant, pour l'entreprise, le coût réel de cette immobilisation.

11438. — 12 septembre 1961. — M. Szigeti demande à M. le ministre de l'intérieur si les fonctionnaires communaux titulaires, agents permanents à temps complet, mutés aux districts urbains, restent soumis au statut général. Dans l'affirmative il conviendrait de préciser, pour permettre le classement indiciaire de certains grades et l'utilisation du tableau type des emplois, si le district doit être considéré en tenant compte de la population totale de l'ensemble des communes formant le district ou de la population de la commune la plus importante ; et si cet établissement public doit être rattaché au syndicat de communes et à la commission paritaire intercommunale.

11439. — 12 septembre 1961. — M. Szigeti demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques quelles sont les raisons qui ont amené ses services à fixer à 7,5 p. 100 le montant du prélèvement effectué sur la taxe de voirie pour frais d'assiette de perception, de dégrèvement et de non-valeur (ordonnance n° 59-108 du 7 janvier 1959). Il lui rappelle que les prélèvements effectués pour des raisons identiques ne sont que de 6,25 p. 100 pour la contribution foncière des propriétés bâties et de 5,75 p. 100 pour la contribution foncière des propriétés non bâties. L'établissement de la taxe de voirie et sa perception ne paraît pas soulever de difficultés particulières justifiant un tel écart.

11440. — 12 septembre 1961. — M. Szigeti expose à M. le ministre de l'agriculture qu'à la suite de la circulaire n° 319 du ministre de l'intérieur en date du 8 juillet 1960 dans un certain nombre de communes, la taxe de voirie (ayant remplacé l'ancienne taxe vicinale), a été supprimée et remplacée pour le financement des dépenses de voirie par des centimes additionnels généraux ; que la jurisprudence, interprétant la loi du 18 avril 1946 qui supprime la charge d'impôt

foncier pour les preneurs a décidé que la taxe vicinale était néanmoins récupérable sur le preneur, ce qui est d'ailleurs stipulé dans la plupart des baux et des contrats types départementaux de baux à ferme; que la détermination de la part dans les centimes additionnels généraux applicable aux dépenses de voirie, par exemple au moyen d'un pourcentage sur l'ensemble de ces centimes additionnels généraux, est pratiquement impossible et au surplus ne semble pas rationnelle. Il demande, si, comme la jurisprudence l'a admis, par interprétation de la loi du 13 avril 1946, pour l'impôt foncier (et dans les communes où la taxe de voirie se trouve maintenant supprimée), les fermages peuvent être augmentés d'une quantité égale à la transformation en denrées du montant de la taxe de voirie jusqu'alors payée par le fermier sur la base de la dernière année de perception de cette taxe; ou à défaut sur quelle base cette taxe peut être récupérable sur les locataires.

11641. — 12 septembre 1961. — M. Szigeti demande à M. le ministre de l'intérieur s'il lui est possible d'indiquer: 1° combien de communes en France ont maintenu en 1961 la taxe de voirie; 2° combien de communes l'ont remplacée par une majoration des centimes des impôts fonciers à la suite de la circulaire n° 319 en date du 8 juillet 1960; 3° si les conseils municipaux qui ont décidé de renoncer à la taxe de voirie, ont été, au préalable, expressément informés des conséquences de cette décision, et notamment l'impossibilité pour les propriétaires de se faire rembourser le montant de la taxe par leurs locataires, quelles que soient les clauses du bail.

11642. — 12 septembre 1961. — M. Ziller expose à M. le ministre de la construction qu'il ressort des réponses faites le 12 août 1961 aux questions écrites n° 10437 et n° 10450 que les appartements ayant été transformés en « meublés » et n'ayant subi aucune amélioration, ne peuvent bénéficier de la part des exploitants des dispositions de l'arrêté du 11 avril 1950, c'est-à-dire une liberté du prix du loyer. Il lui demande, dans le cas contraire, dans quelle mesure les doléances des locataires doivent être retenues par les services administratifs; et si cette transformation en « meublés » est conforme aux dispositions législatives, au moment où la crise du logement fait l'objet des préoccupations du Gouvernement.

11643. — 12 septembre 1961. — M. Ziller expose à M. le ministre de la construction, concernant le paiement par fractions mensuelles du loyer d'habitation et tenant compte du rappel à l'article 74 de la loi du 1^{er} septembre 1948, reproduit dans la réponse du 5 août 1961 à la question écrite n° 10840 que: 1° l'article 74 précise que «... les loyers des locaux d'habitation seront de plein droit payés par fractions mensuelles...», mais ne fait aucune allusion à un paiement par anticipation; 2° ce même article indique, par ailleurs, que «... les conventions prévoyant un paiement par périodes supérieures au mois pourront à tout moment être annulées à la demande, tant du propriétaire que du locataire...», ce qui promet des chassés-croisés « ad vitam æternam »; 3° d'autre part, l'article 75, auquel il est fait allusion dans ladite réponse, limite à deux mois le paiement anticipé (cumul du cautionnement et du loyer) ce qui ne préjuge en rien la question du règlement du seul loyer. Il lui demande si un loyer trimestriel, avec paiement anticipé, doit être susceptible de produire des intérêts et dans l'affirmative à quel taux.

11644. — 12 septembre 1961. — M. Ziller expose à M. le ministre des postes et télécommunications qu'il ressort de la réponse du 5 août 1961 à la question écrite n° 10840 que le problème de l'infraction éventuelle aux règlements des services postaux relève de la compétence exclusive du ministère des postes et télécommunications. Il lui demande: 1° quelles sont les sanctions appliquées dans le cas où il est réclamé la somme de 0,30 nouveaux francs pour un envoi qui n'a pas été timbré et qui a été mis dans la boîte à lettres du destinataire par l'expéditeur ou son préposé, cet envoi pesant moins de 20 grammes et les tarifs postaux en vigueur fixant à 0,25 nouveaux francs un tel envoi; 2° si cette infraction ne peut être sanctionnée, les intéressés n'ayant alors aucun motif valable de la dénoncer.

11645. — 12 septembre 1961. — M. Ziller expose à M. le ministre du travail qu'il résulte de la législation relative à la faillite et au règlement judiciaire que, lorsque les opérations de liquidation sont terminées, le juge commissaire doit convoquer tous les créanciers à une réunion au cours de laquelle le syndic ou le liquidateur rend ses comptes. Dès ce moment, l'état d'union existant entre tous les créanciers est dissout et chaque créancier retrouve son entière liberté d'action pour poursuivre individuellement son débiteur en vue de récupérer ce qui lui reste dû. Or, si les « créanciers chirographaires » ou créanciers spéculatifs — (leur créance représentant non seulement le prix de la marchandise mais également le bénéfice escompté et qui, dans la majorité des cas, est d'environ de 30 p. 100) — peuvent bénéficier de cette liberté de poursuite individuelle pendant toute la période non couverte par la prescription, c'est-à-dire pendant trente ans. Mais il en va tout autrement pour les salariés qui — (ayant déjà été écartés dans leur privilège par les créances hypothécaires, les privilèges du Trésor et de la sécurité sociale) — voient leur période non couverte par la prescription réduite à la portion congrue. Il lui demande si la prescription prévue par l'article 434 du code de commerce ne devrait pas pouvoir être étendue à une durée supérieure à celle fixée par les articles 46 et 47 du code du travail avec le bénéfice des intérêts de retard calculés sur la base des majorations de retard réclamées par l'Etat et la sécurité sociale, en ce qui concerne les amendes et les impôts pour le premier, et les cotisations pour la dernière.

11646. — 12 septembre 1961. — M. Ziller expose à M. le ministre du travail que, concernant les retraites cadres et V. R. P., il ressort de la réponse du 5 août 1961 à la question écrite n° 10764 relative à l'application de l'article 33 (annexe n° I du 12 octobre 1952) et de l'article 36 (avenant A du 9 juillet 1953), qui font obligation aux employeurs et anciens employeurs de délivrer à leurs employés tous certificats ou attestations dont ces derniers peuvent avoir besoin pour faire valoir leurs droits à une retraite quelconque, mais qui se refusent à donner satisfaction à la demande émanant des intéressés: 1° que ce refus peut être soumis à l'appréciation de la commission paritaire, instituée en vertu de l'article 1^{er} de l'avenant n° 1 du 13 octobre 1952; 2° que cette contestation peut également être soumise aux inspecteurs du travail, conformément aux dispositions de l'article 31/2b du livre 1^{er} du code du travail (art. 4 de la loi du 23 décembre 1946) et qui, en la circonstance, «... sont chargés d'assurer l'exécution des dispositions contenues dans les conventions collectives ayant fait l'objet d'un arrêté portant extension...», ce qui est précisément le cas de la convention collective nationale du 14 mars 1947, de ses annexes et de ses avenants. Or, si les inspecteurs du travail et les contrôleurs du travail peuvent intervenir officiellement, on comprend parfaitement que devant des employeurs récalcitrants, ils ne possèdent aucun moyen de pression, assortie de sanctions, en ce qui concerne les infractions commises. Il en est malheureusement de même pour les commissions paritaires, qui paraissent avoir un intérêt certain pour ne prendre qu'à retardement une décision prise trop souvent à la légère. Il lui demande quelles dispositions il compte prendre pour mettre fin à cet état de choses.

11647. — 12 septembre 1961. — M. Ziller expose à M. le secrétaire d'Etat aux finances que la « vignette-auto » a été instituée en juin 1956 pour alimenter le « Fonds de solidarité » en faveur des vieillards. Il lui demande en conséquence: 1° quelles ont été les recettes inscrites annuellement au budget à l'occasion de la vente des « vignettes-auto »; 2° quelles ont été annuellement et par catégories les sommes versées aux divers bénéficiaires suivants: a) vieux travailleurs salariés; b) économiquement faibles; c) retraités artisans; d) retraités commerçants et industriels; e) agriculteurs.

11648. — 12 septembre 1961. — M. Ziller expose à M. le ministre du travail, au sujet de l'avenant n° 1, du 13 octobre 1952 (lettre recommandée avec accusé de réception), pour la retraite des V. R. P. d'un accord, en date du 31 octobre 1960, a modifié l'article 1^{er} de l'annexe A, du 9 juillet 1953, à l'avenant n° 1, du 13 octobre 1952. Cette modification supprime l'obligation: 1° du contrat écrit (7^e alinéa); 2° l'envoi d'une lettre recommandée (8^e alinéa) pour reprendre presque textuellement la définition du V. R. P., précisée par la loi du 7 mars 1957, modifiant celle du 18 juillet 1937. Toutefois, les imprimés édités par M. R. P. V. R. P. comportent l'obligation de « la lettre recommandée » et la commission mixte professionnelle n'est jamais revenue sur les décisions prises à l'encontre des V. R. P., ayant fait appel contre le refus de leurs employeurs de délivrer les certificats prévus par l'article 36, de l'avenant « A », du 9 juillet 1953 et portant l'obligation de ladite « lettre recommandée ». Cette obligation était rédigée en ces termes audit article 1^{er}, dernier alinéa, de l'annexe « A » en question: «... engagé postérieurement à la signature de la présente annexe, n'étant titulaire que d'un contrat écrit comportant seulement certaines de ces clauses et obligations, il « pourra » confirmer à son employeur, par lettre recommandée, avec avis de réception... ». Il lui demande: 1° si la formalité prévue par le verbe « pouvoir » doit être considérée comme « impérative » et alors le verbe « devoir » aurait dû être employé et avoir sa place dans ce texte, tandis que le verbe « pouvoir » conserve sa véritable signification de formalité « facultative », M. R. P. V. R. P., ainsi que la commission mixte interprofessionnelle ont choisi entre ces deux significations, celle donnant gain de cause à l'employeur; pourquoi du fait de la suppression de la lettre recommandée, ladite commission paritaire, instituée par l'article 1^{er} de l'avenant n° 1, du 13 octobre 1952, n'est pas revenue sur sa décision, lors d'une demande formulée par un V. R. P., et il y a lieu de supposer que le refus de l'employeur est la conséquence de la mise en demeure par les services ministériels (sécurité sociale) d'avoir à verser à la C. C. V. R. P., passage Charles-Dallery, à Paris, les cotisations de sécurité sociale qui avaient été retenues audit V. R. P.

11649. — 12 septembre 1961. — M. Ziller expose à M. le ministre de la construction que certains propriétaires d'immeubles chargent une agence immobilière de s'occuper, en leur lieu et place, de la vente de leur immeuble, par appartement, soit avant ou après quelques réparations. Il lui demande en vertu de quels textes le locataire d'un appartement qu'il occupe à titre de logement unique ou principal, peut revendiquer un droit de préemption et quels sont alors les droits de mutation qu'il doit supporter.

11650. — 12 septembre 1961. — M. Ziller expose à M. le ministre de la construction qu'en ce qui concerne les justifications des charges locales, il résulte de la réponse faite le 6 septembre 1961 à la question écrite n° 10860 que l'article 38 de la loi du 1^{er} septembre 1948, ne précise pas les modalités suivant lesquelles les pièces justificatives — quittances ou factures — afférentes aux charges dont le remboursement est réclamé, doivent être tenues à la disposition des locataires. Or, il ressort d'un jugement du tribunal civil de la Seine, en date du 21 janvier 1956, que: « la mise à la disposition des pièces relatives aux dépenses (prestations, taxes,

fournitures, etc.), doit avoir lieu dans l'immeuble lui-même (notamment chez la concierge) et non pas chez le propriétaire ou le gérant ». Il lui demande si cette jurisprudence est toujours valable et dans le cas contraire, quel a été l'arrêt de la cour de cassation ayant annulé ce jugement.

11651. — 12 septembre 1961. — M. Ziller expose à M. le ministre de la construction, qu'il ressort de la réponse du 5 août 1961 à la question écrite n° 10840 que, faute de convention expresse, le paiement du loyer d'habitation peut être fait valablement par chèque postal ou bancaire. Or, il existe une décision gouvernementale prescrivant le paiement par chèque postal ou bancaire, à partir d'une certaine somme. Il lui demande quelle est cette décision et quel est le montant au-delà duquel un paiement doit être effectué par chèque postal ou bancaire.

11652. — 12 septembre 1961. — M. de Montesquiou attire l'attention de M. le ministre des armées sur le montant annuel du traitement prévu pour les médaillés militaires, institué en 1852, avec un traitement annuel de 100 F qui correspondrait à l'heure actuelle, avec les différentes dévaluations, à environ 400 NF. A l'heure présente, le traitement est réduit à 7,50 NF. Il lui demande s'il n'estime pas équitable de revaloriser le montant des traitements pour que les bénéficiaires de cette récompense aient en 1961, un traitement équivalent à celui qui a été accordé en 1852.

11653. — 12 septembre 1961. — M. Davoust demande à M. le ministre des armées s'il a l'intention de publier prochainement les textes d'application de la loi n° 57-896 du 7 août 1957 validant les services accomplis par les Français dans les armées alliées et les services militaires accomplis par les étrangers antérieurement à l'acquisition de la nationalité française.

11654. — 12 septembre 1961. — M. Davoust expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que le décret du 31 décembre 1959 exonère de la taxe générale et de la surtaxe sur les véhicules de transport de marchandises institués par le décret du 19 septembre 1956, les véhicules spécialement aménagés pour le transport du matériel des industriels forains des fêtes et affectés exclusivement à cet usage. Il souligne que les véhicules affectés à l'enlèvement des ordures ménagères et au nettoyage de la voie publique bénéficient aussi de cette exonération. Il lui demande s'il compte faire en sorte que les véhicules spécialement aménagés pour le transport des bulldozers, ne servant et ne pouvant servir exclusivement qu'à ce transport, soient également exonérés.

11655. — 12 septembre 1961. — M. Brice, expose à M. le ministre de l'éducation nationale que les postes d'enseignement de C. E. G. sont régulièrement tenus par des instituteurs d'origine. Les uns — en général les plus anciens — ont été pérennisés directement dans ces fonctions après cinq ans d'exercice, les autres, bacheliers ou possédant des titres de l'enseignement supérieur, ont, dans certaines académies, subi les épreuves d'un examen pour être admis sur une liste d'aptitude départementale. Enfin de récentes mesures viennent d'unifier le recrutement sur le plan national. Ces modes de recrutement divers semblent avoir entraîné une grande imprécision dans l'appellation administrative exacte de ces maîtres. Les services ministériels les nomment indifféremment instituteurs ou professeurs de C. E. G. Certaines académies s'en tiennent exclusivement au titre d'instituteur, d'autres emploient l'appellation plus générale de maître de C. E. G. Cette pluralité d'appellations met les intéressés dans l'embarras, dans de nombreuses circonstances. Souvent les parents d'élèves accordent au titre une importance pédagogique que dans les circonstances il ne possède pas, il s'ensuit des malentendus fâcheux. Dans tous les cas, ce manque de précision est inexplicable. Il lui demande de lui indiquer le titre exact unique et officiel de ces enseignants et quel que soit celui-ci, de diffuser toutes instructions utiles auprès des services compétents pour qu'à l'avenir il soit exclusivement employé dans les relations administratives.

11656. — 12 septembre 1961. — M. Brice expose à M. le ministre de l'éducation nationale qu'en raison des besoins sans cesse croissants de l'enseignement, en l'absence d'un plan à long terme préalable, des mesures exceptionnelles de recrutement sont annoncées régulièrement avant chaque rentrée scolaire et diffusées largement par la presse. Cet effort de recrutement s'adresse notamment à des personnes dont les titres universitaires et l'expérience dans un domaine étranger à l'enseignement ne sont pas de nature à pallier l'absence de qualités pédagogiques mais sont susceptibles d'être préjudiciables à notre jeunesse scolaire, déjà si malmenée par ailleurs. Il semble, par contre, que des maîtres déjà en fonction et possédant une bonne qualification pédagogique soient parfois utilisés dans des conditions sinon fantaisistes du moins fonctionnellement anormales et ceci exclusivement en raison des barrières que l'on maintient entre les divers ordres d'enseignement, ce qui constitue parfois un véritable défi au bon sens, difficilement croyable au sein d'une Université qui s'est toujours flattée de ne pas imiter certaines utilisations de compétences qui ont fait la joie de nos pères. Ainsi, des instituteurs remplaçants possédant plusieurs certificats de licence enseigneraient dans des classes élémentaires au même titre que certains de leurs collègues munis d'un simple brevet élémentaire ou d'une première partie de baccalauréat. Des bacheliers, par contre,

parce qu'ils ressortissent au second degré se verraient confier des classes d'examen. Dans d'autres établissements des certifiés, voire des agrégés, assureraient un service d'enseignement dans des classes du premier cycle. Des licenciés en droit, d'anciens étudiants en troisième année de médecine enseigneraient l'Anglais et les lettres dans des collèges d'enseignement général. Des maîtres à spécialisation scientifique seraient orientés vers l'enseignement des langues dans de mêmes établissements. De jeunes instituteurs licenciés ou possédant plusieurs certificats de licence seraient titulaires d'écoles de villages. Semblables anomalies sont fréquentes, d'ailleurs celles évoquées ci-dessus sont facilement contrôlables. Il lui demande si, dans les circonstances présentes, le maintien de ce sous-emploi de maîtres particulièrement qualifiés est concevable et s'il n'y aurait pas lieu, avant d'envisager des mesures exceptionnelles de recrutement, de dresser un inventaire détaillé des moyens dont dispose l'enseignement public, en donnant l'impression de les ignorer, pour employer chaque enseignant selon la qualification universitaire qu'il a reçue et non selon l'étiquette délivrée par l'appartenance administrative à tel degré d'enseignement. Il est évident que, dans bien des cas, cette appartenance résulte essentiellement des circonstances du recrutement et non de la véritable qualification, qui en dernière analyse devrait être exclusivement retenue.

11657. — 12 septembre 1961. — M. Mignot expose à M. le ministre de l'intérieur qu'à la suite d'un arrêté interministériel du 17 avril 1961 (*Journal officiel* du 13 mai 1961) la contribution complémentaire des communes au fonctionnement de la caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales (C. N. R. A. C. L.) a été portée à 8 p. 100 pour l'année en cours, soit une augmentation de 2 p. 100 s'ajoutant au taux primitivement fixé. Une circulaire du 31 mai 1961 émanant de la caisse des dépôts et consignations a confirmé la teneur de cet arrêté et précisé qu'en conséquence, la contribution globale des collectivités se trouve portée, à compter du 1^{er} janvier dernier, de 18 à 20 p. 100 des traitements payés aux agents affiliés. Il paraît anormal et excessif d'imposer en cours d'année une contribution supplémentaire sur les traitements pour frais d'administration et de règlement des pensions alors que tous les budgets communaux sont votés. Il semble d'ailleurs que cette situation soit la conséquence du fait que la C. N. R. A. C. L. doit faire face à la charge que représentent les retraites d'agents étatisés tels que le personnel de préfecture, les cantonniers départementaux, les agents de police municipale et les receveurs municipaux, l'Etat ne participant pas à la dépense, alors qu'il opère des prélèvements sur les traitements des fonctionnaires de cette catégorie en activité devenus fonctionnaires de l'Etat, sans que les retenues faites profitent à ladite caisse. Il n'apparaît pas d'ailleurs que les difficultés de fonctionnement que rencontre la C. N. R. A. C. L. soient causées par les retraites versées au seul personnel municipal. Il lui demande s'il n'estime pas qu'en tout équité et en raison des charges qui pèsent déjà sur les finances communales, et afin de ne pas les obérer, la contribution complémentaire demandée devrait être prise en charge par l'Etat, ou tout au moins reportée au 1^{er} janvier 1961 s'il est démontré que l'Etat participe aux frais de fonctionnement de la C. N. R. A. C. L. pour le personnel maintenant étatisé.

11658. — 12 septembre 1961. — M. Poutier expose à M. le ministre de l'intérieur que le décret n° 61-761 du 22 juillet 1961 relatif à la participation de l'Etat à la réparation des dommages causés aux biens privés par l'affaissement de terrain qui s'est produit le 1^{er} juin 1961 sur les communes de Clamart et d'Issy-les-Moulineaux (Seine) s'est inspiré de celui qui avait été pris le 1^{er} juin 1961 pour les sinistrés du 4 mai 1961 en Normandie. Or les conditions des deux sinistres ne sont pas les mêmes puisque, en ce qui concerne les sinistres de Normandie, ceux-ci n'ayant pas perdu la propriété ou la libre disposition de leur sol ont été simplement conduits à reconstruire sur celui-ci les immeubles ou installations sinistrées. Le décret n° 61-761 tient compte de cette différence de situation puisqu'il envisage les dépenses supplémentaires nécessitées par l'obligation de la reconstruction sur un autre emplacement, mais du fait qu'aucun sinistré ne reconstruit sur l'emplacement ancien, il se trouve que certaines catégories de sinistrés vont renoncer à cette reconstruction. C'est le cas des deux catégories suivantes de sinistrés : 1° ceux des sinistrés qui, pour résoudre plus rapidement le problème de leur réinstallation, ont acquis des habitations ou appartements avec de larges facilités de paiement et s'y sont installés. Il serait normal que ceux-ci puissent bénéficier des avantages consentis aux sinistrés faisant reconstruire ; 2° certains sinistrés âgés n'ont plus les moyens, malgré l'aide de l'Etat, d'acquérir de terrain et d'y faire reconstruire car, par ailleurs, ils n'ont pas les ressources suffisantes pour raisonnablement prendre à leur charge une partie des intérêts et l'amortissement du capital engagé pour cette opération, les uns comme les autres n'ont, d'après la réglementation actuelle, que la possibilité de recevoir quelques secours sur les fonds dont disposent les maires des communes sinistrées. Il lui demande s'il ne serait pas logique d'envisager à leur égard une indemnité spéciale qui, en tout état de cause, serait une charge moins lourde pour l'Etat que celle qui résulte de l'aide apportée par celui-ci aux propriétaires faisant reconstruire sur un autre emplacement.

11659. — 12 septembre 1961. — M. Poutier expose à M. le ministre des anciens combattants que la réponse (insérée au *Journal officiel* du 22 avril 1961) à la question écrite qu'il avait posée sous le numéro 9143 indiquait que les victimes de guerre bénéficiaires de l'article 115 des pensions militaires pouvaient bénéficier de l'hospitalisation dans les établissements agréés par la sécurité sociale. Or,

il semble que cette réponse contienne quelques inexactitudes. 1° En effet, pour la seule spécialité : pneumophysiologie et en ce qui concerne les tuberculeux de guerre de la région parisienne, il est impossible de les faire admettre dans les cliniques suivantes : la clinique Eugène Manuel : 7 bis, villa Eugène-Manuel, à Paris (16°) ; la clinique du Ranelagh, 9, avenue Théophile-Gautier, à Paris (16°) ; la clinique du Lys dans la Vallée, à la Celle Saint-Cloud. Ces trois cliniques disposent cependant de lits pour lesquels la convention joue intégralement avec la sécurité sociale, mais il n'est jamais possible d'obtenir du service des soins gratuits une prise en charge aux conditions de la convention pour aucun de ces établissements. Ceci est donc en contradiction avec les services de la réponse faite. 2° En ce qui concerne les hôtels de cure pour tuberculeux, il est tout aussi impossible, du moins au service des soins gratuits à Paris, d'obtenir une prise en charge quelconque dans aucun de ces établissements, que ce soit à Aubure (Bas-Rhin), à Hauteville (Ain), au Plateau-d'Assy (Haute-Savoie), à Thorenc (Alpes-Maritimes) ou à Cambo (Basses-Pyrénées), tous centres où existent de nombreux hôtels de cure agréés par le ministère de la santé publique et, pour beaucoup, conventionnés par la sécurité sociale. Il lui demande de lui confirmer si ces établissements pourront être désormais ouverts aux bénéficiaires de l'article 115.

11660. — 12 septembre 1961. — M. Bignon expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'un contribuable a établi, à moins d'un mois d'intervalle, deux actes distincts : 1° donation de la nue-propriété d'un fonds d'industrie à l'un de ses enfants ; 2° apport de l'usufruit à une société de capitaux à laquelle le bénéficiaire de la donation prévue au 1° ci-dessus fait lui-même apport de la nue-propriété dudit fonds, étant précisé que les deux actes font état pour leur prise d'effet effective (donation, d'une part, et date de prise d'effet de la société, d'autre part), d'une date postérieure à la signature du dernier des deux actes précités (c'est-à-dire date constitutive de la société). Il lui demande s'il considère, conformément à sa réponse parue sous le numéro 2834 dans le numéro 97 du *Journal officiel* du 12 décembre 1959 (p. 3351), que le contribuable susvisé a conservé l'usufruit pendant un « instant de raison » et doit par suite comprendre dans ses bénéfices imposables au titre de l'exercice en cours à la date de la donation, la plus-value constatée par l'acte de donation, ou en raison de la proximité des deux actes de donation et de constitution de la société et compte tenu d'une date de prise d'effet différée et commune, s'il considère que la totalité de la plus-value réalisée tant sur la donation que sur l'usufruit, est susceptible de bénéficier de la taxation atténuée prévue en cas de cession d'entreprise aux articles 152 et 200 du C. G. I.

11661. — 12 septembre 1961. — M. André Beauguitte demande à M. le ministre de l'intérieur s'il compte prendre prochainement l'arrêté prévu par l'article 7 du décret n° 57-1135 du 14 octobre 1957 créant l'ordre du Mérite civil, arrêté fixant la répartition des contingents attribués par l'article 5 du décret susvisé, entre les différentes catégories de personnes pouvant prétendre à cette distinction, et notamment les sapeurs-pompiers.

11662. — 12 septembre 1961. — M. André Beauguitte appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur le prix saisonnier d'hiver du lait. Le prix de campagne de 0,35 NF qui avait été demandé, mais que n'avait pas accordé le Gouvernement, devait rester le prix à partir duquel se calculerait le prix d'hiver 1961-1962. Il appartient au Gouvernement de revenir à un prix de base saisonnier d'hiver correspondant à ce prix de campagne de 0,35 NF. Un prix saisonnier de 0,35 NF avait été accordé il y a deux ans. La F. N. P. L. revendique donc avec logique un prix d'hiver qui ne saurait être inférieur, à 0,38 NF. Il lui demande s'il entend arrêter sa décision à ce prix.

11663. — 12 septembre 1961. — M. Baylot expose à M. le ministre de la construction que, sans être convaincu par les arguments opposés dans la réponse du 11 septembre 1961 à sa question n° 10850, il demeure certain que des mesures sont possibles et souhaitables pour adoucir le sort des expulsés. Un autre cas est fourni par une famille de cinq enfants, entassés dans une pièce dans le 15^e arrondissement, et frappée d'expulsion. L'office H. L. M. se refuse à inscrire ce candidat sous le prétexte qu'il n'habite pas Paris depuis cinq ans. L'inscription ne pourra avoir lieu avant 1963. La préfecture de police ne pouvant différer deux années durant l'exécution d'une décision de justice, et le chef de famille ayant son gagne-pain à Paris, sans transfert possible de ses activités, il lui demande comment dénouer une telle situation, car il est exclu que les cinq enfants, dont le dernier a un mois, et le ménage, soient à la rue.

11664. — 12 septembre 1961. — M. Baylot signale à M. le ministre de la construction que, dans sa réponse à la question n° 10580 publiée au *Journal officiel* du 11 septembre, il est indiqué que les H. L. M. sont « libres, à l'heure actuelle, d'examiner les candidatures et d'attribuer les logements » sans être, pour autant, le moins du monde convaincu par les autres parties de l'argumentation développée dans cette réponse, il lui demande s'il est possible de laisser subsister, dans l'Etat, une collectivité libre de disposer de biens appartenant à l'Etat, réalisés par ses capitaux, garantis par lui, et pouvant échapper à l'imposition des devoirs sociaux tels le relogement, sur le champ, des familles expulsées.

REPONSES DES MINISTRES

AUX QUESTIONS ECRITES

PREMIER MINISTRE

11320. — M. Lambert expose à M. le Premier ministre que, de l'avis même des organismes de lutte contre l'alcoolisme, certaines dispositions de l'ordonnance n° 60-1253 du 29 novembre 1960 constituent une spoliation à l'égard de l'industrie hôtelière et des débitants de boissons ; il lui demande : 1° si le décret n° 61-607 du 14 juin 1961 portant application des articles L. 49-1 et suivants du code des débits de boissons a pour effet d'abroger les dispositions correspondantes de l'ordonnance du 29 novembre 1960 ; 2° dans le cas où le décret coexiste avec l'ordonnance sans s'y substituer, quel est, en cas de litige porté devant le tribunal, le texte qui doit être appliqué ; 3° s'il ne lui semble pas indispensable de provoquer rapidement le débat de ratification de l'ordonnance du 29 novembre 1960 devant le Parlement, ce débat de ratification ayant le mérite de clarifier la situation de manière définitive. (Question du 5 août 1961.)

Réponse. — Comme il a déjà été répondu (*Journal officiel* du 5 août 1961) à la question analogue de M. Boscher n° 10889 : 1° et 2° le décret du 14 juin 1961 ne fait application que d'une partie des dispositions de l'ordonnance du 29 novembre 1960 modifiant l'article 49-1 du code des débits de boissons. Il n'est pas pour autant en contradiction avec elle et ne la modifie pas : il est donc parfaitement constitutionnel. Au demeurant, comme je m'y étais engagé, la commission des affaires sociales avait été informée des dispositions qu'il était envisagé de faire figurer dans ce décret et c'est en accord avec elle qu'une partie seulement du nouvel article 49-1 a été appliquée ; 3° le Gouvernement n'avait pas pris d'autre engagement concernant la ratification des ordonnances relatives à la lutte contre l'alcoolisme que celui de déposer le projet de loi de ratification avant le 15 décembre 1960, ce qui a été fait. Comme l'a indiqué, le 22 juillet, à l'Assemblée nationale le secrétaire d'Etat : « A l'automne, le Gouvernement cherchera avec les présidents des groupes de l'Assemblée les moyens d'aboutir à un accord sur la ratification de ces ordonnances, afin que cette ratification tienne compte des conclusions du rapport de la commission et permette au Gouvernement d'accepter à cette occasion certains amendements élaborés par celle-ci ».

AFFAIRES CULTURELLES

11323. — M. Carter demande à M. le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles, comme suite à la réponse du 30 novembre 1960 à sa question n° 7589, si une décision a été prise en vue de dispenser du certificat d'études littéraires générales les candidats à la licence d'histoire de l'art et d'archéologie qui sont titulaires du diplôme supérieur d'art plastique. (Question du 5 août 1961.)

Réponse. — La suggestion de l'honorable parlementaire tendant à dispenser du certificat d'études littéraires générales les candidats à la licence d'histoire de l'art et d'archéologie qui sont titulaires du diplôme supérieur d'art plastique nous paraît des plus pertinentes. M. le ministre de l'éducation nationale étant seul qualifié pour prendre une décision, nous le saisissons de cette proposition en lui donnant tous les éléments nécessaires d'appréciation.

AGRICULTURE

9924. — M. Commenay fait part à M. le ministre de l'agriculture de la protestation des producteurs de lait face à la décision gouvernementale du 15 mars fixant le prix du lait pour la campagne d'été. L'institution d'une taxe de résorption de 0,015 nouveau franc par litre aura pour regrettable effet d'établir le prix de base du litre de lait à 0,30 nouveau franc, soit à un prix inférieur à celui de la précédente campagne. Dès lors, il s'étonne de ce que n'ait pas été entendue la revendication des producteurs qui réclamaient seulement que le prix du litre de lait soit assuré en France à un niveau légèrement supérieur à celui promulgué pour la campagne 1960-1961 afin d'atteindre la parité des prix garantis aux producteurs de lait des pays du Marché commun. De plus, au moment où le Gouvernement élève le revenu d'autres catégories sociales, il est contradictoire de réduire ceux des producteurs de lait, alors que justement la loi d'orientation reconnaît la nécessité de maintenir la parité de leurs revenus avec ceux des autres travailleurs. Il lui demande s'il compte rapporter cette décision qui provoque un très vif mécontentement parmi les populations rurales landaises et, pour l'avenir, de rechercher avec le concours de la profession les mesures propres à assainir le marché. (Question du 22 avril 1961.)

Réponse. — La loi du 5 août 1960 d'orientation agricole vise d'une façon générale à établir la parité entre l'agriculture et les autres activités économiques. Elle se place sur le plan des revenus et non des prix. Or, depuis dix ans le volume de la production laitière a augmenté de 50 p. 100 ; l'année dernière l'augmentation a été de 10 p. 100 ; en 1961, elle atteint 10 p. 100 par rapport à 1960. Le revenu brut laitier qui était de 560 milliards d'anciens francs en 1957-1958, est passé à 620 milliards en 1958-1959 et à 705 milliards en 1959-1960. L'augmentation considérable de la production aurait justifié l'application des dispositions de la loi du 18 mai 1957 relative au nouveau mode de fixation du prix du lait, modifiée par le décret du 7 janvier 1959, permettant d'affecter le prix du lait d'un correctif en baisse de 5 p. 100. Le Gouvernement a préféré maintenir le prix

du lait au niveau de la campagne précédente mais en instituant une cotisation professionnelle de résorption au profit du F. O. R. M. A. Il convient d'observer à ce propos que les charges du soutien du marché du lait n'ont cessé de croître : de 83 millions de nouveaux francs en 1959, elles ont atteint 320 millions de nouveaux francs en 1960 et sont estimées à plus de 500 millions de nouveaux francs pour 1961. Toutefois, en regard aux interventions dont il a été l'objet, le Gouvernement a suspendu la perception de la cotisation professionnelle de résorption et retiré le projet de loi instituant une taxe sur les corps gras autres que le beurre en complément de la cotisation dont il s'agit, déposé devant l'Assemblée. Le marché des produits laitiers et ses perspectives d'avenir vont faire l'objet d'une étude d'ensemble avec les organisations professionnelles.

10480. — M. Paul Coste-Floret demande à M. le ministre de l'agriculture : 1° de lui faire connaître quelle capacité de retenue a été recherchée lors de l'établissement du projet initial de construction du barrage d'Avène-Ceilhes (Hérault) en fonction du double souci de réaliser des moyens complémentaires d'irrigation du Bas-Languedoc et de régulariser le débit de l'Orb ; 2° à quel niveau des plus hautes eaux correspond cette capacité ; 3° si, dans ce projet, il a été également tenu compte, dès l'origine, des intérêts généraux de la commune de Ceilhes, située en amont de la retenue, ou si, ultérieurement, les observations importantes formulées lors de l'enquête préalable ou autrement dans la commune précitée — et qui tendaient à la sauvegarde de la salubrité, de l'agriculture et du tourisme — ont été, comme il se devait, prises en considération ; 4° dans l'affirmative, quelles en ont été les conséquences sur le projet, et plus particulièrement, sur la fixation du niveau des plus hautes eaux ; 5° s'il peut lui donner l'assurance que la construction, déjà très avancée de l'ouvrage malgré l'absence de déclaration publique, n'est pas exorbitante des normes compatibles avec ces préoccupations légitimes. (Question du 10 juin 1961.)

Réponse. — 1° La capacité de retenue du barrage d'Avène est de 33,6 millions de mètres cubes, conformément au décret n° 61-673 du 24 juin 1961 (Journal officiel du 30 juin 1961) qui a déclaré d'utilité publique les travaux de construction de cet ouvrage. Le volume d'eau emmagasiné permettra l'irrigation d'une superficie dominée de 25.000 hectares de la région hiterroise. D'autre part, l'ouvrage participera, avec d'autres barrages prévus plus en aval sur l'Orb, à l'écrêtement des crues du fleuve. 2° Le niveau des plus hautes eaux correspondant à cette capacité est la cote 432. 3° Il a été pris note par l'administration des observations formulées, soit au cours de l'enquête ouverte sur la demande de déclaration d'utilité publique des travaux de construction du barrage d'Avène, soit ultérieurement, dans la commune de Ceilhes. Le service du génie rural a étudié en liaison avec la Compagnie nationale d'aménagement de la région du Bas-Rhône et du Languedoc, et avec la municipalité de Ceilhes, plusieurs solutions techniques tendant à la réalisation d'aménagements annexes en aval du village de Ceilhes. Les solutions qui apparaissent actuellement possibles sont les suivantes : a) soit un exhaussement partiel du bord de la retenue, à partir de déblais provenant du fond de celle-ci, la zone de marnage étant dès lors limitée au talus de ces déblais susceptible de recevoir un masque boisé, et les terrains agricoles ainsi reconstitués pouvant être équipés pour l'irrigation ; b) soit la création de plans d'eau permanents d'agrément derrière une digue pouvant être également boisée. Une solution mixte, comportant à la fois la reconstitution de terrains agricoles et la création de bassins d'agrément et de terrains de camping pourra être également envisagée, de même qu'une reconstitution de la production agricole, sous forme d'une extension de l'irrigation à d'autres terrains situés sur le territoire de la commune. 4° C'est seulement lorsque les études auxquelles il a été fait allusion précédemment seront terminées que l'administration pourra donner son agrément et son concours financier aux travaux complémentaires qui figureront parmi les dispositifs techniques adoptés pour la construction du barrage d'Avène. En tout état de cause, la fixation à la cote 432 du niveau des plus hautes eaux est tout à fait compatible avec les solutions exposées au paragraphe précédent. 5° L'honorable parlementaire a donc l'assurance qu'il sera tenu compte des préoccupations légitimes de la commune de Ceilhes, auxquelles l'administration a d'ailleurs déjà accordé une attention toute particulière. Quant à la déclaration d'utilité publique des travaux du barrage d'Avène elle est intervenue, ainsi qu'il est indiqué plus haut, par décret n° 61-673 du 24 juin 1961 (Journal officiel du 30 juin 1961.)

10781. — M. Buot demande à M. le ministre de l'agriculture si tous les produits « javellissants » ou « à javelliser » contiennent bien de l'hypochlorite de soude ; 2° dans la négative, quelle est leur composition et pourquoi on les appelle « javellissants » ou « à javelliser » ; 3° si le conseil supérieur d'hygiène a statué sur l'innocuité de ces produits sur l'organisme humain. (Question du 21 juin 1961.)

Réponse. — Les produits pulvérulents mis en vente sous les mentions « javellissants », « à javelliser » ne renferment pas d'hypochlorite de sodium, mais des sels de sodium des acides chlorocyanuriques, substances qui, au moment de l'emploi par contact avec l'eau, donnent lieu à la formation d'ions hypochloreux, d'où l'utilisation par les fabricants ou les vendeurs des indications susvisées. La fabrication et la vente de ces produits de nettoyage étant libres actuellement et ceux-ci n'étant pas au surplus destinés au lavage des ustensiles culinaires et objets mis au contact des denrées alimentaires, le conseil supérieur d'hygiène publique de France n'a pas été amené à émettre un avis sur ces spécialités qui sont, bien entendu, mises dans le commerce sous la responsabilité des fabricants et vendeurs.

10834. — M. Laudrin expose à M. le ministre de l'agriculture qu'aux termes du 1^{er} alinéa de l'article 54 du code rural (livre I^{er}, titre I^{er}, chap. 7) « un règlement d'administration publique détermine les conditions d'exécution des chapitres qui précèdent et notamment la procédure à suivre devant la commission départementale ». Rappelant que des difficultés constantes surgissent devant la commission départementale saisie de l'appel des décisions prises par la commission communale de réorganisation foncière et de remembrement, en raison de l'absence de règles de procédure propres à cette juridiction, il lui demande s'il compte enfin publier le règlement d'administration publique prévu par l'article 54. (Question du 27 juin 1961.)

Réponse. — L'article 54 du code rural (§ I) est la reproduction de l'article 27 du décret n° 54-1251 du 20 décembre 1954 tendant à accélérer l'aménagement foncier agricole et le remembrement. Cet article 27 provient lui-même de l'article 33 de la loi du 9 mars 1941 sur la réorganisation de la propriété foncière et le remembrement. Or, cet article 33 a fait l'objet d'un texte d'application très complet, c'est le décret n° 37 du 7 janvier 1942, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 9 mars 1941, qui dans les quatre chapitres du titre I^{er}, détermine les modes de constitution et de fonctionnement des commissions communales et départementales de réorganisation foncière et de remembrement (art. 1 à 17).

10917. — M. Boudet expose à M. le ministre de l'agriculture et à M. le ministre du travail que les artisans ruraux effectuant des opérations commerciales sont poursuivis par les caisses d'allocations familiales du régime général en paiement de la cotisation personnelle assise sur le revenu provenant de ces opérations commerciales. Les intéressés, qui se croyaient parfaitement en règle en cotisant au régime agricole, conformément aux dispositions de l'article 1060 du code rural, se voient ainsi pénalisés et plongés dans un grand embarras, car la ventilation entre les opérations purement artisanales et les opérations commerciales leur est très difficile, leur régime fiscal étant généralement forfaitaire. Il serait souhaitable qu'au cas où l'intéressé exerce concurremment ses activités en un même lieu, un seul régime d'allocations familiales soit applicable. L'activité commerciale n'est en effet le plus souvent que le prolongement de l'activité artisanale et, si elle est de nature à faire perdre à l'intéressé sa qualité d'artisan rural, elle ne devrait pas donner lieu à cotisation au régime général puisqu'aux termes de l'article 1060 du code rural, l'artisan relève des prestations familiales agricoles. Si au contraire, l'activité commerciale l'emportait en raison du nombre et du chiffre des opérations commerciales, l'intéressé ne repondrait plus à la définition de l'artisan rural et devrait, à tous égards, relever du régime général, il lui demande s'il peut envisager de donner des précisions dans ce sens aux caisses, afin que soient évitées les doubles affiliations au titre d'activités complémentaires, mais non pas véritablement distinctes. (Question du 29 juin 1961.)

Réponse. — Sous réserve de l'appréciation souveraine des juridictions compétentes, l'administration considère, de même que l'honorable parlementaire, qu'un artisan remplissant les conditions prévues à l'article 616 du code rural relève du régime agricole, même s'il exécute, à titre accessoire, des opérations commerciales. L'attention de la caisse centrale d'allocations familiales agricoles a été appelée sur les difficultés de principe et de fait qui sont signalées.

10953. — M. Mahlas appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur la situation extrêmement précaire du marché avicole. Il lui signale qu'après la décision du Gouvernement ayant autorisé au mois de mai des importations massives alors que le prix du marché venait de dépasser le prix d'intervention fixé à 4,30 nouveaux francs, il s'est révélé devant l'effondrement rapide des cours que cette hausse n'était que passagère. Il lui demande quelles mesures il a l'intention de prendre en vue de permettre l'adaptation du marché avicole aux conditions nouvelles et notamment d'en assurer le soutien par un élargissement de la capacité de stockage et l'institution d'une société interprofessionnelle habilitée à encourager les exportations. (Question du 4 juillet 1961.)

Réponse. — 1° L'ouverture de frontière due aux cotations de 4,30 nouveaux francs atteintes les 4 et 5 mai par le prix moyen du poulet mort première qualité aux halles centrales de Paris, a été automatique et a résulté de l'application des textes réglementaires du 1^{er} mars 1960 qui, en retirant les volailles de la liste des produits libérés à l'importation ont néanmoins prévu l'application des dispositions du traité de Rome concernant la procédure du prix minimum en faveur des produits en provenance des pays de la C. E. E. L'ouverture de la frontière a d'ailleurs été de très courte durée (moins de cinq jours) et en raison de l'orientation à la baisse déjà sensible à cette époque les tonnages importés sont restés très faibles et n'ont pas eu d'influence déterminante sur l'évolution ultérieure du marché ; 2° les difficultés que traverse le marché de la volaille font l'objet des préoccupations constantes du ministre de l'agriculture qui étudie, en liaison avec les organismes représentatifs de la profession et avec les autres départements ministériels intéressés, les moyens d'assainir le marché. Un système d'aide à l'exportation fonctionne depuis le début de l'année 1961 et pour tenir compte de la récente évolution du marché il vient d'être décidé que l'aide pourrait être augmentée et mieux adaptée aux variations du marché. Les autres mesures proposées — aide au stockage, achat sur le marché — ont fait l'objet d'une étude approfondie. Une certaine prudence s'impose en ce domaine, car des mesures de soutien non assorties d'une discipline de la profession risquent de conduire à un développement excessif de la production rendant de plus en plus onéreuses et illusoirs les éventuelles interventions financières de l'Etat. Il

importe, d'autre part, de préciser comment se dérouleraient des opérations de report qui risquent, à leur expiration, de venir en concurrence avec l'aide directe à l'exportation ou ne peuvent que différer la prise de conscience des difficultés du marché ; 3° quant à l'agrément de la société interprofessionnelle de l'aviiculture, il ne peut être fonction que des interventions qu'il apparaîtrait utile de confier à cette société : les activités que ses promoteurs lui assignent sont d'ailleurs, dans la plupart des cas, étrangères à la procédure du conventionnement au titre du décret du 30 septembre 1953 concernant les organismes d'intervention économique de caractère privé.

10979. — **M. Sourbet** expose à **M. le ministre de l'agriculture** qu'à l'issue du conseil des ministres du 2 novembre 1960, il a été déclaré que le Gouvernement entendait indemniser les sinistrés agricoles victimes des inondations d'octobre 1960, indemnisation qui pourrait atteindre 75 p. 100 des biens détruits, mais que, par la suite, il n'a plus été tenu compte de cette promesse et que cela s'est traduit simplement par la possibilité offerte aux sinistrés d'obtenir des prêts des caisses de crédit agricole. Il lui demande si les nouvelles promesses faites aux agriculteurs dans sa déclaration radiodiffusée du 23 juin auront le même sort que celles du 2 novembre 1960 en attirant son attention sur les graves conséquences que pourraient avoir des promesses toujours faites et jamais tenues. (*Question du 5 juillet 1961.*)

Réponse. — La loi n° 60-1367 du 21 décembre 1960 relative à la participation de l'Etat à la réparation des dommages causés aux biens privés dans les départements victimes des inondations exceptionnelles de septembre-octobre et novembre 1960 et le décret d'application n° 61-220 du 3 mars 1961 ont prévu pour les dommages de caractère agricole, outre le bénéfice des dispositions des articles 675 à 679 et 696 du code rural, l'attribution d'une subvention en capital aux propriétaires sinistrés d'immeubles relevant de la législation applicable à l'habitat rural, et dans le cas de dommages causés aux immeubles non bâtis des exploitations agricoles la faculté pour les propriétaires sinistrés d'obtenir des indemnités. Les demandes des intéressés ont été instruites dans les départements sinistrés par une commission spéciale. D'autre part, en ce qui concerne les mesures envisagées par l'agriculture, dans la déclaration radiodiffusée du 23 juin 1961 du Premier ministre, celles-ci ont été annoncées au cours de la déclaration radiodiffusée du 29 juillet 1961. Un certain nombre d'entre elles, ont fait l'objet de textes d'application publiés au *Journal officiel* de la République française des jours suivants et notamment du 30 juillet 1961.

11036. — **M. Raymond Clergue** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur le fait que, dans certaines régions, des coupages de vins blancs et de vins rouges seraient vendus sous la dénomination, soit de « vins rouges », soit de « vins rosés ». Il rappelle qu'aux termes des dispositions du code du vin et de la jurisprudence de la cour de cassation, ne peut être mis en vente sous la dénomination de « vin rouge » que du vin provenant de la vinification de raisins rouges et ne peut être mis en vente sous la dénomination de « vin rosé » que du vin provenant de la vinification en blanc de raisins rouges. Il apparaît donc que la vente d'un coupage de vin blanc et de vin rouge ne peut être opérée que sous la dénomination : « vin provenant d'un coupage de vins rouges et de vins blancs ». Il lui demande de lui confirmer cette interprétation et de lui faire connaître les mesures qu'il entend prendre pour mettre fin aux pratiques abusives susrétées. (*Question du 7 juillet 1961.*)

Réponse. — Le coupage des vins rouges et des vins blancs entre eux ne constitue pas une manipulation frauduleuse à la condition d'être annoncé à l'acheteur par l'emploi de dénominations telles que « coupage de vin rouge et de vin blanc » ou « mélange de vin rouge et de vin blanc ». Des infractions ne manquent pas d'être relevées par le service de la répression des fraudes lorsque celui-ci constate que les vins ainsi coupés ne sont pas mis en vente sous les dénominations susvisées.

11185. — **M. Laurent** expose à **M. le ministre de l'agriculture** que les primes dues pour les livraisons de colza des récoltes 1958 et 1959 n'ont pas été jusqu'à ce jour versées à tous les producteurs, en particulier à ceux ayant livré leur colza à des organismes non coopératifs. Il lui demande si ce retard lui semble normal et quelles mesures il entend prendre pour que les règlements soient effectués dans les meilleurs délais. (*Question du 19 juillet 1961.*)

Réponse. — Au nombre des affaires non réglées transférées du fonds de garantie mutuelle et d'orientation des productions agricoles au fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles figurait le paiement de plus de trente mille primes à des producteurs ayant procédé à des livraisons de colza et de navette des récoltes 1958 et 1959 à des négociants. Le principe de ces primes avait été fixé par deux décisions n° 60-86 et n° 60-87 du 20 juillet 1960. L'institution du budget annexe du F. O. R. M. A. a rendu caduques, avant qu'elles aient commencé à recevoir exécution, les dispositions qui avaient été envisagées par l'administration chargée jusqu'en février 1961 de la comptabilité de l'ancien fonds de garantie mutuelle, en vue de régler une masse aussi importante de bénéficiaires. Le service de gestion du F. O. R. M. A., placé dans la nécessité de payer les intéressés par échéque individuel, émis sur le Trésor public, conformément au décret du 2 mars 1948, relatif au paiement des dépenses de l'Etat et des collectivités publiques, a dû, dans un délai restreint et en dépit de l'insuffisance de ses moyens, organiser et achever la liquidation des sommes dues aux producteurs et procéder à l'établissement des titres individuels de paiement, dont le nombre, sous certaines précautions, a pu être réduit à

19.500 par cumul des deux campagnes. Actuellement, 5.200 titres émis ont été ordonnancés ou sont en instance d'ordonnancement — 6.800 sont en cours de signature — 4.000 autres ont été préparés et sont en cours de vérification et de visa — 2.600 sont en cours d'établissement. Seuls demeurent en suspens 900 cas litigieux à régulariser. Les fréquentes irrégularités relevées dans les états produits, la non conformité des déclarations souscrites, le défaut de signature des producteurs attestant leurs livraisons, l'identification incomplète ou inexacte des titulaires des créances ont été autant d'obstacles supplémentaires au dénouement satisfaisant de la situation que dénonce l'honorable parlementaire.

11186. — **M. Laurent** rappelle à **M. le ministre de l'agriculture** que l'article 1^{er} de la loi n° 61-89 du 25 janvier 1961 prévoit (art. 1106-7, 3° du code rural) l'exemption totale des cotisations pour « les personnes qui, à quelque titre que ce soit, relèvent et bénéficient obligatoirement d'un autre régime d'assurance maladie, sous réserve que les prestations allouées soient au moins équivalentes à celles instituées par le présent chapitre ». Or, si l'article 23 du décret n° 61-295 du 31 mars 1961, qui prescrit l'immatriculation de tout exploitant agricole, même rentrant dans le cadre des dispositions prévues à l'article 1106-7, 3° du code rural semble conforme à la volonté exprimée par le Parlement, l'article 5 du décret n° 61-294 du 31 mars 1961 qui prévoit le remboursement des cotisations, sous certaines modalités, aux assujettis visés à l'article 1106-7, 3° du code rural laisse supposer l'obligation du paiement préalable des cotisations en contradiction avec le même article. C'est d'ailleurs le sens que lui ont donné les caisses de mutualité sociale agricole. Il lui demande quelles mesures il entend prendre pour que cesse d'être violés à la fois la volonté du législateur et l'article 37 de la constitution qui prévoit que « les textes de forme législative qui interviendraient après l'entrée en vigueur de la présente constitution ne pourront être modifiés par décret que si le Conseil constitutionnel a déclaré qu'ils ont un caractère réglementaire en vertu de l'alinéa précédent ». (*Question du 19 juillet 1961.*)

Réponse. — L'article 5 du décret n° 61-294 du 31 mars 1961 vise, en fait, les membres non salariés des professions agricoles qui effectuent occasionnellement des travaux salariés et qui, de ce fait, ne peuvent pas remplir ou ne remplissent pas d'une manière continue les conditions administratives d'ouverture du droit aux prestations des assurances sociales des salariés. Les membres non salariés des professions agricoles qui peuvent justifier de l'exercice d'un emploi salarié permanent dans des conditions leur ouvrant droit d'une manière continue aux prestations d'assurances sociales sont dispensés de toute cotisation au régime institué par la loi du 25 janvier 1961. Sur le modèle de bulletin d'adhésion établi par l'administration, figure d'ailleurs un questionnaire relatif aux activités professionnelles des requérants, autres que celle de chef d'exploitation ou du membre de la famille non salarié travaillant sur l'exploitation et à leurs droits éventuels aux prestations d'assurance maladie d'un régime d'assurances sociales, en qualité de salarié permanent. Sur le plan pratique, il s'agit de cas d'espèce, dont chacun doit faire l'objet d'un examen particulier.

11221. — **M. Fourmont** expose à **M. le ministre de l'agriculture** que l'article 4 de la loi du 2 août 1960 relative à l'enseignement et à la formation professionnelle agricoles prévoit, entre autres mesures, qu'un projet de loi de programme fixant les crédits nécessaires à la réalisation d'un programme d'investissement propre à assurer une implantation rationnelle des établissements d'enseignement et de formation professionnelle agricoles devra être soumis au Parlement avant le 31 décembre 1961 ; que ce programme doit constituer la première tranche d'un plan destiné à assurer, dans un délai de dix ans, l'existence dans chaque département du nombre d'établissements publics et privés reconnus nécessaires à la satisfaction des besoins de l'agriculture, compte tenu des demandes des familles rurales et des organisations professionnelles. L'article 5 de la même loi précise que le comité créé pour reprendre à l'échelon départemental ou régional les compétences et attributions des actuels comités organisés par les lois et règlements sur l'apprentissage agricole et sur l'enseignement agricole du premier degré abrogés par la loi du 2 août 1960, doit être consulté obligatoirement sur l'implantation des établissements publics et la reconnaissance des établissements privés. Il lui demande, étant donné l'urgence de préparer le plan : 1° s'il n'y aurait pas lieu de procéder sans retard à la création et à l'installation du comité prévu à l'échelon départemental ou régional par l'article 5 de la loi ; 2° s'il a été prévu et comment, de s'informer dans chaque département, auprès des familles rurales et des organisations professionnelles, des besoins de l'agriculture en établissements d'enseignement et de formation professionnelle agricoles tant publics que privés ; 3° dans quel délai, sous quelle forme et à quelle autorité devront être soumis les divers projets de création ou de transformation d'établissements déjà existants, notamment en ce qui concerne les lycées et collèges agricoles ou établissements privés assimilés, masculins et féminins, afin de les insérer dans le programme d'investissement. (*Question du 21 juillet 1961.*)

Réponse. — 1° La mise en place des comités départementaux de l'enseignement et de la formation professionnelle agricoles, sera effectuée, vraisemblablement, avant la fin de l'année 1961. En effet, les textes fixant la composition et les attributions de ces comités sont maintenant à peu près au point. Malgré certaines difficultés tenant aux conditions dans lesquelles la représentativité de toutes les activités intéressées peut être assurée dans un comité comportant un nombre de membres limité, la publication des décrets en Conseil d'Etat nécessaires devrait intervenir à bref délai : 2° et 3° les ingénieurs généraux de l'agriculture ont d'ores

et déjà rassemblé, avec la collaboration des services agricoles départementaux de leurs régions respectives (et souvent à la demande des préfets et des conseils généraux), les éléments d'un programme applicable aux années 1962 à 1965 et intéressant les créations ou transformations de lycées et collèges agricoles et féminins agricoles du secteur public. Bien entendu, les implantations définitives ne seront fixées qu'après avis pris des comités départementaux, qui ainsi auront la possibilité de permettre aux divers intéressés de manifester leurs besoins. Quant aux établissements privés, un projet de décret fixant pour eux les modalités de reconnaissance et d'octroi de l'aide financière de l'Etat doit être pris prochainement. Il leur permettra de demander leur reconnaissance à un niveau déterminé, qui devra être justifié, et la participation de l'Etat à leurs dépenses de fonctionnement et d'équipement. Les précisions quant à la procédure à suivre pour ces demandes seront fixées par ce décret. Les comités départementaux de l'enseignement et de la formation professionnelle agricoles auront également à connaître de ces demandes et à formuler un avis, ce qui conduira ainsi à une connaissance complète des éléments nécessaires à l'établissement d'une carte de l'enseignement agricole.

11227. — M. Waldeck Rochet expose à M. le ministre de l'agriculture que la détermination de l'inaptitude au travail en vue de l'attribution de la retraite vieillesse agricole à soixante ans est, en fait, laissée à la seule appréciation de la caisse nationale d'allocations vieillesse agricole. Or, il arrive fréquemment que la retraite vieillesse est refusée à des requérants âgés de soixante ans du seul fait qu'ils ont une incapacité reconnue ne dépassant pas 90 p. 100, alors que le droit à la retraite à soixante ans est accordé aux salariés de l'agriculture ayant une incapacité égale à 66 p. 100. Lorsqu'il s'agit d'un exploitant agricole n'employant aucune main-d'œuvre salariée on ne saurait pourtant soutenir que la différence de taux de l'invalidité entre lui et un salarié correspond au travail de direction. Il lui demande s'il n'estime pas indispensable de prescrire que tout exploitant âgé de soixante ans n'employant aucune main-d'œuvre salariée, ayant une incapacité égale à 66 p. 100, ait droit à l'attribution de la retraite vieillesse. (Question du 21 juillet 1961.)

Réponse. — La reconnaissance de l'inaptitude au travail pour l'attribution de la retraite vieillesse agricole avant le soixante-cinquième anniversaire appartient, en cas de désaccord entre le postulant et la caisse départementale de mutualité sociale agricole, au contentieux technique de la sécurité sociale (art. 29 et suivants du décret n° 58-7291 du 22 décembre 1958) : commissions régionales d'inaptitude au travail et, en appel, commission nationale technique (section agricole). Ces commissions statuent en considération des éléments de faits qui permettent d'apprécier, conformément à l'article 36 du décret n° 52-1166 du 18 octobre 1952, la capacité physique et mentale et les possibilités d'exercer une activité professionnelle. La capacité physique et mentale permet le travail de direction et de contrôle et des décisions tiennent par conséquent compte de l'importance de l'exploitation et de sa nature.

11234. — M. Cassez expose à M. le ministre de l'agriculture les faits suivants : un fils d'exploitant a régulièrement travaillé chez son père jusqu'au 20 janvier 1961 ; à cette date, il s'est engagé en qualité de salarié agricole chez un tiers ; marié le 16 janvier 1961, son épouse est en état de grossesse et l'accouchement est prévu pour fin novembre 1961 ; cet assuré ne réunit pas, au regard des assurances sociales agricoles obligatoires, les conditions exigées des assurés ayant eu, au cours de la période de référence, la qualité de membre de la famille. En application de la nouvelle loi sur l'assurance maladie des exploitants agricoles, dont les dispositions sont applicables depuis le 1^{er} avril, il aurait eu droit aux prestations assurance-maternité s'il était resté membre de la famille. Il apparaît inconcevable que l'intéressé ne puisse bénéficier des mêmes prestations du seul fait qu'il est devenu salarié. Il lui demande si des règles de coordination ne sont pas prévues en vue de résoudre favorablement des cas particuliers de ce genre. (Question du 21 juillet 1961.)

Réponse. — En raison de l'identité des prestations du régime obligatoire d'assurances sociales agricoles des salariés et du régime d'assurance maladie des exploitants agricoles, réserve faite des indemnités journalières, le ministre de l'agriculture ne s'opposerait pas à ce que, dans le cas considéré, les périodes d'activité professionnelle en qualité d'aide familial soient assimilées, à condition qu'il soit justifié des faits, à des périodes d'activité salariée pour l'ouverture du droit aux prestations en nature de maternité du régime des salariés. Si l'honorable parlementaire veut bien faire connaître l'état civil de l'assuré en cause, les instructions utiles pourront être adressées à la caisse de mutualité sociale agricole intéressée.

11262. — M. Méhaignerie expose à M. le ministre de l'agriculture que les dispositions de la loi du 30 juin 1956, instituant l'allocation supplémentaire défavorise nettement les personnes qui ont cessé d'exploiter puisque, pour cette catégorie de requérants, le taux de rente à appliquer à la valeur des biens pour l'appréciation des revenus est de 10,9 p. 100 pour une personne âgée de soixante-cinq ans ou plus et d'un taux légèrement inférieur pour des personnes moins âgées — ce même taux étant d'ailleurs applicable lorsqu'il s'agit d'exploitants encore en activité dont les terres cultivées ont un revenu cadastral supérieur à 20.000 anciens francs ; que, dans le cas où les terres encore exploitées ont un revenu cadastral

compris entre 2.000 et 20.000 anciens francs, le taux de rente à appliquer à la valeur des biens est fixé, comme pour l'allocation de vieillesse agricole, c'est-à-dire à 3 p. 100 ; qu'il convient de noter par ailleurs que les bénéficiaires de l'allocation supplémentaire ayant cotisé au moins cinq années au régime d'assurance vieillesse agricole et qui, de ce fait, doivent être assujettis obligatoirement au régime d'assurance maladie des exploitants agricoles, sont exonérés de toutes les cotisations au titre de ce régime lorsqu'ils ont cessé d'exploiter et même lorsqu'ils continuent d'exploiter, quelle que soit la superficie de leurs biens, que les personnes qui continuent l'exploitation de terres d'un revenu cadastral inférieur à 20.000 francs sont encore favorisées puisque, dans le régime d'assurance maladie, elles sont exonérées de leur propre cotisation, élargissant encore le fossé créé entre eux et ceux qui ont cessé d'exploiter, d'autant que parmi ces derniers un certain nombre ne pourra pas bénéficier de l'assurance maladie dès lors qu'ils n'auront pas cotisé à l'assurance vieillesse agricole, ce qui est le cas de tous ceux qui ont quitté leur ferme et qui ne sont plus aides familiaux depuis 1956 ; il lui demande s'il n'envisage pas d'apporter à la législation actuelle les modifications qui s'imposent pour remédier aux anomalies dont sont ainsi victimes les personnes ayant cessé leur exploitation. (Question du 22 juillet 1961.)

Réponse. — Les dispositions du deuxième alinéa de l'article 689 du code de la sécurité sociale constituent, en faveur des petits exploitants, une dérogation au principe général posé par l'alinéa 1^{er} du dit article pour l'évaluation des ressources. Son extension aux anciens exploitants aurait des incidences financières qui n'ont pas permis d'envisager une modification législative.

11263. — M. Méhaignerie appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur les difficultés auxquelles donne lieu pour l'application de la loi relative à l'assurance maladie des exploitants agricoles l'appréciation de l'assujettissement et de l'ouverture du droit aux prestations en ce qui concerne les aides familiaux qui ont cessé antérieurement au 1^{er} avril 1961 toute activité agricole du fait d'une cause médicalement constatée ; les premières interprétations qui ont été données aux textes réglementaires prévoient que l'aide familial ne peut être assujéti qu'à la condition de vivre et de travailler sur l'exploitation au 1^{er} avril 1961, date de mise en application de ladite loi, ce qui entraîne le refus d'affiliation de tous ces aides familiaux qui, au 1^{er} avril 1961, ne travaillaient plus pour cause de santé et qui n'ont pas repris d'autres activités. Il lui rappelle que le droit aux prestations de l'assurance maladie doit être maintenu pendant les cinq semestres civils suivant celui au cours duquel l'intéressé a cessé tout travail pour une cause médicalement constatée, ce qui revient à dire que si la loi avait existé au 1^{er} juillet 1958, toute personne et notamment tout aide familial qui aurait été affilié à l'époque comme vivant et travaillant sur l'exploitation serait en mesure de percevoir des prestations jusqu'au 30 juin 1961, cinquième semestre civil suivant le deuxième semestre 1958 au cours duquel l'intéressé a dû cesser tout travail pour raison de santé. Il lui demande de lui faire connaître : 1° si les caisses mutualistes d'assurance vieillesse agricole doivent accepter l'affiliation au 1^{er} avril 1961 de ces aides familiaux qui auraient été assujettis au 1^{er} juillet 1958, même s'ils sont devenus incapables de travailler depuis le 2 juillet 1958 et si elles doivent leur servir des prestations jusqu'à fin 1961 et leur octroyer, le cas échéant, une pension d'invalidité dès lors que des droits leur ont été ouverts à l'assurance maladie depuis le 1^{er} avril 1961 ; 2° si, en outre, les caisses ne doivent pas assujettir au régime comme aide familial toute personne qui eût rempli, si la loi avait été applicable à l'époque considérée, les conditions d'assujettissement depuis l'âge de seize ans, ne serait-ce qu'au titre d'un semestre. (Question du 22 juillet 1961.)

Réponse. — Il a été admis que les aides familiaux des chefs d'exploitation ayant interrompu leur travail et ne l'ayant pas repris, sur justification médicale, pendant les cinq semestres civils précédant celui incluant le 1^{er} avril 1961, date d'entrée en vigueur de la loi du 25 janvier 1961, n'étaient pas exclus du champ d'application du nouveau régime obligatoire d'assurance maladie des exploitants et pouvaient prétendre aux prestations d'assurance maladie de ce régime jusqu'à l'expiration du sixième semestre d'arrêt de travail, ils peuvent également prétendre, le cas échéant, à une pension d'invalidité, pourvu qu'ils soient âgés de moins de soixante ans lors de la constatation de l'invalidité au sens de l'article 18 du décret n° 61-294 du 31 mars 1961 et que l'état d'invalidité ne soit pas reconnu remonter à une date antérieure au 1^{er} avril 1961. Chaque cas doit faire l'objet d'un examen particulier, le point délicat étant la plupart du temps de justifier de la nécessité médicale de l'arrêt de travail survenu avant le 1^{er} avril 1961 ; 2° réserve faite du cas particulier évoqué ci-dessus, il ne saurait être question d'assujettir au régime d'assurance maladie précité, en qualité d'aide familial, les personnes qui ont travaillé en cette qualité à un moment quelconque de leur existence antérieurement au 1^{er} avril 1961 et qui, à cette dernière date, n'avaient plus cette qualité. Il résulte, en effet, des termes mêmes de l'article 1106-1 (2) du code rural que la qualité d'aide familial n'est accordée, pour l'application du nouveau régime, qu'aux membres de la famille de l'exploitant qui vivent sur l'exploitation et participent à sa mise en valeur, ce qui exclut les anciens aides familiaux autres que ceux qui sont visés au 3° du même article.

11328. — M. Godonnière expose à M. le ministre de l'agriculture que les récents décrets relatifs à l'organisation de la sécurité sociale agricole ne semblent prévoir aucune représentation des syndicats médicaux au sein des conseils d'administration chargés de la gestion

de ces organismes. Il lui demande : 1° s'il ne pense pas que cette lacune risque de causer un préjudice grave au bon fonctionnement du régime nouveau d'assurance maladie des exploitants ; 2° quelles mesures il compte prendre pour la combler dans un proche avenir. (Question du 5 août 1961.)

Réponse. — Les dispositions récentes, en particulier celles du décret n° 61-99 du 17 janvier 1961 relatif à l'adaptation aux organismes de mutualité sociale agricole des dispositions du décret n° 60-452 du 12 mai 1960 n'ont pas apporté de modification à la structure des conseils d'administration de la mutualité sociale agricole. La composition de ces conseils d'administration reste régie par les dispositions de l'article 1004 du code rural et conserve son caractère strictement professionnel. L'absence de représentation des syndicats médicaux dans ces conseils n'apporte aucune gêne au fonctionnement du nouveau régime de l'assurance maladie, invalidité et maternité des exploitants agricoles et des membres non salariés de leur famille, institué par la loi n° 61-89 du 25 janvier 1961. Il convient de remarquer que les nouveaux services institués par cette loi peuvent également être gérés par des compagnies d'assurances au conseil d'administration desquelles les syndicats médicaux n'ont évidemment aucune représentation en cette seule qualité. Dans ces conditions, aucune mesure n'est envisagée pour assurer une représentation des syndicats médicaux dans les conseils d'administration de la mutualité sociale agricole.

FINANCES ET AFFAIRES ECONOMIQUES

10512. — M. Moynet expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'aux termes de l'article 111, deuxième alinéa, les « sommes avancées aux associés viennent en déduction des revenus distribués de la période d'imposition au cours de laquelle elles ont été effectivement remboursées à la personne morale ». Il lui demande : 1° si les avances dont a bénéficié la cogerante, aujourd'hui décédée, d'une société à responsabilité limitée et qui furent taxées au moment de la mise à la disposition peuvent bénéficier de la disposition ci-dessus rappelée lorsqu'elles sont remboursées par les héritiers coassociés ; 2° si dans le cas d'une réponse affirmative les héritiers coassociés peuvent bénéficier du crédit d'impôt prévu par l'article 29 de la loi n° 59-1472 du 28 décembre 1959 et de quelle façon ce dernier pourrait s'appliquer. (Question du 10 juin 1961.)

Réponse. — Il est fait connaître à l'honorable parlementaire que les services compétents procèdent actuellement à l'étude des difficultés que soulève l'application des dispositions de l'article 111 a du code général des impôts sous le nouveau régime de l'impôt unique sur le revenu des personnes physiques institué par la loi n° 59-1472 du 28 décembre 1959. A l'issue de cette étude, le Gouvernement sera éventuellement amené à proposer au Parlement l'adoption de mesures législatives tendant à résoudre ces difficultés.

INTERIEUR

11367. — M. Le Tac expose à M. le ministre de l'intérieur qu'une veuve se rendant récemment sur la tombe de son mari, qu'elle visitait régulièrement deux fois par mois dans un cimetière parisien de la banlieue, s'est aperçue que cette tombe avait été vidée, en même temps que toute la division à laquelle elle appartenait. S'étant renseignée auprès du service compétent, elle a appris que cette décision avait été prise du fait du non-renouvellement par elle des frais de la concession quinquennale, et que les familles n'étaient prévenues que par voie d'affiche. Il lui demande : 1° s'il ne serait pas possible de prévenir individuellement les familles lorsque les droits des concessions viennent à échéance ; 2° si l'on peut envisager des tarifs de renouvellement très réduits pour économiquement faibles. (Question du 5 août 1961.)

Réponse. — Le cas cité par l'honorable parlementaire se rapporte vraisemblablement à une inhumation en terrain commun, et non pas en terrain concédé, les concessions temporaires étant en principe d'une durée supérieure à cinq ans. La reprise du terrain commun par la commune est de droit à l'expiration du délai prévu par le règlement du cimetière pour le renouvellement des fosses. Ce délai de rotation ne peut être inférieur à cinq années (article 6 du décret du 23 Prairial an XII). Un arrêté municipal fait connaître la date à laquelle les terrains seront repris et précise le délai qui sera laissé aux familles pour retirer les objets et signes funéraires existants sur ces terrains. Cet arrêté qui est soumis aux règles ordinaires de publication des règlements municipaux, est affiché à la mairie et à la porte du cimetière. Il peut également faire l'objet d'une insertion dans deux journaux paraissant dans le département. Il est exceptionnel qu'il soit notifié individuellement aux familles en raison de l'ignorance où se trouve généralement l'administration communale de l'adresse des personnes à avertir. En réponse à la seconde question, qui n'est pas directement liée au développement ci-dessus, il convient de souligner que le conseil municipal est maître des tarifs de renouvellement des concessions et que c'est à lui qu'il appartiendrait, le cas échéant, de prévoir des réductions de tarif en faveur des économiquement faibles.

SANTE PUBLIQUE ET POPULATION

11123. — M. Duterne expose à M. le ministre de la santé publique et de la population la situation particulièrement critique des infirmières soignantes. Il existe depuis longtemps une crise de recrutement des infirmières des services hospitaliers. C'est ainsi que pour les trois hôpitaux de la ville de Lille (cité hospitalière, Charité,

Calmette) sur les cinq cents postes d'infirmières, deux cents sont dépourvus de titulaires ; les infirmières restantes accomplissent un lourd travail et font des heures supplémentaires récupérables, mais non payées. Dans un service comportant normalement treize infirmières diplômées, il n'en reste que trois, les dix autres se sont mariées, l'exercice de leur profession est pour beaucoup de jeunes infirmières incompatible avec le mariage. Leur salaire est dérisoire, vis-à-vis des salaires et des horaires offerts dans le « secteur privé » : les usines, les mines, à la S. N. C. F... Il est à signaler que certaines infirmières gagnent moins que certains manœuvres. On a tenté de remédier à cet état de choses par l'abaissement de l'âge de recrutement des élèves infirmières de 19 à 17 ans et 5 mois, mais cette mesure a soulevé de vives critiques parmi les éducatrices. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour obvier à une désertion bien involontaire et compréhensible et pour revaloriser la profession d'infirmière soignante, mesure dont on parle depuis dix ans, sans que rien n'ait encore été fait, alors même que le personnel auxiliaire vient de voir ses salaires revalorisés. (Question du 13 juillet 1961.)

Réponse. — Le ministre de la santé publique et de la population n'ignore pas les difficultés que rencontrent beaucoup d'administrations hospitalières du fait de l'insuffisance numérique de leur personnel infirmier et il est pleinement conscient de la nécessité d'améliorer sans retard les conditions de recrutement de ce personnel dans les hôpitaux publics. A cet effet, les efforts en vue de l'augmentation du nombre des élèves infirmières par la multiplication des écoles et des bourses d'études sont poursuivis. Par ailleurs, le conseil supérieur de la fonction hospitalière a été appelé le 22 juin 1961 à se prononcer sur l'augmentation des rémunérations du personnel infirmier des hôpitaux publics. Il y a tout lieu de penser que les décisions qui seront prises très prochainement à ce sujet se traduiront par une revalorisation sensible de la fonction d'infirmière dans lesdits établissements.

11381. — M. Dilligent demande à M. le ministre de la santé publique et de la population si les dispositions de l'article L. 49 du code des débits de boissons et des mesures de lutte contre l'alcoolisme doivent s'appliquer dans le cas d'un cinéma situé à 150 mètres d'un édifice de culte et si, en conséquence, il est interdit à l'exploitant de ce cinéma de vendre de la bière et du vin pendant les entr'actes, étant précisé qu'il s'agit d'un cinéma dont les entr'actes durent environ deux ou trois heures au maximum par semaine. (Question du 5 août 1961.)

Réponse. — La vente pour consommer sur place des boissons alcooliques, même si, comme dans le présent cas, elle n'est pas permanente, nécessite une licence de débits de boissons. Or, les dispositions des articles L. 49-1 et suivants du code des débits de boissons et des mesures contre l'alcoolisme interdisent la création de nouveaux débits à l'intérieur d'un périmètre dont le diamètre est fixé par arrêté préfectoral, notamment autour des édifices de cultes. Elles n'interdisent pas, par contre, le maintien des débits de boissons alcooliques existants à l'intérieur de ce périmètre. En conséquence, ce n'est que dans la mesure où l'établissement dont il s'agit ne serait pas titulaire d'une licence de débits de boissons délivrée précédemment, et qu'il serait situé à l'intérieur du périmètre fixé par le préfet autour de l'édifice de culte, qu'il lui serait interdit de disposer d'une licence de débits de boissons alcooliques et, par conséquent, de vendre des boissons alcooliques durant les entr'actes.

11440. — M. Doublet expose à M. le ministre de la santé publique et de la population que les conditions d'attribution de l'allocation de loyer prévues à l'article 161 du code de la famille et de l'aide sociale font l'objet du décret n° 61-498 du 15 mai 1961. Or, de nombreux dossiers sont actuellement en instance du fait que la circulaire d'application du décret précité n'est pas encore parue. Il lui demande s'il compte faire en sorte que toute diligence soit faite afin que la circulaire d'application parvienne dans le plus bref délai possible. (Question du 19 août 1961.)

Réponse. — M. le ministre de la santé publique et de la population a l'honneur de faire connaître à l'honorable parlementaire que la circulaire interministérielle d'application du décret n° 61-498 du 15 mai 1961 relative à l'allocation de loyer a été adressée à tous les préfets le 18 août 1961.

TRAVAIL

11174. — M. Ziller attire l'attention de M. le ministre du travail sur la coordination des divers régimes de retraites des cadres et non-cadres et demande : 1° si, conformément au règlement établi par l'union nationale des institutions de retraites des salariés (U.N.I.R.S.), le nombre des annuités valables pour la retraite professionnelle des « employés de banques » — non-cadres — a bien été ramené de vingt à cinq ans ; 2° si des accords de coordination étaient intervenus, quelle serait la situation d'une personne dans l'exemple suivant : un cadre après avoir reconstitué sa carrière de cadre, mais non sa carrière antérieure de non-cadre, peut-il faire valider cette dernière période, à savoir celle de non-cadre, au cours de laquelle il a été « employé de banque — non-cadre » et, dans l'affirmative, à quel organisme doit-il s'adresser, car les accords de coordination ne bénéficient pas d'une large publicité ; 3° si, dans le cas contraire, aucun accord de coordination n'est intervenu, il apparaît qu'il ne pourrait y avoir cumul de retraite liquidée par un seul et même organisme et l'intéressé ne pourrait intervenir

après de sa caisse des cadres pour la validation des années de services en qualité de « non-cadre » ; dans ce cas, existe-t-il plusieurs régimes de retraites pour les employés de banque, quels sont-ils et auquel l'intéressé doit, en la circonstance, s'adresser. (Question du 19 juillet 1961.)

Réponse. — Le régime de retraites des banques résulte de la convention collective nationale de travail du personnel des banques. Il est sans relation avec le règlement de l'Union nationale des institutions de retraites des salariés (U. N. I. R. S.). Les textes relatifs à la coordination des régimes de retraites professionnels obligent les institutions qui gèrent lesdits régimes à tenir compte, pour l'appréciation des droits des intéressés, des périodes d'affiliation aux autres institutions gérant également un régime de retraite professionnel. Conformément aux dispositions de la loi du 2 août 1961, la coordination joue dorénavant de plein droit sans que les institutions aient à passer d'accords à cet effet. Les anciens employés de banques qui, compte tenu de l'affiliation à un régime de retraite professionnel autre que celui de la banque, totalisent vingt ans de services valables doivent faire examiner leur situation par le comité inter-bancaire, 18, rue La Fayette, Paris.

11238. — M. Bernasconi demande à M. le ministre du travail : 1° dans quelles conditions a été agréé l'aérium de l'Audronnière (Loiret-Cher). Propriété de l'Union des syndicats C. G. T. de la Seine, cet établissement semble en effet admettre d'autres catégories d'enfants que celles qui sont expressément prévues par l'ordonnance du 31 octobre 1945 relative à la lutte contre la tuberculose, si l'on s'en rapporte au dépliant publié par l'organisation syndicale susvisée selon lequel il serait réservé aux enfants exposés à la tuberculose mais qui ne relèvent pas du préventorium et également « aux enfants présentant une altération passagère de l'état général ». L'adverbe « également » a incontestablement pour conséquence, en étendant le bénéfice de ce régime à des catégories d'enfants qui ne remplissent pas la condition essentielle prévue par le législateur à savoir « être exposé à la tuberculose » de modifier la qualification même de l'établissement ; 2° s'il ne pense pas que le fait pour les dirigeants d'accorder une réduction de 40 p. 100 du ticket modérateur « aux syndiqués C. G. T. » (ainsi que le proclame le dépliant publicitaire sous la forme : prix total du séjour 10.170 F, 6.170 F pour les syndiqués C. G. T.) constitue une violation à la fois des prescriptions de la sécurité sociale visant l'application du ticket modérateur et du principe de neutralité qui doit dominer en toutes circonstances l'action sanitaire et sociale de ses services. (Question du 21 juillet 1961.)

Réponse. — 1° L'article 3 de l'annexe VII au décret du 9 mars 1956, définissant les conditions d'autorisation des établissements privés de cure et de prévention pour les soins aux assurés sociaux, stipule : « Les aériums sont des établissements affectés aux enfants qui sont exposés à la tuberculose, mais qui ne relèvent pas du préventorium. Ces enfants appartiennent à une des catégories suivantes : a) enfants relevant d'une affection médicale ou chirurgicale entraînant une longue convalescence ; b) enfants dont l'état général est atteint ; c) enfants devant être soustraits à la contamination et séparés du milieu familial ». Les établissements de lutte antituberculeuse, auxquels appartiennent les aériums, sont tout d'abord agréés par le ministre de la santé publique en application de l'article 25 de l'ordonnance du 31 octobre 1945, relative à l'organisation de la lutte contre la tuberculose. Les établissements qui ont reçu ledit agrément sont réputés remplir les conditions techniques exigées par le décret du 9 mars 1956 précité. La commission régionale d'agrément des établissements privés de cure et de prévention présidée par l'inspecteur divisionnaire de la santé, vérifie uniquement si ces établissements remplissent les conditions administratives exigées avant de leur accorder l'autorisation prévue à l'article 272 du code de la sécurité sociale ; 2° aucune disposition législative ou réglementaire n'interdit à des tiers tels que des sociétés de secours mutuels, des comités d'entreprises, etc., de rembourser à certains assurés sociaux tout ou partie du « ticket modérateur », éventuellement laissé à la charge de ces derniers. Il peut en être ainsi même lorsque les soins ont été dispensés aux assurés sociaux intéressés dans des établissements appartenant à des tiers. Ces remboursements ne paraissent donc pas susceptibles d'être considérés comme des violations des dispositions relatives au « ticket modérateur », ou de porter atteinte au principe de la neutralité de l'action sanitaire et sociale menée par les caisses de sécurité sociale. Dans ces conditions, il est possible à l'Union des syndicats C. G. T. de la Seine de consentir une « réduction de 101,70 NF à 61,70 NF, de la part des frais de séjour restant à la charge des assurés sociaux membres de cette confédération après remboursement par les caisses de sécurité sociale — soit une réduction de 40 p. 100 environ du « ticket modérateur » — mais la charge financière résultant de l'attribution de ces avantages ne peut en aucun cas être supportée par l'aérium. Il appartient au préfet chargé de fixer le prix de journée de l'établissement, de s'assurer que cette condition est bien remplie.

11255. — M. Waldeck Rochet, se référant à la réponse faite le 29 juin 1961 à sa question écrite n° 9954, fait observer à M. le ministre du travail : 1° que si, suivant les principes dégagés par la jurisprudence, les services de main-d'œuvre lorsqu'ils sont saisis d'une demande d'autorisation de licenciement au titre du contrôle de l'emploi, encore faut-il que l'employeur ait demandé l'autorisation de licencier le salarié, ce qui n'est pas le cas pour l'entreprise visée par la question ; 2° que si les services de la main-d'œuvre doivent fonder leur décision en tenant compte uniquement de la portée économique du licenciement, il y aurait lieu de savoir ce

qu'il faut entendre par « portée économique », surtout lorsque la personne licenciée est une mère de famille, élevant seule deux enfants. Il lui demande : 1° s'il n'envisage pas de renforcer, en faveur des salariés, la réglementation applicable en matière de contrôle de l'emploi ; 2° si, à côté du corps des inspecteurs du travail dont les décisions sont trop souvent contestées par les salariés, il n'a pas l'intention de déposer un projet de loi tendant à l'institution d'un corps de délégués ouvriers à l'inspection du travail et au contrôle des lois sociales, élus par les travailleurs. (Question du 22 juillet 1961.)

Réponse. — Il convient d'observer tout d'abord qu'en matière de contrôle de l'emploi la limite de la compétence du ministère du travail est fixée par l'ordonnance du 24 mai 1945 et les textes pris pour son application. En outre, le Conseil d'Etat a défini par une jurisprudence constante le sens et la portée des dispositions de la loi précitée, notamment en matière de contrôle des licenciements, et a dégagé les principes en application desquels l'administration était habilitée à opposer un refus aux mesures envisagées par les chefs d'entreprises. La Haute Assemblée, en soulignant le caractère exclusivement économique de la législation en cause, a précisé que l'administration ne devait pas s'immiscer dans les rapports du droit privé existant entre patrons et salariés et se substituer aux tribunaux compétents pour trancher les litiges nés de l'exécution ou de la résiliation d'un contrat de travail, la liberté d'appréciation des services chargés de l'application du « contrôle de l'emploi » étant limitée à la matérialité des faits allégués à l'appui des mesures de licenciement et aux incidences que ces mesures peuvent avoir sur le seul plan économique (18 juin 1947 : Société des chaussures André ; 3 décembre 1948 : Société des Etablissements Mercier ; 28 octobre 1949 : Société des ateliers du Cap-Jancq ; 7 mars 1956 : Société nouvelle de constructions mécaniques ; 23 octobre 1959 : Société Jérôme et Bonnefoy). Il est bien évident que les considérations économiques rappelées ci-dessus qui impliquent l'examen des diverses incidences sur la situation générale de l'emploi dans l'entreprise ou sur le marché local du travail ne sauraient se rencontrer que d'une manière exceptionnelle dans l'hypothèse d'un licenciement individuel. Dans le cas évoqué par l'honorable parlementaire, le licenciement n'a pas été motivé par des raisons économiques, l'enquête effectuée à ce sujet par l'inspecteur du travail ayant permis d'établir qu'il s'agissait d'une mesure disciplinaire pour fautes professionnelles. Dans ces conditions, à supposer que l'employeur n'ait pas respecté les dispositions législatives et réglementaires relatives à la demande d'autorisation de licenciement, il n'en demeure pas moins que seuls les tribunaux compétents peuvent se prononcer dans le cas de l'espèce sur le caractère abusif de la rupture du contrat de travail et accorder le cas échéant des dommages-intérêts conformément aux dispositions de l'article 23 du livre I^{er} du code du travail. Il convient d'indiquer d'autre part que les services de l'inspection du travail et de la main-d'œuvre ont reçu tout particulièrement mission dans tous les cas où ils sont appelés à intervenir en application de la législation en cause de s'assurer que les garanties prévues par la loi sont respectées, notamment en ce qui concerne l'avis du comité d'établissement, l'application du règlement intérieur visant l'ordre des licenciements et les motifs économiques invoqués pour justifier une compression de personnel. Au cours des enquêtes auxquelles ils procèdent à cet effet, les inspecteurs du travail ne manquent pas d'entendre s'ils l'estiment nécessaire les représentants du personnel. Il n'est donc pas possible de substituer à leur action — dont il y a lieu de souligner qu'elle s'exerce avec une totale indépendance et une grande conscience professionnelle — celle de délégués ouvriers à l'inspection du travail élus par les travailleurs.

11307. — M. Pinoteau expose à M. le ministre du travail que certains jugements des conseils de prud'hommes alloient aux demandeurs de sommes qui, si elles avaient été versées lors de l'existence du contrat de travail avec la maison défenderesse, eussent été génératrices de cotisations de sécurité sociale et de celles pour les Assédic ; que, cependant, il n'en est presque jamais ainsi, les sommes à verser parfois à un huissier de justice devant être non amputées ; il lui demande de vouloir bien lui fournir toutes précisions quant à l'attitude qu'il sied de prendre à cet égard. (Question du 29 juillet 1961.)

Réponse. — L'assiette des cotisations de sécurité sociale est, jusqu'à concurrence du plafond correspondant à la périodicité des payés, constituée, aux termes de l'article L. 120 du code de la sécurité sociale, par l'ensemble des rémunérations ou gains, y compris les primes, indemnités ou tous autres avantages en espèces et en nature versés aux travailleurs en contrepartie ou à l'occasion du travail. Il en est ainsi de l'indemnité de préavis, allouée à un employé licencié, qui doit donner lieu au versement des cotisations de sécurité sociale, dans la limite du plafond de la dernière paye, que le salarié ait ou non continué d'occuper son emploi pendant la durée du préavis. Toutefois, le travailleur peut, en exécution d'une convention collective ou d'un contrat de travail, percevoir, en plus de l'indemnité de préavis, une indemnité dite de licenciement. Par ailleurs, en cas de rupture abusive, les juridictions compétentes peuvent ordonner le versement, à son profit, de dommages et intérêts. Il résulte d'une jurisprudence constante que ces différentes indemnités ne sont pas passibles du versement des cotisations de sécurité sociale.

11383. — M. Deshors expose à M. le ministre du travail qu'en matière de sécurité sociale, l'inscription obligatoire des honoraires perçus par le médecin sur la feuille de maladie de son client, présente le grave inconvénient de porter inévitablement la somme inscrite à la connaissance du pharmacien : qu'ainsi, celui-ci peut

pratiquement, s'il le veut, contrôler les recettes du ou des médecins, en particulier dans les centres de faible importance où les clients du médecin et du pharmacien se superposent à peu près exactement. Il lui demande s'il ne serait pas possible de proposer une feuille de maladie susceptible d'être partiellement cachetée et, ainsi, propre à conserver le caractère absolument personnel et confidentiel des honoraires perçus par le médecin. (Question du 5 août 1961.)

Réponse. — En application des dispositions de l'article 4 (§ 7) de la convention-type à intervenir entre caisses régionales de sécurité sociale et syndicats médicaux, annexée au décret n° 60-451 du 12 mai 1960 relatif aux soins médicaux dispensés aux assurés sociaux, le médecin est tenu d'inscrire sur la feuille de maladie le montant des honoraires qu'il a perçus et en donne l'acquit par une mention portée dans une colonne spéciale. Cette mesure constitue une garantie du respect des tarifs conventionnels par le praticien. L'inscription des honoraires sur la feuille de maladie est également prévue par l'article 1994 du code général des impôts, en vue de permettre la déclaration fiscale obligatoire par les caisses de sécurité sociale des honoraires perçus par les praticiens. La double nécessité — sociale et fiscale — à laquelle répond cette obligation, interdit d'en envisager la suppression. Et les inconvénients réels signalés par l'honorable parlementaire ne sont pas cependant d'une gravité suffisante pour justifier les complications administratives et l'augmentation des frais de gestion qui découleraient d'une modification de l'imprimé réglementaire. Au surplus, dans un régime de conventions, l'expérience prouve que les médecins respectent généralement les tarifs. Connaissant la valeur unitaire de la consultation et de la visite, le pharmacien aurait, néanmoins, s'il le désirait, la possibilité de connaître approximativement les honoraires reçus par les médecins.

11420. — M. Duvallard expose à M. le ministre du travail le cas suivant : un commerçant, exerçant depuis dix-sept ans dans la même ville, emploie un certain nombre de courtiers libres, eux aussi patentés et payant personnellement des cotisations de sécurité sociale, en qualité de travailleurs indépendants. Le contrat qui lie ces personnes au commerçant précise bien leur statut de courtiers libres et indépendants, ne les astreint à aucune servitude à l'égard de leur employeur, ni ne les oblige à accomplir des heures de travail ou de présence définies. Ce contrat prévoit que les courtiers devront faire leur affaire personnelle des cotisations de sécurité sociale, au paiement desquelles ils sont astreints pour leur propre personne et pour leurs employés éventuels. Il lui demande : 1° si la caisse de sécurité sociale régionale peut, au mépris de l'article 241 du code de la sécurité sociale, exiger de ce commerçant, pour ces courtiers, le paiement des cotisations de sécurité sociale avec effet rétroactif remontant à la date de chacun des contrats particuliers ; 2° si la caisse de sécurité sociale des travailleurs indépendants peut, dans les mêmes moments, refuser de ces travailleurs indépendants les cotisations qu'ils continuent à vouloir verser à sa caisse, celle-ci continuant, malgré tout, de payer les diverses indemnités auxquelles ils pourraient prétendre. (Question du 12 août 1961.)

Réponse. — Il est exact que l'article L. 241 du code de la sécurité sociale ne vise, au nombre des personnes obligatoirement assujetties à la sécurité sociale, que les voyageurs, représentants ou placiers de commerce répondant aux conditions de l'article 29 K du livre 1^{er} du code du travail, telles que définies par la loi n° 57-277 du 7 mars 1957. Il ne s'ensuit pas pourtant que les voyageurs, représentants ou placiers qui n'ont pas, au regard de l'article 29 K du livre 1^{er} du code du travail, la qualité de représentant statutaire ne puissent relever du régime général de la sécurité sociale applicable aux salariés ou assimilés. Leur affiliation audit régime est, au contraire, parfaitement justifiée s'il est constaté que, conformément au principe général posé par l'article L. 240 du code de la sécurité sociale, les intéressés se trouvent, compte tenu de leurs conditions de travail, dans le rapport d'employé à employeur avec le ou les entreprises industrielles ou commerciales qu'ils représentent, et ce nonobstant la qualification donnée au contrat qui lie les parties en cause. Une enquête précise sur les conditions dans lesquelles les courtiers visés par la présente question exercent leur activité pourrait, seule, permettre de répondre, en toute connaissance de cause, aux précisions demandées par l'honorable parlementaire. Toutefois, et pour réserver éventuellement leurs droits, les intéressés auraient intérêt à saisir de leur réclamation les commissions compétentes, dans les conditions prévues par le décret n° 58-1291 du 22 décembre 1958 modifié relatif au contentieux de la sécurité sociale.

11445. — M. Ducos signale à M. le ministre du travail le différend qui existe entre les diverses caisses d'allocation vieillesse de la Haute-Garonne lorsqu'un salarié ou un artisan ou un commerçant obtient, à soixante-cinq ans, la retraite vieillesse. Quand son épouse atteint cet âge, elle sollicite l'avantage auquel elle a droit. Si le ménage possède une propriété rurale qu'il exploite depuis longtemps, l'épouse s'adresse à la caisse d'allocation vieillesse agricole. Celle-ci répond qu'elle doit envoyer sa demande à la caisse qui

sert à son mari la retraite : ce dernier touchera le supplément pour conjoint à charge. Mais, si l'intéressée s'adresse à la caisse dont est tributaire son époux, cet organisme lui répond que c'est la caisse agricole qui doit lui servir une retraite puisqu'elle s'est occupée de l'exploitation d'une propriété agricole pendant au moins quinze ans avant l'âge de soixante ans. Ce conflit étant général dans la région, il lui demande s'il compte y mettre un terme, en s'entendant avec ses collègues intéressés. (Question du 19 août 1961.)

Réponse. — Antérieurement au 1^{er} mars 1959, date d'entrée en vigueur de l'ordonnance du 22 décembre 1958 relative au contentieux de la sécurité sociale, le Conseil d'Etat, juge de cassation en matière d'affiliation aux caisses d'assurance vieillesse des non-salariés, avait décidé que, dans les cas évoqués par l'honorable parlementaire, l'allocation de vieillesse attribuée au conjoint était à la charge de la caisse mutuelle d'assurance vieillesse agricole. Cette position, en raison de difficultés diverses, n'avait reçu aucune application pratique. Mais, depuis le 1^{er} mars 1959, la question de l'affiliation est de la compétence des juridictions du contentieux général de la sécurité sociale, qui statue sous le contrôle de la cour de cassation. Or, si la plupart des cours d'appel ont adopté en la matière le même point de vue que le Conseil d'Etat, il reste, d'une part, que certaines d'entre elles ont jugé en sens contraire ; d'autre part, que tous les arrêts ont fait l'objet de pourvoi en cassation émanant tant des caisses mutuelles d'assurance vieillesse agricole que des caisses d'allocation vieillesse des autres régimes de non-salariés. Il convient donc d'attendre que la cour suprême, saisie de nombreux pourvois sur la question, se soit prononcée. Il est fait observer que le pourvoi en cassation n'étant pas suspensif, la caisse condamnée par la cour d'appel au paiement de l'allocation doit exécuter la décision juridictionnelle rendue.

TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS

10545. — M. Vaschetti demande à M. le ministre des travaux publics et des transports : 1° la date des concours de rédacteur d'administration centrale ouverts pendant la durée de la guerre de 1939-1945, en distinguant les concours internes ouverts aux seuls agents du ministère et les concours externes ; 2° quels ont été, pour chacun de ces concours, les titres et diplômes exigés des candidats, le nombre des candidats admis à concourir ; 3° le nombre des candidats nommés rédacteurs à la suite de ces concours ; 4° quels ont été les avantages consentis, au titre de l'ordonnance n° 45-1263 du 15 juin 1945, notamment au titre de l'article 12, en faveur des candidats empêchés de se présenter à ces concours de rédacteurs et le nombre des agents bénéficiaires de l'ordonnance du 15 juin 1945 nommés administrateurs civils. (Question du 10 juin 1961.)

Réponse. — 1° Pendant la durée de la guerre de 1939-1945, cinq concours de rédacteur d'administration centrale ont été ouverts au secrétariat général des travaux publics et des transports aux dates ci-après : 12 mars 1941, 8 décembre 1941, 21 septembre 1942, 7 mars 1944 et 6 avril 1945 ; 2° pouvaient participer à ces concours les candidats appartenant ou non à l'administration, titulaires d'un diplôme de licence et, d'autre part, les ingénieurs et ingénieurs adjoints des travaux publics de l'Etat, les adjoints techniques des ponts et chaussées et des mines, les inspecteurs et inspecteurs adjoints des transports et les commis de l'administration centrale du secrétariat d'Etat aux communications (secrétariat général des travaux et transports) comptant cinq années de services en cette qualité ; vingt-cinq candidats ont été admis à se présenter au concours du 12 mars 1941, vingt à celui du 8 décembre 1941, quatorze à celui du 21 septembre 1942, vingt-sept à celui du 7 mars 1944, vingt à celui du 6 avril 1945 ; 3° le nombre des candidats nommés rédacteurs à la suite de ces concours a été de : huit après le concours du 12 mars 1941, six après le concours du 8 décembre 1941, cinq après le concours du 21 septembre 1942, quatorze après le concours du 7 mars 1944, six après le concours du 6 avril 1945 ; 4° aucun agent du secrétariat général des travaux et transports n'a sollicité le bénéfice de l'ordonnance n° 45-1263 du 15 juin 1945 (art. 12) pour être nommé en qualité de rédacteur.

Rectificatifs

au Journal officiel du 6 septembre 1961.
(Débats parlementaires.)

Réponses des ministres aux questions écrites.

1° Pages 2203 et 2204, question écrite n° 11131 de M. Mochaux à M. le ministre de l'industrie, 53^e ligne de la réponse, au lieu de : « Le ministre de l'industrie a reçu de son côté, en 1961, sur les crédits du Premier ministre affectés à la promotion sociale, un crédit de 200.000 nouveaux francs... », lire : « un crédit malheureusement très limité de 200.000 nouveaux francs ».

2° Page 2204, 1^{re} colonne, question écrite n° 11235 de M. Dutheil à M. le ministre de l'industrie, 8^e ligne de la question, au lieu de : « ... il semble nécessaire de réviser les prévisions de production du groupe Aveyron des Houillères du bassin d'Aquaine pour 1961... », lire : « ... pour 1965... ».